

Afrive est le magazine africain de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable



DOSSIER

12

Agriculture

L'Afrique peut-elle nourrir le monde ?

GROS PLAN

62

Cameroun : les actions de la CAPEF pour moderniser l'agriculture et s'ouvrir au monde

MICRO MAJEUR

66

Thani Mohamed-Soilihi
Pour une diplomatie climatique francophone à l'écoute de l'Afrique et des territoires ultramarins

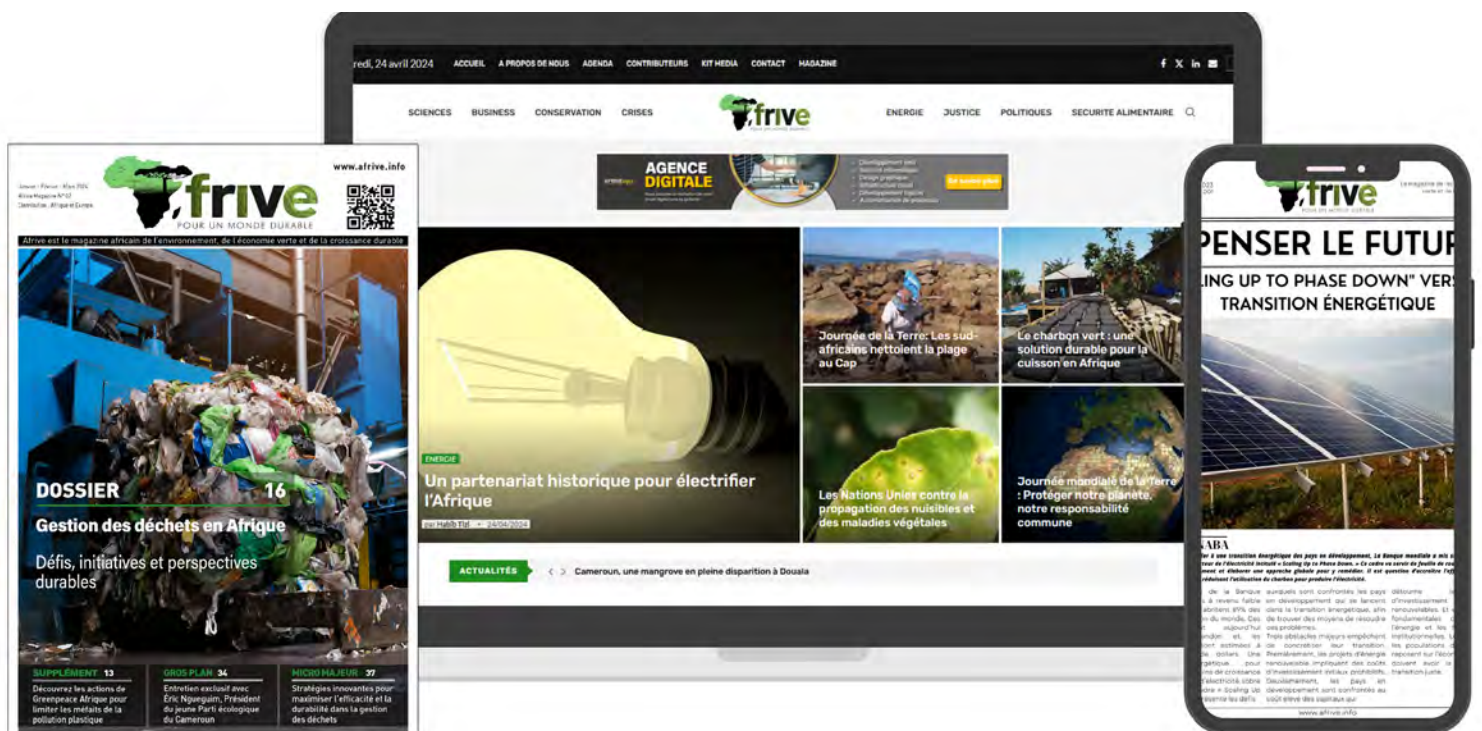
PENSER LE FUTUR

71

Urbanisation, climat, agriculture : une stratégie territoriale pour l'Afrique de l'Ouest

La Revue africaine

Environnement, économie verte et croissance durable



Souveraineté ou dépendance L'Afrique face à son destin agricole

© Kim-Anh Guillon

**Olivier Guillon**Journaliste
Directeur de publication

L'agriculture africaine est bien plus qu'un secteur économique : c'est la colonne vertébrale de nombreux pays, un enjeu central de stabilité sociale et un levier stratégique pour la souveraineté alimentaire. Et pourtant, en 2025, ce pilier reste fragile, tiraillé entre défis structurels et aspirations de modernisation.

Aujourd'hui, l'agriculture représente encore 15 % du PIB de l'Afrique subsaharienne et emploie près de 60 % de la population active (Banque mondiale). Mais le continent continue d'importer chaque année près de 50 milliards de dollars de denrées alimentaires (Banque africaine de développement, 2021), alors même qu'il dispose de 65 % des terres arables non cultivées au monde. Ce

paradoxe illustre une dépendance problématique, symptomatique d'un potentiel encore largement sous-exploité.

La technologie semble offrir une issue. Entre 2020 et 2023, les start-up AgriTech africaines ont levé près de 1,2 milliard de dollars (Disrupt Africa, 2023). Des pays comme le Kenya ou le Nigeria expérimentent des outils de blockchain pour la traçabilité, ou encore l'intelligence artificielle pour optimiser les récoltes. Mais seuls 23 % des agriculteurs africains ont accès à un financement structuré (FAO, 2024), limitant sérieusement l'adoption de ces innovations sur le terrain.

L'accès à la terre reste, lui aussi, un frein majeur. Environ 70 % des terres agricoles en Afrique sont exploitées sans titre foncier formel (FAO, 2023), exposant les petits exploitants aux risques d'expropriation. Entre 2000 et 2020, plus de 10 millions d'hectares ont été acquis par des entreprises étrangères, notamment chinoises et européennes. Cette instabilité foncière nuit directement à la sécurité alimentaire du continent.

Autre problème structurel : la faible transformation locale des matières premières. En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, seulement 30 % de la production est transformée sur place. Le reste est

exporté brut vers l'Europe ou l'Asie (BAD, 2023), privant le pays — et plus largement l'Afrique — de milliards de dollars de valeur ajoutée chaque année.

Pourtant, des dynamiques alternatives émergent. À Nairobi, par exemple, les fermes urbaines en hydroponie ont augmenté de 40 % depuis 2019 (*Le Monde Afrique*, 2024). Dakar, Kinshasa ou Yaoundé voient aussi fleurir des initiatives d'agriculture urbaine pour répondre aux besoins alimentaires locaux. Mais ces efforts restent marginaux face aux défis systémiques.

L'engagement politique, lui, reste en retrait. En 2003, l'Union africaine a adopté le PDDAA, qui engageait les États à consacrer 10 % de leurs budgets à l'agriculture. En 2024, seuls dix pays respectent cet objectif (OCDE, 2024).

Et comment ne pas évoquer le rôle crucial des femmes ? Elles représentent 70 % de la main-d'œuvre agricole, mais ne possèdent que 15 % des terres et reçoivent à peine 10 % des financements (FIDA, 2024). Un déséquilibre qui affaiblit toute tentative de transformation durable.

L'agriculture africaine est à un tournant. Si les choix politiques, économiques et sociaux suivent, le continent pourra transformer ses ressources en puissance. Sinon, la dépendance persistera. ●

« Si les choix politiques, économiques et sociaux suivent, le continent pourra transformer ses ressources en puissance. »

Olivier Guillon

Rejoignez un réseau
d'experts



ADHÉREZ AU CFM



Élargissez vos
compétences



Participez aux
nombreux
événements
professionnels



COLLÈGE
FRANÇAIS DE
MÉTROLOGIE.



www.cfm metrologie.com



DOSSIER AFRIVE N°6

AGRICULTURE L'AFRIQUE PEUT-ELLE NOURRIR LE MONDE ?

- 14 L'Afrique face au défi de la sécurité alimentaire : entre urgence et opportunité
- 17 Les entrepreneurs africains à la conquête du nouvel or vert
- 21 Alimentation, santé, éducation et climat : quels impacts sur la démographie en Afrique ?
- 25 Femmes et agriculture : oubliées du secteur ? Non, plutôt une force invisible mais essentielle
- 28 Structurer l'agriculture africaine pour gagner sur les marchés internationaux
- 31 Coton africain : le récit d'un demi-siècle d'engagement
- 35 La chaîne de valeur riz au Sénégal : dynamiques nationales et

réalités locales en Casamance

39 Agro-industrie à Madagascar : le pari de la valeur ajoutée locale

43 Jeunesse, agriculture et innovation : un trio gagnant

45 Entreprendre pour une agriculture et une alimentation durables en Afrique : le Prix Jeunes espoirs

50 Quand l'innovation fertilise les sols africains

52 Pourquoi l'Afrique de demain passera par ses petits agriculteurs et ses PME

56 Concilier eau et agriculture en contexte de stress hydrique : d'une gestion en silos vers une gestion systémique

59 Un fonds innovant pour financer la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest

ÉDITEUR

Afrive

CONTACTS

94200 Ivry-sur-Seine
contact@afrive.info

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Olivier Guillon

DIRECTION

William W. | Jean Marie K.

COMMERCIALISATION ET ABONNEMENT

Cèdres Développement VBO
marketing@afrive.info
Prix au numéro : 20 €
Abonnement annuel : 70 €

NUMÉRO ISSN

3037 - 6211

PÉRIODICITÉ | NUMÉRO

Trimestriel | Numéro 6

IMPRESSION

GT Print EOZ
6 rue d'Alembert | 78190 Trappes

CRÉDITS PHOTOS

iStock-2147568805
Sulistiyo Mujiko

LÉGENDE

Zone de stockage de matières premières alimentaires

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean Marie Kenfack

CONTRIBUTIONS

Ulysse Gosset, Kely Motue, Patricia Angonemane, Habib Tizi, Denis Deschamps, Patrick Eric Meyo Owono, Pierre Henri Texier, Youssoupha Ndiaye, Rivo Andriamanalina, Marie de Lattre-Gasquet, Jean-Yves Berthon, Michel Fossaert, Thani Mohamed-Soilihi, Tania-Bénédict M'baka, Brilé Anderson, Jorge Patiño, Patricia Mowbray

CONCEPTION GRAPHIQUE

Société Afrive digital Services

Merci de vous
abonner à la
revue Afrive en
scannant simple-
ment le code QR.



L'AFRIQUE POURRA SE NOURRIR...



Ulysse Gosset

Editorialiste international
contact@afx54.com
AFX54.com

S'il y a un enjeu pour le Continent africain au XXI^{ème} siècle, c'est bien celui de la sécurité alimentaire : l'Afrique parviendra-t-elle à nourrir ses hommes et ses femmes ? Enjeu de souveraineté, enjeu de dignité. L'Afrique pourrait y parvenir, c'est d'ailleurs un impératif, mais pour mettre fin à l'insécurité alimentaire, il y a sans doute une condition essentielle : la formation de la jeunesse. Chaque jour, des milliers d'hectares restent inexploités, faute de compétences humaines. Pendant que les marchés sont inondés d'importations, des millions de jeunes restent sans emploi, sans perspective.

L'Afrique a les terres, l'eau, et surtout ses jeunes. En misant avec eux sur une agriculture moderne elle peut construire sa souveraineté alimentaire. La route sera longue. Car pour l'heure, le « grenier du monde » remplit les assiettes des autres...

L'Afrique reste un paradoxe alimentaire. Riche en ressources agricoles, le continent exporte massivement son cacao (70 % de la production mondiale vient d'Afrique de l'Ouest), son café, son coton, son huile de palme ou ses fruits tropicaux...

Alors que ses terres fertiles nourrissent les marchés mondiaux, une partie importante de la population du Continent peine encore à se nourrir correctement. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), plus de 280 millions de personnes souffrent de sous-alimentation sur le continent.

ENORMES PERTES

Comment l'expliquer ? D'abord parce que le modèle de développement reste orienté vers l'exportation. Résultat : les paysans consacrent leurs terres aux demandes des marchés et se retrouvent à importer des denrées de base à prix élevé. L'Égypte et le Nigeria dépendent massivement des importations de céréales, ce qui les rend vulnérables aux crises mondiales : la guerre en Ukraine a fait exploser les prix du blé.

Ensuite, une grande partie des terres agricoles africaines est exploitée avec des méthodes archaïques et un manque d'accès à l'irrigation, aux engrais ou aux machines modernes. Les infrastructures de stockage et de transport sont insuffisantes, d'où d'énormes pertes.

Enfin, sécheresses, inondations ou invasions de criquets ont aggravé la situation alimentaire ces dernières années. Guerres, conflits internes (au Sahel, au Soudan, en RDC, en Éthiopie...) perturbent la production et la distribution alimentaire, plongeant des millions de personnes dans la famine.

SOUTIEN AUX PETITS PRODUCTEURS

Il y a bien entendu des leviers et des remèdes possibles. Pour se nourrir efficacement, l'Afrique doit investir davantage dans les cultures vivrières locales (mil, sorgho, manioc, niébé) et réduire la dépendance aux importations. Elle doit développer des industries agroalimentaires locales (fabrication de chocolat, torréfaction du café, transformation des céréales) et améliorer ses infrastructures : construire des routes, des entrepôts de stockage et moderniser les chaînes de distribution pour limiter le gaspillage. Pour soutenir les petits producteurs, il faut garantir un accès équitable aux crédits, aux engrais et aux technologies agricoles pour améliorer la productivité. Et encourager la consommation locale.

L'autre clé, c'est la formation de jeunes agriculteurs et le financement de leurs exploitations. En outillant la jeunesse, on renforce la production locale, on stimule l'économie rurale.

Plusieurs pays ont amorcé un changement profond et durable.

à condition de former sa jeunesse

« En rééquilibrant les priorités agricoles et en renforçant l'autonomie alimentaire, le continent pourrait enfin tirer profit de son immense potentiel et garantir une sécurité alimentaire durable à ses citoyens. »

En Côte d'Ivoire, le Programme Jeunesse et Agriculture (ProJEA) vise à former des milliers de jeunes aux métiers agricoles : maraîchage, élevage, transformation, gestion d'exploitation. Au Burkina Faso, les Centres de Formation Agropastorale (CFAP) proposent une formation technique complète aux jeunes : élevage, cultures maraîchères, transformation agroalimentaire. Au Sénégal, le Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural (PADAER II) allie formation technique, accompagnement personnalisé et financement de projets agricoles portés par les jeunes. Le Projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural (PAEJ-MR), lancé au Bénin avec le soutien de la Banque africaine de développement, mise aussi sur la formation et le financement. Il cible des filières stratégiques comme la pisciculture, le maraîchage, le riz ou l'aviculture. Le Rwanda, a soutenu le programme "Youth in Agribusiness", avec des partenaires comme la FAO et le FIDA. Au Nigeria, le programme N-Power lutte contre le chômage des jeunes. Le Maroc a mis en place un large réseau d'instituts de formation professionnelle agricole (IFPA). Au Cameroun, la formation agricole s'appuie sur des institutions clés comme la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles de l'Université de Dschang ou encore l'École pratique d'agriculture de Binguela. En parallèle, à travers sa Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30), le pays met un accent particulier sur l'industrialisation de l'agriculture, le développement de l'agro-transformation et la structuration des chaînes de valeur.

URGENCE

Tous ces programmes, tous ces projets restent évidemment très insuffisants, bien loin des immenses besoins. La réduction de l'aide américaine au développement décidée par Donald Trump aura un impact très sérieux sur la sécurité alimentaire en Afrique. Elle obligera les gouvernements et les acteurs du secteur à se remettre en question pour atténuer le choc. Mais des milliers de jeunes entrepreneurs agricoles transforment localement les produits (jus, farine, huiles) et les vendent sur les marchés nationaux et régionaux. Des zones agricoles modernes se créent avec irrigation, équipements, logements et terres cultivables. Là où les

États, les partenaires et les communautés investissent dans la jeunesse agricole, la sécurité alimentaire progresse réellement. En rééquilibrant les priorités agricoles et en renforçant l'autonomie alimentaire, le continent pourrait enfin tirer profit de son immense potentiel et garantir une sécurité alimentaire durable à ses citoyens. Cette nouvelle agriculture moderne peut contribuer à nourrir l'Afrique tout en créant de la richesse locale.

Urgence, oui. Utopie ? Non. ●

Ulysse Gosset
Editorialiste international
AFX54.com

AFX54

BIOGRAPHIE

Ulysse Gosset est le fondateur de la plateforme AFX54.com entièrement dédiée aux créateurs africains.

Éditorialiste international à BFMTV, il a été correspondant à Washington et à Moscou, et a lancé France 24, la Chaîne Française d'Information Internationale.

Ulysse Gosset a reçu à deux reprises le Grand Prix de la Presse Internationale en 2013 et 2022.

Il a interviewé les grandes personnalités qui font l'actualité mondiale : chefs d'Etat et de Gouvernement, Prix Nobel, dirigeants d'entreprises, artistes, leaders d'opinions (Mikhaïl Gorbatchev, Paul Biya, Kofi Annan, Macky Sall, Antonio Guterres, Tony Blair, Ban Ki-moon, Al Gore, Shimon Peres, Vaclav Havel, Christine Lagarde, Jacques Chirac, François Hollande, Emmanuel Macron, Volodymyr Zelensky, Angelina Jolie, Bono, Didier Drogba, Michel Platini, Youssou N'Dour, Faly Ipupa, etc.).

CIM2025

Lyon au cœur des enjeux de la métrologie

Du 11 au 14 mars 2025, le Congrès International de Métrologie (CIM) a rassemblé à Eurexpo Lyon quelque 500 experts issus de 40 pays. Organisé par le Collège Français de Métrologie (CFM) en partenariat avec Global Industrie, ce rendez-vous a consolidé sa position de plateforme centrale du dialogue entre science de la mesure et industrie.

Un moment charnière entre héritage et innovation

Cette 22e édition s'est tenue dans un contexte symbolique : les 150 ans de la Convention du Mètre. Lors de son intervention, Martin Milton, directeur du Bureau International des Poids et Mesures (BIPM), a souligné l'impact historique des systèmes de mesure dans la structuration des échanges, des savoirs et des sociétés. Cette célébration a constitué un fil conducteur fort, reliant le passé de la métrologie à ses défis futurs.

Parallèlement, le CIM2025 s'est inscrit dans le cadre du salon Global Industrie, plus grand rassemblement industriel français, avec 2 500 exposants et 45 000 visiteurs. La cohabitation des deux événements a permis une synergie féconde entre recherche métrologique et réalité industrielle, renforçant l'ancrage opérationnel de la science de la mesure.

Le programme a donné la part belle aux sujets de fond. Les 180 présentations orales et posters ont abordé la digitalisation des mesures, l'intelligence artificielle appliquée à la métrologie ou encore la durabilité. Les 18 sessions thématiques, 5 tables rondes et 2 sessions posters ont favorisé les interactions entre experts, techniciens et ingénieurs, dans une dynamique de partage et de formation.

Deux formats inédits ont complété cette édition : un workshop consacré à l'initiative allemande QI-Digital, et un cours magistral sur la norme ISO/IEC 17025. Ces nouveautés ont permis d'approfondir des enjeux méthodologiques et réglementaires d'actualité.

Un creuset de compétences et de coopérations

Le Village Métrologie, installé au cœur du secteur "Mesure, Contrôle, Vision et Instrumentation" de Global Industrie, a réuni 60 exposants sur 1 000 m². Lieu de démonstration, d'échanges et de rencontres, il a mis en lumière les applications concrètes de la métrologie dans les processus industriels, de la chaîne de production à l'assurance qualité.

Ce croisement entre scientifiques et industriels a constitué une valeur

© Sébastien FERRARO



Débat sur l'avenir du métier de métrologue au CIM2025

ajoutée majeure du congrès. En effet, les participants venaient autant des laboratoires nationaux et centres de recherche que des entreprises. Cette diversité a nourri les discussions et permis la diffusion de bonnes pratiques à l'échelle internationale. Le climat d'ouverture a également favorisé la participation de jeunes chercheurs, certains ayant été distingués pour la qualité de leurs travaux.

Les retours des participants confirment cette dynamique. Andrea Giura (INRIM), lauréat du prix du meilleur poster, a salué l'enrichissement croisé des disciplines. TERENCE BORDET (COLAS), récompensé pour sa présentation orale, y a vu une reconnaissance stimulante pour la recherche appliquée. Pauline Lemaire (MERSEN) a souligné la qualité des échanges et la diversité géographique des intervenants.

Le CIM2025 a pu compter sur le soutien d'acteurs de référence : le BIPM, l'ISO, le COFRAC, mais aussi EURAMET, EUROLAB, et de nombreux laboratoires nationaux comme le LNE (France), le PTB (Allemagne) ou le NIST (États-Unis). Ce large appui institutionnel témoigne de la portée stratégique du congrès.

Plus qu'un simple événement sectoriel, le CIM2025 a montré que la métrologie s'inscrit au cœur des transitions industrielles, numériques et environnementales. En permettant à des communautés souvent cloisonnées de se rencontrer, il ouvre la voie à une science de la mesure au service de l'innovation et de la confiance. ●

Développement durable : l'Afrique en débat à Kampala

Du 9 au 11 avril 2025, Kampala a accueilli la 11^e session du Forum régional africain pour le développement durable (FRADD). Organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en partenariat avec le gouvernement ougandais, l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres agences onusiennes, l'événement a réuni décideurs politiques, chercheurs, acteurs de la société civile et du secteur privé. Objectif : évaluer les progrès des pays africains dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063.

Les échanges ont porté sur la croissance économique inclusive, la création d'emplois durables, l'innovation et les politiques fondées sur les données. Plusieurs thématiques ont structuré les discussions : éducation, égalité des genres, résilience climatique, transition énergétique et systèmes alimentaires. Les participants ont formulé des recommandations pour améliorer les politiques publiques et renforcer la coopération régionale. Ce forum s'est aussi inscrit dans les préparatifs du Sommet des Nations Unies sur les ODD, prévu pour septembre 2025. À travers cette plateforme, les acteurs africains ont réaffirmé la nécessité d'investir dans les capacités nationales et de mobiliser la technologie pour bâtir un développement durable, inclusif et adapté aux priorités du continent. ●

Sénégal : 130 milliards FCFA pour relancer l'agriculture en 2025

Le gouvernement sénégalais a annoncé un financement de 130 milliards de francs CFA pour la campagne agricole 2025, contre 120 milliards l'an dernier. Cette enveloppe vise à renforcer un secteur qui représente 17 % du PIB et mobilise 22 % de la population active.

ACTU EN BREF

L'objectif est clair : améliorer les rendements agricoles, faciliter l'accès aux intrants grâce à un système de subvention, et moderniser les infrastructures. Le programme « Allo Tracteur », figure parmi les mesures phares. Il ambitionne de démocratiser l'usage d'engins motorisés dans les exploitations, alors qu'actuellement, seuls 11 % des ménages agricoles en sont équipés (source : Dapsa).

Ce soutien accru intervient dans un contexte marqué par des enjeux de sécurité alimentaire et de souveraineté. Le gouvernement espère ainsi inverser la tendance à la stagnation de la productivité, souvent freinée par le manque d'engrais, la faiblesse des équipements et les difficultés de commercialisation. ●

Agriculture : le Cameroun renforce ses agropoles

Le 15 avril 2025, le gouvernement camerounais a remis six tracteurs à quatre agropoles situés à Ntui, Batouri, Ouro-Dolé et Ngaoundéré. D'une valeur totale de 180 millions de FCFA, cet appui vise à moderniser l'agriculture et à renforcer la sécurité alimentaire. Les équipements, d'une puissance de 100 chevaux, serviront aux filières du manioc, du maïs, de la viande bovine et du lait.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de réduction de la dépendance aux importations. Le déficit structurel dans la filière laitière, estimé à 120 000 tonnes par an, entraîne chaque année d'importants achats sur le marché international. En 2023, le Cameroun a importé plus de 37 800 tonnes de produits laitiers pour un coût de 75,6 milliards de FCFA. La filière maïs est également concernée, avec 40 000 tonnes importées en 2023.

Les agropoles bénéficiaires sont appelés à devenir des pôles de transformation agricole en améliorant les rendements, structurant les chaînes de valeur et stimulant l'économie locale. À travers cet appui, le gouvernement entend accompagner la transition vers une agriculture plus productive et résiliente, en phase avec les objectifs de souveraineté alimentaire et de développement durable. ●

ADAPTATION

Le sommet de Marseille décisif pour l'adaptation climatique entre l'Europe et l'Afrique

À quelques mois de la COP30, Marseille a accueilli un sommet inédit qui pose les bases d'un nouveau pacte de solidarité climatique entre les deux continents. L'enjeu ? Faire de l'adaptation un pilier central de la lutte contre les bouleversements en cours.

L'adaptation, un impératif climatique désormais incontournable

« Le dérèglement climatique n'est plus une prophétie. » Ces mots prononcés par Benoît Payan, maire de Marseille, lors du Sommet Climate Chance Europe-Afrique 2025, ont marqué les esprits. Face à l'enchaînement d'événements extrêmes — inondations, vagues de chaleur, sécheresses ou cyclones —, les territoires n'ont plus le luxe d'attendre. L'année 2024 a vu la température moyenne mondiale franchir le seuil symbolique de +1,5 °C, un avertissement sans précédent sur l'ampleur de la crise climatique. Dans ce contexte, l'adaptation n'est plus une option, mais une nécessité vitale. L'Europe et l'Afrique, bien que différemment exposées, font face à des vulnérabilités interconnectées : montée du niveau de la mer, insécurité hydrique, perte de biodiversité, pression sur les systèmes alimentaires.

Le sommet de Marseille, coorganisé par la Ville et l'association Climate Chance, a rassemblé plus de 1 500 participants issus de plus de 40 pays. Scientifiques, élus locaux, ministres, ONG, entreprises, jeunes militants... Tous réunis pour une cause commune : construire un agenda d'adaptation climatique qui soit ambitieux, réaliste et surtout, solidaire. Dans son discours, Ronan Dantec, président de Climate Chance, a rappelé que « l'adaptation ne peut plus être dissociée de l'atténuation ». Il s'agit de deux volets indissociables d'une même stratégie, et cette dualité devra structurer les politiques publiques à venir.

À Marseille, plusieurs solutions concrètes ont été mises en avant comme modèles répliquables. Parmi elles, la restauration des herbiers marins pour limiter l'érosion côtière, la végétalisation

des centres urbains pour lutter contre les îlots de chaleur, ou encore la réhabilitation de bâtiments publics selon des normes bas-carbone. Autant d'initiatives portées localement, mais à portée globale, dans un esprit de coopération transcontinentale. La ville, membre du programme européen « 100 villes climatiquement neutres d'ici 2030 », entend jouer un rôle moteur dans la transition.

Une Déclaration de Marseille pour accélérer la solidarité climatique

L'un des moments clés du sommet a été l'adoption de la Déclaration de Marseille, fruit d'un processus de co-construction inédit. Élaborée avec la contribution active de représentants de collectivités, peuples autochtones, chercheurs, ONG et acteurs de la société civile, elle incarne une vision partagée de l'adaptation : juste, inclusive, et fondée sur les savoirs et réalités de terrain. Ce texte ne se limite pas à des déclarations de principe : il contient une série de recommandations opérationnelles à destination des négociateurs internationaux, en amont de la COP30 de Belém prévue en novembre 2025.

Parmi ces recommandations, plusieurs axes forts émergent : renforcer la coopération scientifique entre l'Europe et l'Afrique, garantir une transparence totale des données climatiques, soutenir les solutions fondées sur la nature, et surtout, intégrer l'adaptation dans les politiques de développement urbain. L'accent est mis sur les zones les plus vulnérables, notamment les quartiers informels des grandes villes africaines, où vivent des millions de personnes souvent privées d'infrastructures adaptées aux aléas climatiques. Les femmes, premières impactées, y sont placées au cœur des priorités.



Échange à Marseille sur l'urgence d'agir face aux réalités climatiques

Le volet financier de la Déclaration est tout aussi central. Sans augmentation massive et rapide des ressources — qu’elles soient publiques ou privées —, l’adaptation restera hors d’atteinte pour de nombreux territoires. Le sommet appelle à la mise en place de mécanismes innovants, comme les financements climat décentralisés ou les obligations vertes locales. Il insiste aussi sur la nécessité d’inclure les droits humains et la justice climatique dans tout dispositif financier. La réussite passera par des approches pluridisciplinaires et interculturelles, fondées sur la co-construction avec les populations locales.

Vers une gouvernance décentralisée et trans-continendale

Si l'urgence climatique est globale, les solutions, elles, se construisent avant tout au niveau local. C'est l'un des messages les plus puissants portés à Marseille : l'adaptation sera efficace si elle est ancrée dans les territoires. Le rôle des collectivités territoriales, notamment africaines, a été salué et reconnu comme stratégique. Ces dernières, souvent en première ligne, doivent disposer de capacités renforcées pour prendre des décisions, accéder aux financements, et mener des actions cohérentes avec les besoins réels de leurs populations.

Le sommet a mis en lumière plusieurs exemples inspirants. À Ouagadougou, un plan d'adaptation urbaine intègre désormais la gestion durable des eaux de pluie et la protection des zones humides. À Dakar, des coopérations décentralisées ont permis de mettre en place des systèmes de refroidissement naturel dans les écoles. De tels projets montrent que des réponses efficaces sont possibles, à condition de donner aux territoires les moyens d'agir. La coopération internationale doit donc évoluer : de la logique



Malek Semar et Emmanuelle Bastide sur le stand d'Afrive



Échange avec une étudiante ayant participé au Sommet

descendante vers des partenariats horizontaux, où les savoirs locaux sont reconnus et valorisés.

L'Alliance des villes francophones pour le climat, lancée à Marseille dans la continuité de la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne, illustre cette volonté de mise en réseau. Elle vise à faciliter l'échange de bonnes pratiques, la mutualisation des compétences et la coordination d'initiatives transfrontalières. Ce type d'alliance est essentiel pour peser dans les négociations internationales, mais aussi pour créer une culture commune de l'adaptation, au-delà des frontières géographiques ou institutionnelles.

Marseille, tremplin vers la COP30 et au-delà

Le Sommet Climate Chance Europe-Afrique 2025 n'a pas prétendu résoudre la crise climatique. Mais il a su poser les bases d'une dynamique nouvelle, résolument tournée vers l'action, la coopération et la justice. En réunissant des acteurs aussi divers qu'engagés, il a permis de construire des ponts : entre les continents, entre les niveaux de gouvernance, entre les générations. La suite se jouera à Belém, à la COP30, mais aussi dans chaque territoire, chaque ville, chaque communauté.

Plus que jamais, l'adaptation s'impose comme une exigence de survie, mais aussi comme une opportunité : celle de repenser nos modèles de développement, nos solidarités et notre rapport au vivant. Si l'Afrique et l'Europe parviennent à conjuguer leurs efforts, elles pourront non seulement relever le défi climatique, mais également bâtir un pacte de solidarité durable, respectueux des peuples et des écosystèmes.. ●

Jean Marie Kenfack

L'Afrique peut-elle

Longtemps cantonnée à l'image d'un secteur de subsistance, l'agriculture africaine est en train de changer de visage et de narratif. À travers ce sixième numéro d'Afrive, une autre réalité émerge, portée par les voix de femmes et d'hommes du continent – et de sa diaspora – qui, chaque jour, réinventent leur rapport à la terre. Ici, l'agriculture n'est plus seulement une réponse à l'insécurité alimentaire : elle devient un levier de souveraineté, un laboratoire d'innovation, un champ de résilience et d'émancipation. Mieux : elle devient un projet de société.

Les contributions réunies dans ce dossier témoignent d'un basculement. Celui de jeunes agri-entrepreneurs comme Sioh Koffi, Rodrigue Essama ou Fatimah Suleiman, qui embrassent les outils numériques pour moderniser leurs pratiques, structurer des réseaux et vendre leurs produits en ligne. Celui aussi de pionniers de l'agro-industrie, à l'image de Rivo Andriamanalina ou Diego Twahirwa, qui transforment les chaînes de valeur locales avec rigueur et créativité, redonnant à l'économie agricole ses lettres de noblesse.

Ce numéro explore des territoires fertiles d'expérimentations : des rizières de Casamance aux serres du Nigéria, en passant par les unités de transformation du piment au Rwanda et les plantations de sorgho du Sahel. Des initiatives multiples y convergent, portées par la volonté d'en finir avec la dépendance alimentaire et de créer, à partir des ressources locales, une économie circulaire pérenne.

Mais l'agriculture africaine n'avance pas sans obstacles : infrastructures parfois défailtantes, pression climatique,



nourrir le monde ?

inégalités persistantes, notamment foncières. L'article de Kely Motué revient avec sur la place centrale – mais encore marginalisée par endroits – des femmes dans ce système productif. À travers les récits d'Adjaratou Faye, Koumba Anouma ou Abba Guédé, se dessine une réalité dure mais lucide : sans les agricultrices, aucune révolution agricole ne tiendra.

Face aux défis, les solutions émergent. De nouveaux instruments financiers comme ceux développés par la FERDI ou AgroFinance Africa offrent aux exploitants des outils adaptés à leurs réalités. Le regard stratégique de Patrick Meyo Owono appelle, lui, à un changement d'échelle : penser l'Afrique comme une puissance agricole mondiale, à condition d'aligner innovation, volonté politique et logistique.

Enfin, une place d'honneur est donnée à la jeunesse. À travers le Prix Jeunes Espoirs, présenté par Marie de Lattre-Gasquet, des perspectives concrètes s'ouvrent pour une nouvelle génération d'agri-innovateurs. Une génération qui ne demande pas la permission de rêver, mais les moyens d'agir.

Ce dossier n'idéalise pas. Il observe, écoute, relie. Il montre que l'Afrique agricole n'est pas figée dans ses défis, mais animée par un mouvement de fond : celui d'une terre travaillée, transformée, pensée comme socle de développement durable. Une promesse enracinée dans le réel – et déjà en germination. Bonne lecture ! ●

Jean Marie Kenfack



MARCHÉ

L'Afrique face au défi de la sécurité alimentaire : entre urgence et opportunité

Derrière les étals des marchés, les mains des femmes et des jeunes animent une agriculture riche mais trop peu transformée. Tandis que les importations flambent et que l'insécurité alimentaire gagne du terrain, une évidence s'impose : c'est dans ses champs, ses ateliers, ses formations et ses innovations que le continent doit puiser la réponse.

Le secteur agroalimentaire africain représente un pilier économique majeur et un vecteur essentiel d'emploi, notamment pour les jeunes. L'agriculture reste le premier pourvoyeur d'emplois sur le continent, constituant environ 48 % de l'emploi total en 2021. Les femmes y jouent un rôle central : elles représentent 80 % des emplois dans la transformation, 70 % dans la commercialisation et près de 90 % dans la vente de produits prêts à consommer en Afrique de l'Ouest. Près de 39 % des jeunes Africains travaillent dans le secteur agricole, un chiffre atteignant les 70 % en Ouganda ou à Madagascar.

L'enjeu consiste à ce que les agricultures africaines transforment leurs produits localement. Les pays africains sont leaders mondiaux dans la production de nombreuses denrées (environ 70% de la production mondiale de cacao, 95% des ignames, 24% des plantains, 33% du manioc, 22% du sorgho, 17% du café, 13% du thé). Mais les produits restent insuffisamment transformés après leur exploitation agricole, et sont souvent

**Arthur Minsat**

Chef de l'unité Europe, Moyen-Orient et Afrique au centre de développement de l'OCDE

Biographie

Arthur Minsat

Économiste sénior à l'OCDE, Arthur Minsat dirige l'unité Afrique, Moyen-Orient et Europe du Centre de développement. Il pilote notamment des publications phares comme *les Dynamiques du développement en Afrique* et *les Statistiques sur les recettes publiques en Afrique*, en collaboration avec l'Union africaine, l'Union européenne, ACET et AUDA-NEPAD. Il supervise également le projet *Infrastructure de qualité dans l'Afrique du 21e siècle* et le développement d'une Plateforme virtuelle sur l'investissement en Afrique. Ancien contributeur des *Perspectives économiques en Afrique* (PEA), il a travaillé en partenariat avec la Banque africaine de développement et le PNUD. Avant de rejoindre l'OCDE, Arthur Minsat a participé à la rédaction des *Rapports sur le développement humain* du PNUD à New York, et a été volontaire auprès de l'ONUCI à Abidjan pendant la crise électorale. Titulaire d'un doctorat de la London School of Economics, il a enseigné à la LSE, à King's College London et à Sciences Po. Il a également travaillé dans le secteur privé, au sein de Wolters Kluwer.

transformés hors du continent. La transformation locale permet d'ajouter plus de valeur aux produits africains, pour créer des emplois mieux rémunérés et stables dans le secteur agroalimentaire. Les métiers en aval de la chaîne tels que la transformation, la distribution, ou la vente sont jusqu'à huit fois plus productifs que les emplois agricoles traditionnels.

L'insuffisante transformation locale entraîne une grande informalité parmi les travailleurs du secteur agroalimentaire. Aujourd'hui encore, environ 92 % des travailleurs agricoles ne disposent ni de contrat formel ni de protection sociale. Les zones rurales ont également des taux de pauvreté plus importants s'élevant à 46% comparé à 20% en zones urbaines en Afrique sub-saharienne.

L'augmentation de la demande de denrées alimentaires présente des opportunités pour la transformation locale. La croissance rapide de la population urbaine et l'émergence d'une classe moyenne modifient la demande alimentaire. Les villes concentrent désormais plus de 67 % de la consommation, marquée par une préférence croissante pour les produits transformés, plus pratiques à cuisiner et à stocker. Cette demande croissante a entraîné une augmentation de la production agricole pour nourrir les villes, mais entraîne aussi une relance des importations. Entre 2009 et 2019, les importations alimentaires destinées aux ménages sont passées de 24 à 32 milliards de dollars, soit une augmentation de 33%. Ces importations proviennent majoritairement d'Asie, notamment pour des denrées de base comme le riz. Les importations intra-africaines progressent également (de 12 % à 16 %), révélant un potentiel réel de développement des échanges intrarégionaux. Ces échanges intra-africains devraient renforcer la résilience des systèmes alimentaires africains.

L'augmentation du commerce africain peut accélérer la transformation des systèmes de production alimentaire. Aujourd'hui, 79 % des exportations intra-africaines sont déjà composées de produits transformés ou semi-transformés. Développer le commerce intra-africain pourrait ainsi favoriser les échanges de produits transformés sur le continent. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en vigueur depuis janvier 2021, vise à développer ces échanges intra-africains, créant un marché commun regroupant plus d'un milliard et demi de personnes. La ZLECAf peut stimuler la production de produits alimentaires transformés, à condition d'être accompagnée d'investissements logistiques et de politiques de facilitation. En Afrique de l'Est, par exemple, sa mise en œuvre complète pourrait accroître les exportations de denrées alimentaires transformées de 30 %.

Des freins persistent au développement des chaînes de valeur agroalimentaires. Malgré leur potentiel, les chaînes de valeur agroalimentaires africaines restent pour l'heure confrontées à de nombreux obstacles : faible productivité, manque de compétitivité, coûts logistiques élevés et infrastructures déficientes. Par exemple, en Ouganda, l'absence de systèmes de stockage frigorifique entraîne la perte de jusqu'à 40 % des produits frais. La fragmentation des chaînes d'approvisionnement alourdit de 20 à 50 % les coûts d'importation des intrants agricoles.

Mobiliser les investissements dans l'agroalimentaire permet de développer le secteur et de faire face au changement climatique. Les investissements publics restent insuffisants : en 2024, seuls quelques pays (Burundi, Éthiopie, Mauritanie) respectaient l'engagement de Maputo d'allouer 10 % des budgets nationaux à l'agriculture. Augmenter les investissements demande des efforts particuliers dans un contexte où l'espace fiscal est limité, les niveaux d'endettement des États souvent élevés et l'augmentation de la collecte de recettes fiscales (en levant plus d'impôts) difficile. Pour mobiliser davantage de financements, les pays africains doivent aussi miser sur des instruments innovants. L'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat, par exemple, combine assistance technique et prêts à taux préférentiels via des institutions financières locales. Il est également essentiel de réorienter les financements vers les segments à fort potentiel, tels que la transformation : en 2022, ces activités n'ont reçu que 4 % des financements attribués au développement du secteur agricole (soit 321 millions USD). Élaborer une stratégie d'investissement cohérente permettra de mieux coordonner ces efforts : en 2025, 31 pays avaient à leur actif des plans nationaux d'investissement agricole et 4 plans régionaux avaient été finalisés.

Les compétences techniques sont également indispensables au renforcement de la productivité agricole et du secteur agro-alimentaire. Le manque de techniciens, d'ingénieurs et de spécialistes de la transformation nuit à la productivité du secteur. Selon une enquête menée auprès de plus de 200 acteurs africains de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) (organismes publics et prestataires d'EFTP principalement), l'agriculture est le secteur où les besoins de nouvelles qualifications techniques sont les plus importants. En Éthiopie, par exemple, 80 % des entreprises interrogées soulignent le besoin de meilleures compétences techniques pour accompagner le développement des activités agro-alimentaires dans les domaines des huiles comestibles, de la volaille, de la floriculture et des fruits et légumes. Or, seuls 7% des jeunes ●●●

●●● africains suivent aujourd'hui un enseignement technique ou professionnel (EFTP). De multiples initiatives émergent à travers le continent :

- Au Mali où le Centre de formation en entrepreneuriat agricole de Baguinéda (CFEAB) propose notamment des formations courtes de dix jours pour enseigner la fabrication de divers produits (jus, confitures, sirops etc.). Depuis 2010, le centre a ainsi formé plus de 2 000 jeunes déscolarisés qui ont aujourd'hui un certificat de formation professionnelle et un emploi.

- Le Bénin planifie de multiplier par trois le nombre d'établissements d'enseignement technique agricole dans les prochaines années et de renforcer les compétences dans le domaine de la recherche agroalimentaire. D'après les dernières données disponibles en 2014-6, les chercheurs en sciences alimentaires et nutrition représentaient 8% du total des chercheurs en agriculture dans le pays, soit la proportion la plus élevée des pays d'Afrique de l'Ouest dont la moyenne se place à 3.6%.

- Le Nigéria dénombre 37 collèges techniques proposant des cours sur l'agriculture et les disciplines connexes (soit 22 % de l'ensemble des collèges techniques).

La transformation numérique représente un levier clé pour améliorer la productivité, l'accès au marché et l'inclusion financière dans le secteur. En 2024, 37% de la population africaine utilisaient internet régulièrement, contre seulement 13.5% dix ans auparavant. Un état des lieux de ces technologies appliquées au secteur agricole a souligné leur capacité à accroître la productivité des exploitations (32 %), à renforcer les liens commerciaux (26 %) et, dans une moindre mesure, à améliorer l'analyse de données (23 %) et l'inclusion financière (15 %). Les cinq pays dont l'activité est la plus forte dans le domaine des technologies agricoles, ou l'agritech, sont le Kenya, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, et la Côte d'Ivoire. Plus de 83% des solutions technologiques agricoles ne nécessitent pas une forte connectivité et fonctionnent avec un niveau de connectivité moyen. Des multiples exemples concrets existent à travers le continent :

- Au Mozambique, la plateforme Connected Farmer Alliance (CFA), soutenue par Vodafone, facilite les paiements mobiles et relie agriculteurs et agroindustriels, augmentant ainsi leur productivité.

- En Guinée-Bissau, le projet ACTIVA PAIDR a permis d'accroître la production de céréales de 85 % grâce à la forma-

tion et à la mécanisation. Ces exemples montrent l'impact clé des partenariats et de l'innovation pour dynamiser l'agriculture locale.

- Au Kenya, plus de 13 000 agriculteurs et 6 000 fournisseurs utilisent désormais la plateforme mobile Twiga Foods pour écouler quotidiennement leurs produits directement aux 2 000 points de vente couverts.

- En Ouganda, l'application Tumaini, utilisée fait appel à l'intelligence artificielle pour déterminer, à partir de photos prises par les agriculteurs, si un produit est atteint par une maladie

La transformation agricole permettra d'accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire fixés par les Nations unies et l'Union Africaine. Après une décennie de progrès entre 2000 et 2010, la situation s'est détériorée au cours des dernières années. En 2023, une personne sur cinq en Afrique était confrontée à la faim. L'insécurité alimentaire modérée ou grave touche près de 868 millions de personnes, dont plus d'un tiers sont confrontés à des formes sévères.

L'insécurité alimentaire est favorisée par le retour de l'inflation, qui a alourdi le coût du panier alimentaire. Même parmi les populations qui ne vivent pas sous le seuil de la pauvreté, une alimentation équilibrée reste trop souvent inaccessible. Entre 2021 et 2022, le coût d'un régime alimentaire sain a bondi de 3,41 à 3,74 dollars par jour, bien au-dessus du seuil d'extrême pauvreté fixé à 2,15 dollars. L'Afrique de l'Ouest a connu la plus forte augmentation (+11 %), suivie de près par l'Afrique de l'Est (+8 %). Si les tendances actuelles persistent, plus de la moitié des personnes sous-alimentées dans le monde vivront en Afrique d'ici à 2030.

La mise en œuvre de la troisième itération du PDDAA pour la décennie 2026 – 2035, la Déclaration de Kampala, entend répondre à ces défis. Les chefs d'État de l'Union Africaine se sont engagés à augmenter la production agroalimentaire de 45 %, et à porter la part des aliments transformés localement à 35 % du PIB agroalimentaire d'ici à 2035. La déclaration vise à adopter des pratiques agricoles durables pour répondre aux besoins alimentaires croissants de l'Afrique et aux opportunités commerciales mondiales. Elle entend réduire les pertes après récolte de 50 %, et tripler le commerce intra-africain de produits et d'intrants agroalimentaires d'ici à 2035, par le biais de la ZLECAf et l'harmonisation des normes pour la commercialisation des produits agricoles. ●

Arthur Minsat



© RDCOM

Kely Motue

Directrice Qualité & Organisation
Afriland First Bank

Biographie

Kely Motue

Kely Motue incarne un leadership féminin engagé au croisement de la finance, de la qualité et de l'agriculture en Afrique. Forte de 12 ans d'expérience dans le secteur bancaire, elle est aujourd'hui Directrice Qualité & Organisation chez Afriland First Bank. Auditrice certifiée ISO 9001 et formatrice PECB, elle allie expertise technique et vision stratégique. En parallèle, elle explore les synergies entre datamining, performance organisationnelle et entrepreneuriat agricole. Cette approche nourrit son engagement pour une transformation durable du secteur rural.

Fondatrice du Ladies Club for Leadership, Kely œuvre pour l'autonomisation économique des femmes, notamment dans l'agriculture. Elle plaide pour un meilleur accès aux ressources, des réformes foncières, et le développement de solutions comme le microcrédit et les coopératives. Elle défend une agriculture au féminin, innovante, durable et porteuse de justice sociale.

AGROPERFORMANCE

Les entrepreneurs africains à la conquête du nouvel or vert

L'Afrique est aujourd'hui au cœur d'une transformation agricole qui pourrait redéfinir l'avenir alimentaire mondial. Avec ses terres fertiles, sa biodiversité exceptionnelle et une population jeune et dynamique, le continent détient tous les atouts pour relever les défis croissants de la sécurité alimentaire.

Pourtant, sur près de 874 millions d'hectares de terres cultivables, seuls 10 % sont exploités de manière efficace, laissant une immense richesse en dormance.

Longtemps perçue comme un secteur de subsistance à faible rentabilité, l'agriculture africaine se révèle désormais comme une puissance émergente sur l'échiquier mondial. Déjà, elle joue un rôle stratégique :

- 70 % du cacao mondial proviennent de ses terres, alimentant l'industrie chocolatière ;
- 50 % des noix de cajou mondiales, prisées sur tous les marchés, sont produites en Afrique ;
- Le continent est aussi un exportateur majeur de fruits tropicaux : mangues, bananes, ananas.

Mais ce n'est qu'un début. Avec des investissements ciblés et une modernisation des infrastructures agricoles, le secteur pourrait générer jusqu'à 1 000 milliards de dollars d'ici 2030, faisant de l'Afrique un acteur central de l'économie mondiale.

Cette transformation repose avant tout sur une nouvelle génération de leaders audacieux. Ingénieurs, consultants, cadres d'entreprise : ces pionniers réinventent un secteur longtemps négligé. Ils restructurent les chaînes de valeur, modernisent les pratiques agricoles et créent des débouchés à l'échelle régionale comme internationale.

Ces entrepreneurs ne se contentent pas de cultiver la terre. Leur ambition ●●●

●●● est plus vaste : faire de l'agriculture un moteur économique, un levier écologique, et un outil de développement social pour les communautés rurales. En affrontant les défis climatiques, financiers et structurels, ils apportent des réponses concrètes aux enjeux mondiaux de sécurité alimentaire et de durabilité.

À travers leurs actions, ils démontrent que l'agriculture africaine peut redéfinir sa place dans le monde — et devenir l'un des plus puissants vecteurs de transformation du continent.

Quand la ville mène à la terre : trois parcours inspirants

1. Dieudonné Diego Twahirwa : le piment comme produit d'exportation rwandais

Originaire de Kigali, la capitale du Rwanda, Dieudonné Diego Twahirwa a grandi dans un environnement où l'agriculture était souvent perçue comme une activité de dernier recours. Pourtant, après plusieurs années passées dans le conseil en stratégie, il décide en 2015 de quitter son poste pour se lancer dans un projet atypique : cultiver du piment.

Partant d'une petite parcelle, il entrevoit très tôt un potentiel immense : faire du piment rwandais une culture d'exportation répondant à la forte demande asiatique. Les obstacles ne tardent pas à se manifester :

Les aléas climatiques menacent les récoltes. Les chaînes logistiques internationales sont complexes et coûteuses.

Pour y faire face, il investit dans des systèmes d'irrigation solaire modernes, assurant la résilience de ses cultures en période de sécheresse. Il noue égale-

ment des partenariats directs avec des



© King Prod

Jeune agriculteur africain tenant une récolte de fruits locaux

importateurs chinois, optimisant ainsi la distribution. Aujourd'hui, son entreprise, Gashora Farms, est une référence régionale, générant plus de 500 millions de dollars de revenus et employant des centaines de Rwandais.

2. Yemisi Iranloye : valoriser le manioc au Nigeria

À Lagos, au Nigeria, Yemisi Iranloye menait une brillante carrière d'ingénieure industrielle lorsqu'elle choisit d'investir dans l'agriculture. Au fil de ses voyages, elle constate que le manioc, pourtant largement cultivé, est peu valorisé industriellement. Elle fonde alors Psaltry International Limited, une entreprise spécialisée dans la transformation du manioc en produits dérivés tels que l'amidon et la farine.

Son parcours est pourtant semé d'embûches :

Le manque de mécanisation limite les rendements.

Les coûts énergétiques élevés menacent la rentabilité.

Elle introduit des équipements agricoles modernes, augmentant de 40 % la productivité des agriculteurs partenaires, et installe des panneaux solaires pour réduire ses coûts énergétiques de 20 %. Aujourd'hui, Yemisi fournit des multinationales comme Nestlé et Unilever, emploie plus de 300 personnes et soutient une vaste communauté de producteurs locaux.

3. Fatimah Suleiman : innovatrice dans le nord aride du Nigeria

Dans les régions arides du nord du Nigeria, où les sécheresses rendent l'agriculture de subsistance de plus en plus difficile, Fatimah Suleiman choisit l'innovation comme levier de transformation.

Sa stratégie repose sur la résilience écologique :

Elle adopte des cultures résistantes à la sécheresse telles que le millet et le sorgho.

Elle met en place des systèmes de collecte et de stockage des eaux de pluie pour irriguer ses champs de manière autonome.

Ces choix lui permettent non seulement de stabiliser sa production, mais aussi d'exporter vers les pays voisins. Aujourd'hui, Fatimah est une figure de référence pour les agriculteurs de sa région, prouvant que l'innovation peut faire fleurir les terres les plus difficiles.

Les défis du terrain : une agriculture exigeante mais prometteuse

L'agriculture en Afrique, bien qu'elle porte les germes d'un avenir radieux, reste confrontée à des obstacles structurels, climatiques et financiers de taille. Les entrepreneurs, malgré leur vision et leur détermination, doivent sans cesse faire preuve de résilience et d'adaptabilité. Ces défis mettent à l'épreuve leur capacité d'innovation, mais ne parviennent pas à éclipser le potentiel immense du secteur agricole africain.

- Climat imprévisible

Les sécheresses, comme celles qui ont frappé le Sahel et le Kenya en 2022, provoquent des pertes agricoles estimées à plusieurs milliards de dollars chaque année. Ces conditions extrêmes réduisent les rendements, fragilisent les exploitations et rendent les revenus agricoles incertains.

Fatimah Suleiman, dans le nord du Nigeria, en a fait l'expérience. Pour s'adapter, elle a introduit des cultures résilientes comme le millet et le sorgho, capables de prospérer dans des conditions arides. Elle a également mis en place des réservoirs de collecte d'eau de pluie pour assurer une irrigation constante. Son exemple prouve qu'une adaptation stratégique des pratiques agricoles permet de garantir une stabilité, même dans les environnements les plus hostiles.

- Infrastructures insuffisantes

L'état des routes, l'accès limité aux marchés et le manque d'équipements agricoles restent des freins majeurs. Le coût du transport pèse lourdement sur la rentabilité des productions, et le manque de mécanisation limite les performances.

Pour Yemisi Iranloye, entrepreneure au Nigeria, la solution a été collective. En mutualisant les ressources logistiques avec d'autres producteurs, elle a réduit les coûts de transport. Elle a aussi introduit des mini-tracteurs adaptés aux petites exploitations, augmentant significativement la productivité. Ces mesures démontrent qu'une organisation efficace et des investissements ciblés peuvent pallier les faiblesses structurelles.

- Accès limité au financement

Le financement demeure un obstacle critique. Les investissements initiaux nécessaires à la mécanisation, à l'irrigation ou à la transformation sont souvent hors de portée. L'accès au crédit agricole reste encore trop restreint.

Pour contourner cette difficulté, Fatimah Suleiman s'est appuyée sur une coopérative locale, lui permettant d'accéder à des fonds mutualisés. Grâce à cet appui, elle a pu investir dans des équipements d'irrigation et diversifier ses cultures. Cette stratégie collective lui a permis de stabiliser son activité et d'atteindre de nouveaux marchés régionaux.

- Ressources humaines : un levier encore sous-exploité

La qualité de la main-d'œuvre agricole constitue un défi souvent sous-estimé. Manque de formation, faible qualification, absence de technicité : autant de facteurs qui freinent l'adoption de pratiques modernes et la productivité des exploitations.

Dieudonné Diego Twahirwa, à travers son entreprise Gashora Farms au Rwanda, a su transformer cette contrainte en opportunité. Il a instauré un programme de formation continue, axé sur l'usage d'équipements modernes ●●●

Champ de maïs structuré



© IA

●●● et les pratiques durables. En parallèle, il a investi dans des infrastructures communautaires (logement, santé, services sociaux), fidélisant ainsi ses équipes et augmentant la productivité de façon significative. Son approche prouve que valoriser le capital humain est essentiel pour bâtir une agriculture performante, durable et équitable.

Ces défis, bien que réels, ne doivent pas être perçus comme des freins à l'essor agricole du continent. Au contraire, ils appellent à un accompagnement structuré, à des solutions contextualisées et à des investissements intelligents. Les incubateurs, programmes de soutien et politiques publiques adaptées ont un rôle crucial à jouer pour transformer ces contraintes en tremplins vers une agriculture résiliente et compétitive.

Incubateurs et soutiens clés : transformer les défis en tremplins

Dans un secteur agricole souvent confronté à des défis climatiques, financiers et humains, les incubateurs et les programmes de soutien jouent un rôle crucial. Ils offrent aux agripreneurs les outils nécessaires pour surmonter ces obstacles et bâtir des exploitations résilientes, modernes et compétitives. En conjuguant innovation, accompagnement stratégique et accès au financement, ces structures créent un environnement propice à l'éclosion d'une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles africains.

- Tony Elumelu Foundation (TEF)

Depuis sa création en 2015, la TEF s'est imposée comme l'une des plateformes les plus influentes du continent pour le développement entrepreneurial. Elle a soutenu plus de 21 000 entrepreneurs, dont 34 % dans l'agriculture, via des subventions de démarrage de 5 000 \$.

Mais son impact dépasse le financement : mentorats intensifs, formations en business strategy et mise en réseau permettent aux bénéficiaires de structurer et développer leurs projets. Parmi eux, Aisha Bello, au Nigeria, a transformé sa petite exploitation maraîchère en entreprise d'exportation vers l'Europe, grâce au soutien de la TEF.

- African Farmer's Academy (AFA)

L'AFA se spécialise dans le renforcement des capacités techniques et organisationnelles. Elle combine formations agricoles modernes et accompagnement financier adapté. Depuis son lancement, elle a formé plus de 15 000 agriculteurs, les aidant à adopter des pratiques agricoles résilientes

face aux changements climatiques.

Au Kenya, l'AFA a accompagné des producteurs de maïs dans leur transition vers une agriculture commerciale, augmentant les rendements de 45 % en trois ans.

- AgriTech Accelerator Africa

Cet incubateur mise sur la technologie au service de l'agriculture. En 2024, il a soutenu plus de 50 startups, parmi lesquelles des solutions d'irrigation automatisée, des capteurs connectés ou des plateformes de gestion de cultures.

Résultats : jusqu'à 30 % d'augmentation des rendements et 40 % d'économie d'eau. Ces innovations sont particulièrement pertinentes pour les régions sujettes à la sécheresse.

- Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le FIDA est un acteur majeur du financement de projets agricoles structurants. Son approche repose sur l'amélioration des infrastructures agricoles : systèmes d'irrigation, routes rurales, centres de formation.

Au Bénin, ses investissements ont permis de tripler les revenus agricoles et de faire bondir la production de riz. Le FIDA montre qu'avec un appui structuré, des chaînes de valeur durables peuvent être établies à grande échelle.

Ensemble, cultivons l'avenir de l'Afrique

L'agriculture africaine, longtemps reléguée à un rôle secondaire, s'affirme aujourd'hui comme un levier stratégique pour l'avenir du continent. Grâce à l'audace d'entrepreneurs comme Dieudonné, Yemisi et Fatimah, et à l'engagement d'acteurs tels que la TEF, l'AFA ou le FIDA, chaque défi peut devenir un tremplin vers l'innovation, l'emploi et la souveraineté alimentaire.

Avec 70 % du cacao mondial et 50 % des noix de cajou issus de ses terres, l'Afrique est déjà un pilier des chaînes alimentaires mondiales. Mais elle peut aller bien plus loin. C'est le moment de rêver grand. D'investir dans nos terres. De cultiver une Afrique verte, résiliente et prospère.

En unissant nos forces, nous pouvons transformer l'agriculture en un moteur de croissance, au bénéfice des générations présentes et futures — et contribuer à réinventer l'avenir alimentaire du monde. ●

Kely Motue



© Steve Lorczy

Denis Deschamps

Secrétaire général de Migrations & Climat International, Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

Biographie*Denis Deschamps*

Denis DESCHAMPS est diplômé de Sciences Po Paris, titulaire d'un diplôme d'études approfondies en histoire (École des hautes études en sciences sociales) et d'une maîtrise de Droit public (Paris 2). Il a exercé une grande partie de sa carrière dans des institutions œuvrant pour la coopération et la diplomatie économique entre la France et l'Afrique, en particulier en tant que Délégué Général de la Cpcacaf.

Denis DESCHAMPS est ainsi un fervent défenseur de la coopération décentralisée, de l'industrialisation de l'Afrique et du développement économique responsable et durable au travers de l'Association Migrations & Climat international dont il est le Secrétaire général depuis 2024. Denis Deschamps est depuis 2022 membre de l'Académie des sciences d'outre-Mer (ASOM) et également des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (en tant que PEA), de l'Académie d'Intelligence économique et de la Société d'encouragement de l'industrie nationale à Paris.

PRESSION CLIMATIQUE

Alimentation, santé, éducation et climat : quels impacts sur la démographie en Afrique ?

Alimentation, santé, éducation, climat : autant de défis étroitement liés à la dynamique démographique en Afrique. Alors que la planète se prépare à franchir un pic de population, le continent africain suit une trajectoire singulière, à la croisée des enjeux globaux et des vulnérabilités locales. Quels impacts ces facteurs auront-ils sur son avenir ?

La démographie est une matière certes scientifique, c'est-à-dire sérieuse parce que fondée sur des données structurées, mais aussi fragile, car les chiffres obtenus par les calculs effectués à partir des données disponibles, permettent de dire tout et son contraire.

Ainsi, il y a peu encore, à la fin des années 1960, d'aucuns évoquaient la bombe P., c'est à dire une surpopulation qui devait entraîner le monde à sa perte, tandis que les experts d'aujourd'hui parlent plutôt de dépopulation mondiale (en raison de l'hypothèse de convergence mondiale des comportements démographiques : baisse à la fois de la mortalité et de la fécondité), même si les projections de 2007 pour 2050¹ seront très vraisemblablement dépassées.

Aussi, suivant qu'on se trouve au Nord ou au Sud, la perception de la démographie peut être très différente, s'agissant plus particulièrement du contrôle des naissances (avec un planning familial passant d'abord par l'éducation des femmes, comme le rappelait déjà Condorcet au 19^{ème} siècle), qui est encouragé au Nord, tandis qu'il ne suscite pas vraiment l'enthousiasme au Sud (où la place des femmes n'est pas nécessairement à la hauteur de leur poids économique). ●●●

1 On évoquait alors en 2007, 9,2 milliards d'habitants sur la planète (dont 1,8 milliard en Afrique subsaharienne)

●●● On peut en fait rapprocher la démographie du climat, qui est une donnée universellement partagée, mais dont la perception peut différer très largement suivant son angle d'approche, Nord ou Sud. Le Nord, à l'origine de l'essentiel du réchauffement climatique actuel, a en fait une très forte appréhension de la migration forcée des populations vulnérables du Sud, entraînée par le réchauffement des températures et l'insécurité alimentaire qui est sa conséquence.

Or, comme l'a récemment évoqué Rémy Rioux, Directeur général de l'AFD – Agence française de développement, à l'occasion du Sommet N4G – Nutrition² for Growth organisé les 27 et 28 mars 2025 à Paris, la malnutrition a des conséquences irrémédiables et un coût qui dépasse de loin celui de sa prévention. A dire vrai, chacune de ces grandes questions (démographie, alimentation, climat, santé mondiale) pose problème et suscite de nombreux débats internationaux qui restent difficiles à trancher, quand bien même les plus hautes autorités scientifiques et politiques se réunissent régulièrement pour discuter du développement. Mais comment ne pas reconnaître aujourd'hui qu'elles sont très largement interdépendantes ?

Il n'y aura pas de bombe P.

Les projections de l'ONU (Organisation des nations unies) faites en 2007 prévoyaient un peu plus de 9,2 milliards d'habitants dans le monde en 2050, dont 1,8 milliard pour l'Afrique subsaharienne. En fait, si tout se passe bien et selon les meilleures sources, la population humaine mondiale devrait atteindre un plafond de 10 milliards d'individus en 2050, avant de rapidement s'effondrer, suivant une logique de « rendements décroissants » (baisse de la fécondité et de la mortalité, en raison de comportements démographiques « convergents » sur l'ensemble de la planète, sauf persistance de l'exception africaine...).

L'éducation et les politiques mises en œuvre par les autorités publiques contribueront sans doute à ce qu'on en arrive à cette nouvelle phase de la démographie humaine³ (par exemple, la Chine populaire devrait vraisemblablement perdre la moitié de sa population, qui compte actuellement 1,4 milliard d'habitants), mais il faut croire que d'autres facteurs joueront, comme probablement la limitation des ressources alimentaires.

2 On estime que l'insécurité alimentaire touche aujourd'hui 30% de la population mondiale.

3 Rappelons en effet qu'avant l'homme, d'autres espèces ont peuplé la terre.



Caricature d'un cultivateur face à la terre qui ne produit plus

On rejoint là la question du changement climatique (avec notamment des chaleurs extrêmes au Sud et bientôt au Nord, et les effets irrémédiables de la pollution sur la santé) qui n'est pas sans avoir un impact sur la production agricole. De même que nous avons généralement tous bénéficié de la globalisation des échanges au cours des dernières décennies (avec un changement de nos modes de consommation, et une augmentation de la consommation par individu), nous risquons fortement de devoir passer à une alimentation frugale, sous peine de connaître des crises majeures pour pouvoir accéder à la nourriture.

Une alimentation de qualité pour le développement humain

Déjà, les populations les plus vulnérables qui ne bénéficient d'aucune protection sociale subissent directement les conséquences de leur nutrition déficiente, perceptibles avec les retards de croissance et l'impact que celle-ci a sur les fonctions cognitives des nourrissons et enfants en bas âge (1 000 premiers jours). La nutrition mondiale doit être alors mieux assurée, grâce à des initiatives portant sur la transition indispensable du système alimentaire prenant en compte le changement climatique (moyennant, par exemple, des menus végétariens et des produits de saison qui sont proposés dans les cantines scolaires), avec un accès favorisé à une alimentation de qualité et l'utilisation systématique d'aliments produits

localement. Pour assurer la résilience et la durabilité d'une production agricole locale, il convient donc dès aujourd'hui de développer une agroécologie fondée sur le lien entre producteurs ruraux et urbains, vendeurs et consommateurs urbains.

Démographie et densification des villes côtières

Le parallèle de la démographie avec le climat peut se faire également au travers de l'éducation et de la santé, tant l'interdépendance entre la démographie et le développement durable est grande, surtout si on s'intéresse de près à l'Afrique.

En effet, le continent africain, compte tenu de son développement économique et social relativement faible, peine à faire son entrée dans le mouvement de transition démographique mondial, avec une dynamique de croissance de la population qui se poursuit en fait de manière ininterrompue, particulièrement au sud du Sahara, depuis le début du XXème siècle (le chiffre de la population africaine a ainsi été multiplié par 7 entre 1900 et l'an 2000⁴).

Aussi, comme chacun sait, cette progression exceptionnelle de la démographie africaine devrait se poursuivre et persister (l'Afrique pourrait compter largement plus de 2 milliards d'habitants en 2050, contre 1,4 milliard aujourd'hui), en raison de la mauvaise gestion de la démographie du continent, compte tenu des facteurs suivants :

- Une urbanisation de grande ampleur, avec aujourd'hui un nombre toujours plus important de villes de plus d'un million d'habitants et dont la gestion paraît extrêmement problématique (les grands centres urbains se développant sur un littoral déjà surpeuplé) ;
- Une succession de crises et de conflits armés, qui peuvent compliquer la mobilité interrégionale (mouvements pendulaires, transhumances) des personnes ;
- Un taux de fécondité qui reste à un niveau très élevé, compte tenu notamment du poids élevé des générations en âge de reproduction, sans que cette forte croissance démographique (avec une fécondité importante, même si inégalement répartie sur le continent) se traduise par un surplus de développement social et économique durable (malgré le principe physiocratique qu'il « n'est de richesses que d'hommes » ...).

4 Les spécialistes parlent d'une « récupération » après les chocs subis du fait des traites et de la colonisation

L'éducation des filles comme impératif majeur

Sur ce dernier point, le manque d'accès à l'éducation en Afrique, en particulier des femmes qui n'ont pas toujours accès à la scolarisation⁵, doit être pointé du doigt, au même titre qu'il faut souligner que des efforts doivent être encore faits pour stimuler la dynamique d'évolution du continent vers la croissance économique et le développement durable. Ainsi, ces femmes non scolarisées n'ont généralement pas recours aux moyens modernes de contraception ou à l'avortement, et ont de ce fait davantage d'enfants qu'elles ne le souhaitent vraiment (contrairement aux hommes qui veulent plus d'enfants, pour affirmer leur statut social ou bien pour d'autres raisons).

La fin de l'aide

A cet égard, le coup d'arrêt qui vient d'être unilatéralement donné à la santé mondiale par l'administration Trump² (cessation / gel de l'US Aid – Agence américaine pour le développement international, retrait de l'OMS – Organisation mondiale de la santé, ainsi que de l'Accord de Paris de 2015 sur le climat⁶, fin de la référence des USA aux ODD – Objectifs du développement durable de l'ONU pour 2030) va inéluctablement réduire à néant tous les efforts qui sont menés - en particulier par les ONG (organisations non gouvernementales) internationales et grâce à l'Assistance technique (AT) financée par les principaux bailleurs internationaux - depuis des décennies en matière de planning familial dans des pays ayant un niveau de vie très bas (pour mémoire, 321 millions de dollars sont consacrés chaque année à la planification familiale dans 41 pays africains).

On rappellera que la santé est un des piliers du développement économique, le progrès technique ayant ainsi permis la baisse de la mortalité entre 1970 et 2000 (baisse de 50% des décès évitables et non évitables dans le monde pendant la période) et l'augmentation de l'espérance de vie, ●●●

5 A noter que des pays comme le Rwanda, le Cap-Vert et la Tunisie ont mis l'accent sur l'éducation des filles, ce qui n'est pas sans impact sur leur émancipation et le planning familial qui peut être alors plus aisément mis en œuvre.

6 Les USA choisissent ainsi de révoquer le plan de financement climatique aux Nations Unies, prévu tous les 5 ans, en lui préférant un assouplissement de la réglementation environnementale et un ralentissement net de la trajectoire vers la neutralité carbone. Aussi, la nouvelle administration américaine considère que son action internationale (y compris l'aide) doit se faire uniquement au service des intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis.

●●● y compris en Afrique subsaharienne (passage de 51 à 61 de 2000 à 2019, contre 79 à 81 dans les pays du Nord), en raison de la baisse des 8 grandes causes infectieuses et maternelles de mort.

Mais en Afrique saharienne, l'effort à accomplir reste encore très important ; alors même que les contraintes fortes sur les finances publiques peuvent réduire les actions en matière de prévention (médicaments et enquêtes) et d'immunisation (vaccins) des populations. Ainsi, on soulignera que sur les 58 millions de mort par an dans le monde⁷ (à partir d'une population de 5 milliards d'individus en 2019), il y a 10 millions de morts en Afrique subsaharienne.

Le nécessaire soutien au développement

En Afrique, parce que les acteurs humanitaires comme les grandes agences onusiennes présentes sur le terrain des crises (PAM (programme alimentaire mondial, HCR – Haut-commissariat aux réfugiés, Unicef...) n'auront très vite plus les moyens d'intervenir⁸ par rapport à des situations de crise prolongée, les plus démunis - qui sont aussi les moins éduqués et ceux qui ont le moins accès à la santé - seront ainsi nécessairement confortés dans leur choix traditionnel de mariage précoce, sans moyen de contraception, et de multiplier donc leur nombre d'enfants pour surcompenser le retour d'un fort taux de mortalité infanto-juvénile (avec la recrudescence prévisible du paludisme, de la tuberculose et du sida-VIH).

On soulignera alors que le soutien des différents fonds mondiaux (multilatéraux ou bilatéraux, comme le Fonds Santé en commun de l'AFD – Agence française de développement) pour la santé est essentiel pour garantir un cadre pour la sécurité internationale, comme cela a été le cas avec la « diplomatie des vaccins » menée en Afrique lors de la pandémie du Covid19⁹ (La France avait ainsi affecté

7 Pour rappel, le tabac tue 6 millions de personnes par an dans le monde, dont 1 million en Chine (perte de 10 à 15 ans de vie) et le sucre constitue un danger grandissant (avec le diabète).

8 En 2023, l'APD totale (ensembles des apports financiers des organismes publics de plus de 32 pays donateurs -principalement occidentaux, au premier chef desquels les USA pour un montant de 55 milliards de dollars- à un certain de pays récipiendaires) était de 223 milliards de dollars et l'aide humanitaire se montait à 43,4 milliards de dollars

9 On précisera que le Covid19 (2020-2021) a causé 23 millions de morts dans le monde (258 000 en Afrique sur une population de 1,4 milliard d'habitants, à comparer avec les 2,5 millions de morts sur 130 millions d'africains pendant la grippe espagnole de 1918-1920, qui a entraîné un surcroît de mortalité de 48,8 millions de morts dans le monde).

à des pays du continent des stocks de COVAX, compte tenu de sa reconnaissance de la santé comme droit humain fondamental et de son engagement à réduire les inégalités mondiales dans ce domaine ; sachant qu'en définitive, en Afrique, l'impact du Covid19 a été aussi largement limité par la jeunesse de la population et une relativement bonne maîtrise des crises sanitaires qui frappent régulièrement le continent)

Un nouveau monde

En effet, la réduction -outre les USA, par d'autres contributeurs comme la Grande Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, la Suède, ainsi que la France...- de l'aide publique au développement (particulièrement dans les domaines de la santé¹⁰, de l'éducation ou de l'accès à l'eau...) contribuera à marginaliser encore plus une économie africaine, déjà en fort retrait de la transition démographique¹¹, et aura pour conséquence inéluctable de pousser à la migration internationale des populations vulnérables du sud qui sont déjà largement affectées par le dérèglement climatique. Ainsi, la Côte d'Ivoire paraît devoir faire face à une importante crise des réfugiés (avec 245 000 réfugiés en provenance du Burkina-Faso), qui a été amplifiée ces dernières années par le nombre important de personnes déplacées du fait des actions menées par les groupes armés au Burkina-Faso.

L'Europe sait d'ailleurs toute l'ampleur du problème qu'elle a voulu d'abord traiter grâce au fonds d'urgence de La Valette (EUTF), qui a permis de soutenir certaines actions comme le programme Archipelago, alors qu'elle se prépare maintenant à créer des dispositifs ou hubs de retour pour les migrants qui ne bénéficieront pas du droit d'asile. Aussi, l'Union européenne a bien du mal à appréhender le traitement des migrants sub-sahariens parvenus au bord de la méditerranée et qui peuvent y subir des traitements indignes, sans que les ONG puissent intervenir, par manque de moyens désormais essentiellement consacrés à la crise en Ukraine.

La Chine va donc apparaître comme un nouveau pays leader, issu du « Sud global », dans la transition mondiale vers les énergies propres, prévue dans les

10 Sachant qu'une nouvelle pandémie à 23% de chances de se produire d'ici 10 ans).

11 A noter que la fin de l'US Aid veut également dire que les enquêtes de santé dans les pays les moins avancés et autres pays en voie de développement vont s'arrêter et qu'il ne sera donc plus possible d'avoir des données sanitaires fiables dans ces pays.

accords multilatéraux et la transformation des modèles de croissance, a contrario du moins disant social actuel des Américains « trumpisés ». La Chine devient ainsi l'un des principaux fournisseurs d'aide climatique internationale, alors même qu'elle va diminuer ses émissions, en avance sur le calendrier 2030.

Le climat est un bien commun

Or, cette prise en considération de la dimension écologique et sociale de l'activité économique constitue un impératif sérieux, sachant que ce n'est pas sans impact important sur la démographie, qu'il s'agisse de renforcer la lutte contre le VIH et le paludisme, de favoriser la reforestation et la lutte contre l'épuisement des sols, la replantation de la mangrove, la dépollution de l'eau et la réhabilitation de la biodiversité.

Toutes ces excellentes causes qui devraient nécessairement bénéficier d'un soutien accru de la communauté internationale, sous peine d'un désordre mondial encore plus grand que celui causé aujourd'hui par la nouvelle administration américaine. Citons ainsi, dans l'ordre, tout ce qui est déjà en train de se produire et devrait s'aggraver si on ne consacre par tous les moyens nécessaires à l'adaptation climatique des populations et communautés, telle que prônée par *Migrations & Climat International* : hausse extrême des températures, stress hydrique et chute importante de la productivité agricole poussant les populations rurales de l'hinterland vers les grands centres urbains surpeuplés du littoral qui devrait connaître, en Afrique comme ailleurs, une montée conséquente des eaux de la mer et des océans... Le climat, le démographie / la démographie, le climat, on ne saurait en effet nier le lien. ●

Denis Deschamps

VALORISATION

Femmes et agriculture : oubliées du secteur ? Non, plutôt une force invisible mais essentielle

En Afrique, les femmes représentent jusqu'à 70 % de la main-d'œuvre agricole, mais n'ont accès qu'à une fraction des financements, des innovations et des terres. Leur rôle, crucial mais sous-valorisé, soulève des enjeux majeurs pour la performance agricole et la sécurité alimentaire du continent.



© RDCOM

Kely Motue
Fondatrice
Ladies Club for Leadership

« Ces femmes sont les premières victimes d'un système qui repose paradoxalement sur leurs épaules. Une injustice structurelle qui entrave leur potentiel, fragilise la compétitivité agricole ».

Réprésentant 70 % de la main-d'œuvre agricole, les femmes cultivent, récoltent et nourrissent des millions de vies. Privées d'accès aux financements, exclues des innovations agricoles modernes, et surtout, dépourvues de droits fonciers – moins de 20 % d'entre elles détiennent leurs terres – ces femmes sont les premières victimes d'un système qui repose paradoxalement sur leurs épaules. Une injustice structurelle qui entrave leur potentiel, fragilise la compétitivité agricole et compromet l'avenir même de la sécurité alimentaire du continent. Cette réalité ne peut plus rester reléguée au second plan. Trop longtemps ignorées, ces héroïnes de l'agriculture méritent une reconnaissance à la hauteur de leur rôle.

Une réalité contrastée : Les femmes, pilier de l'agriculture africaine

Les femmes africaines sont ●●●

●●● incontestablement le socle du secteur agricole sur le continent, jouant un rôle central à toutes les étapes du processus agricole. Elles s'occupent de la plantation, de l'entretien des cultures, de la récolte, mais également de la transformation et de la commercialisation des produits. En effet, les statistiques révèlent une réalité injuste : bien que les femmes assurent jusqu'à 80 % des travaux agricoles, elles ne reçoivent qu'environ 10 % des financements disponibles pour ce secteur. De plus, elles détiennent moins de 15 % des terres agricoles, en raison de normes culturelles et juridiques restrictives. Malgré ces défis, les femmes continuent de faire preuve d'une résilience exceptionnelle. Elles réinvestissent jusqu'à 90 % de leurs revenus dans l'éducation, la santé et la nutrition de leurs familles, jouant ainsi un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire et le bien-être communautaire. Dans cette perspective, il devient crucial de corriger ces inégalités structurelles en mettant en place des réformes pour garantir un meilleur accès des femmes aux financements, aux ressources agricoles modernes et aux droits fonciers. Une agriculture véritablement inclusive ne pourra émerger qu'en redonnant à ces héroïnes de l'agriculture africaine la place qui leur revient.

Témoignages : des voix qui racontent les défis

Au cœur de l'agriculture africaine se trouvent des femmes dont les histoires inspirent par leur résilience et leur innovation. Ces voix, trop souvent négligées, témoignent d'un combat quotidien pour surmonter les obstacles structurels et bâtir un avenir meilleur.

- Adjaratou Kosse Faye (Sénégal)

Adjaratou Kosse Faye est une entrepreneuse agricole visionnaire et fondatrice de FOROBA SAS, une ferme agroécologique située à Toubacouta, au Sénégal. Depuis 2020, elle transforme un terrain de 3,5 hectares en un modèle d'agriculture durable, cultivant des produits biologiques tels que le piment, le poivron, la fraise et la papaye.

- Abla Ahoefa Guédé (Togo)

Abla Ahoefa Guédé, membre du groupement Novissi, est une agricultrice qui a brisé les barrières pour accéder à la terre dans la région des plateaux au Togo. Grâce au soutien de l'organisation Women Environmental Programme-Togo (WEP-Togo), elle cultive des légumes sur des terres obtenues après un long combat contre les normes sociales.

- Koumba Anouma (Côte d'Ivoire)

Vue latérale des femmes travaillant ensemble



Koumba Anouma est la directrice régionale Afrique du CECI, une organisation dédiée au renforcement du pouvoir économique des femmes et à l'investissement d'impact5. Titulaire d'un Exécutif MBA, elle est une fervente défenseuse des droits des femmes dans l'entrepreneuriat agricole.

Transformer les défis en opportunités

L'agriculture africaine, bien qu'elle soit confrontée à des défis structurels importants, offre des opportunités innovantes grâce à des initiatives ciblées qui cherchent à transformer ces obstacles en leviers de progrès. Plusieurs programmes de soutien apportent un appui concret aux femmes dans le secteur agricole, leur permettant de libérer leur potentiel entrepreneurial.



© Freepik

En parallèle des programmes internationaux, les initiatives locales se révèlent tout aussi impactantes. Les coopératives féminines, véritables moteurs de changement, permettent aux femmes de mutualiser leurs ressources et compétences pour surmonter les barrières financières et technologiques. Les impacts de ces initiatives sont exemplifiés par des récits concrets, tels que celui de Fatimah, une agricultrice burkinabé. Grâce à l'aide de l'ONG Entrepreneurs du Monde, elle a pu moderniser son exploitation agricole en installant un système d'irrigation goutte à goutte.

Repenser l'accès aux ressources : Une clé pour l'avenir

Les obstacles auxquels les femmes agricultrices africaines sont confrontées ne

se limitent pas à des questions de financement ou de technologie. Une des problématiques majeures réside dans leur accès aux ressources essentielles, notamment les terres agricoles et les financements adaptés à leurs besoins.

Propriété foncière

La reconnaissance légale des droits fonciers des femmes est une priorité. Aujourd'hui, moins de 20 % des terres agricoles sont détenues par des femmes en Afrique, en grande partie à cause de normes culturelles et de lacunes légales.

Accès aux financements

Le développement de solutions de financement adaptées est essentiel pour répondre aux besoins des femmes rurales. Le microcrédit, déjà éprouvé dans plusieurs régions, offre des prêts accessibles et flexibles, adaptés au cycle agricole et à la taille des exploitations.

Partenariats public-privé

Les collaborations entre gouvernements, ONG et acteurs privés constituent un levier puissant pour amplifier l'impact des réformes. En unissant leurs efforts, ces acteurs peuvent concevoir des programmes ciblés alliant financement, formation technique et sensibilisation juridique. Repenser l'accès aux ressources pour les femmes agricultrices africaines ne relève pas seulement de la justice sociale : c'est aussi une clé majeure pour le développement économique et la sécurité alimentaire du continent. Associées à un soutien adapté, ces réformes peuvent transformer un secteur agricole encore marqué par les inégalités en un moteur inclusif et compétitif.

Conclusion : Une révolution agricole au féminin

Garantir aux femmes agricultrices africaines un accès équitable aux ressources, aux financements et aux droits fonciers ne relève plus d'un simple impératif moral. C'est une condition essentielle pour assurer la compétitivité du secteur agricole, la stabilité économique et la sécurité alimentaire du continent. Les réformes à mener sont claires : il appartient désormais aux décideurs publics et privés, ainsi qu'aux partenaires du développement de les mettre en œuvre de manière cohérente et durable. ●

Kely Motue

COMPÉTITIVITÉ AGRICOLE

Structurer l'agriculture africaine pour gagner sur les marchés internationaux

Face à la pression des marchés internationaux et aux défis structurels internes, l'Afrique doit repenser ses filières agricoles. Entre innovations technologiques, structuration des chaînes de valeur et intégration régionale, la compétitivité à l'export devient un impératif stratégique pour transformer le secteur.

Source : PEMO

**Patrick Eric Meyo Owono**

Enseignant/Chercheur
Conseiller stratégique de la Première Dame du Gabon

L'agriculture demeure la principale source de revenus en Afrique et représente un pilier essentiel de l'économie et de l'emploi, avec plus de 60 % des actifs occupés dans ce secteur. Pourtant, son potentiel reste largement sous-exploité. Cette situation contribue à la persistance de la pauvreté, à la dégradation de la sécurité alimentaire, et à l'augmentation inquiétante du nombre de personnes souffrant de malnutrition — estimées à 240 millions en 2014 et projetées à près de 320 millions d'ici 2025.

Dans un contexte marqué par la baisse des prix des matières premières, la nécessité pour les pays africains de diversifier leurs exportations et de réduire leurs déficits courants devient plus pressante que jamais. Parallèlement, l'urbanisation rapide et l'évolution des régimes alimentaires engendrent une hausse significative des importations nettes de produits agricoles.

Pourtant, bien que stratégique, l'agriculture ne représente en moyenne qu'un quart du PIB des pays africains — avec des écarts notables, allant de 3 % au Botswana à près de 50 % au Tchad, en République centrafricaine ou en Sierra Leone. Ce paradoxe s'explique en grande partie par une faible productivité. Depuis 1990, les rendements céréaliers n'ont augmenté que de moins de 40 % en Afrique,

contre 164 % au Brésil, 81 % en Uruguay ou encore 69 % au Chili. Aujourd'hui, les rendements africains atteignent à peine 56 % de la moyenne mondiale. Les activités en amont et en aval de la production — comme la distribution des semences et des intrants, ou encore la transformation et la conservation des produits — restent elles aussi faiblement développées.

Face à ces défis, l'innovation et l'adaptation apparaissent comme des leviers essentiels, notamment pour les entreprises agricoles, qui jouent un rôle clé dans le développement socio-économique. Ces dernières accordent d'ailleurs une attention croissante à l'innovation, reconnue pour ses nombreux bénéfices. Quel que soit leur niveau de développement, les entreprises agricoles africaines suscitent aujourd'hui un intérêt grandissant à l'échelle mondiale.

Contexte et Défis Internationaux des PME

Au cours de la décennie écoulée, la forte croissance économique de l'Afrique, qui s'est établie en moyenne à 5 %, a été largement alimentée par un certain nombre de facteurs, à savoir les prix élevés des produits de base, l'augmentation de la demande intérieure, l'amélioration de la gouvernance économique et de la gestion, la diversification des échanges et la croissance des investissements directs étrangers. En dépit de cette croissance robuste et du ralentissement dans l'industrie manufacturière dans nombre de pays africains, la croissance inclusive reste difficile à atteindre, et le taux de chômage élevé demeure un défi important sur tout le continent. Des données récentes montrent que le chômage en

Source : PEMO



Visite dans une exploitation agricole au Gabon

Afrique subsaharienne a légèrement augmenté pour atteindre 7,4 % en 2015, contre 7,3 % en 2014, le taux de chômage chez les femmes ayant augmenté pendant cette période par rapport à celui des hommes. Dans le même temps, alors que la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les régions en développement a diminué de moitié, passant de 47 % en 1990 à 22 % en 2010, la pauvreté reste généralisée en Afrique subsaharienne, de manière particulière, car le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue dans la région est en augmentation.

Les entreprises agricoles africaines opèrent dans un environnement international de plus en plus compétitif, incertain, turbulent et exigeant. Parmi les principaux défis figurent :

- La concurrence internationale : les produits locaux doivent rivaliser avec des importations souvent moins chères et de meilleure qualité, avec des coûts de production défiant toute concurrence locale.
- Les normes et réglementations : les standards internationaux en matière de qualité, de sécurité et de durabilité sont de plus en plus stricts.
- L'accès aux marchés étrangers : les barrières tarifaires et non tarifaires limitent l'exportation des produits africains.
- La digitalisation : la transformation numérique est une nécessité pour rester compétitif, mais elle représente un défi pour les entreprises agricoles

africaines, peu équipées en infrastructures technologiques.

- Les instabilités économiques : les fluctuations des prix des matières premières et les crises économiques mondiales impactent les entreprises agricoles africaines.

Innovations Technologiques

Le fonctionnement de l'économie mondiale, et notamment la concurrence des nouveaux marchés émergents, oriente les objectifs de la production vers des produits plus sophistiqués à contenu technologique élevé. Cela fait de la capacité d'innovation l'élément fondamental de la concurrence. Dans cette nouvelle ère, les systèmes économiques subissent une pression de plus en plus sévère, qui trouve son originalité dans la complexité des réseaux transfrontaliers de flux de connaissances, d'idées et de technologies. L'intégration de la course à l'innovation, par l'appropriation de ces flux de technologies et de savoirs, devient alors une question vitale pour les entreprises et les nations.

L'innovation technologique se définit comme l'introduction de produits, services ou procédés nouveaux, ou sensiblement améliorés, en termes de caractéristiques ou d'usages auxquels ils sont destinés ; tandis que l'innovation non technologique désigne l'adoption de méthodes d'organisation ou de commercialisation nouvelles ou sensiblement améliorées (González-Blanco et al., 2018). Quelle que soit sa nature, l'innovation constitue un facteur clé de la croissance économique en général (Krugman, 1990) et de la croissance de la productivité des entreprises en particulier (Wolf, 2006 ; Hall et al., 2008).

Bien que de nombreux travaux théoriques et empiriques aient démontré l'effet de l'innovation sur l'amélioration de la productivité des entreprises dans les pays développés et en développement, cet effet reste faible dans les pays africains — une faiblesse liée en partie à l'insuffisance de l'investissement en recherche-développement, selon la Banque africaine de développement (BAD, 2014). Pour 70 % des pays africains, l'innovation est considérée comme essentielle à leur développement, alors qu'aucun d'entre eux n'investit 1 % de son PIB dans le financement de la R&D, source principale d'innovation (BAD, 2014). Malgré une volonté affichée de corriger cette tendance dans la majorité des stratégies nationales de développement, peu de pays parviennent à faire de l'innovation un véritable moteur de croissance (Banque mondiale, 2017).

Pour faire face à ces défis, les entreprises agricoles africaines adoptent des innovations technologiques qui leur permettent d'améliorer leur productivité, leur qualité et leur compétitivité :

- **Digitalisation des processus** : de nombreuses structures intègrent des outils numériques pour gérer leurs opérations, de la comptabilité à la gestion des stocks. Par exemple, l'utilisation de logiciels de gestion intégrés (ERP) permet une meilleure traçabilité et efficacité.
- **E-commerce et plateformes en ligne** : les structures africaines exploitent de plus en plus les plateformes de commerce électronique pour atteindre des marchés plus larges, tant locaux qu'internationaux. Des entreprises comme Jumia et Konga, en Afrique de l'Ouest, facilitent cette transition.
- **Fintech et inclusion financière** : les solutions de paiement mobile, comme M-Pesa au Kenya, permettent aux PME d'accéder à des services financiers et de faciliter les transactions, même dans les zones rurales.

Adaptations organisationnelles et leviers de compétitivité

Au-delà de la technologie, les entreprises agricoles africaines doivent repenser leurs modèles économiques pour mieux s'adapter à un environnement international complexe et évolutif. Cela implique deux types de stratégies : des stratégies réactives, qui ajustent les pratiques internes aux exigences du marché (production, marketing, logistique...), et des stratégies proactives, visant à influencer directement l'environnement concurrentiel (barrières à l'entrée, normes, ruptures technologiques).

L'adaptation reste un processus complexe, coûteux et incertain, mais essentiel pour faire face à la concurrence mondiale. Dans ce contexte, l'amélioration simultanée de la productivité et de la qualité est un enjeu clé. Cela passe par la modernisation des pratiques agricoles, le respect des normes, et un investissement accru en recherche et développement.

Axes de structuration des filières agricoles africaines

L'amélioration de la productivité et de la qualité constitue un enjeu majeur pour les entreprises et les organisations dans un environnement économique de plus en plus compétitif. La productivité mesure l'efficacité avec

laquelle les ressources (humaines, matérielles, financières) sont utilisées pour produire des biens ou des services, tandis que la qualité vise à satisfaire les attentes des clients en offrant des produits ou services conformes à leurs besoins. L'optimisation de ces deux aspects permet aux entreprises de renforcer leur compétitivité, de réduire les coûts, d'améliorer la satisfaction client et d'assurer une croissance durable. Cela passe notamment par la modernisation des techniques agricoles, les certifications et normes, la recherche & Développement.

Comment les pays africains peuvent amorcer la structuration des filières et l'intégration des marchés à la fois sur le plan local et international

- 1- Appui aux coopératives et organisations professionnelles pour mutualiser les coûts ;
- 2- Mise en place des chaînes de valeur intégrées en s'appuyant sur le développement de l'agro-industrie (transformation locale) pour capter plus de valeur ajoutée (ex : café, cacao, noix de cajou transformés).
- 3- Accélérer les investissements dans les routes, entrepôts, ports et corridors régionaux pour réduire les coûts et délais d'export.
- 4- Mise en place des fonds dédiés à l'agriculture avec la création de mécanismes de crédit adaptés (prêts garantis, leasing pour équipements). Structuration et promotion des Partenariats public-privé (PPP) ;
- 5- Impulser une forte dynamique autour des initiatives comme la réduction des barrières douanières, harmonisation des réglementations (ZLECAf). Mais également les incitations fiscales

Perspectives

Malgré de réels progrès, les défis persistent : accès au financement, faible couverture technologique, insuffisance des infrastructures et des formations. Toutefois, les perspectives restent encourageantes. L'essor de l'intelligence artificielle, le soutien international, et l'intégration régionale offrent de nouvelles opportunités.

En combinant innovation, gouvernance et partenariats, l'Afrique peut transformer son agriculture en moteur d'exportation, créateur d'emplois et de valeur ajoutée. ●

Patrick Eric Meyo Owono

TEMOIGNAGE

Coton africain : le récit d'un demi-siècle d'engagement

Source : PH.T.



Pierre Henri Texier

Ingénieur général Ponts Eaux et Forêts

Biographie

Pierre Henri Texier

Pierre-Henri Texier est ingénieur agronome (INA), ingénieur du Génie rural, des Eaux et Forêts, et titulaire d'une licence et d'un DESS en sciences économiques. Expert des filières agricoles africaines, notamment du coton, il a effectué l'essentiel de sa carrière à la CFDT (devenue DAGRIS), où il a occupé le poste de directeur général adjoint et a siégé comme administrateur dans plusieurs compagnies cotonnières d'Afrique francophone.

Spécialiste des innovations techniques et agroindustrielles, il a contribué à l'introduction du coton transgénique, au développement de matériels agricoles, à la promotion du raffinage sur miscella et à la valorisation de l'huile et des coproduits du coton. Initiateur de l'Université du coton, il est également engagé dans les politiques publiques agricoles. Il est aujourd'hui administrateur de la Fondation FARM, vice-président du Club des bioéconomistes, et membre titulaire de l'Académie d'agriculture de France.

Depuis plus de cinquante ans, Pierre Henri Texier suit de l'intérieur les mutations de la filière coton en Afrique. De la houe à la haute technologie, de la culture vivrière à l'économie circulaire, il retrace, dans cette interview exclusive accordée à la revue Afrive, les grandes étapes techniques, économiques et sociales qui ont marqué ce secteur stratégique. Témoignage d'un acteur de terrain passionné, entre transmission d'expérience et plaidoyer pour une agriculture intégrée, résiliente et durable.

LE COTON AFRICAIN, TEL QU'IL ÉTAIT

Pouvez-vous nous rappeler dans quel contexte vous avez commencé à travailler sur la filière coton en Afrique ?

Je suis arrivé en Afrique en 1969 pour y effectuer mon service militaire, en tant que coopérant détaché auprès de la CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles), au Bénin — qui s'appelait alors le Dahomey. J'ai commencé comme vulgarisateur à Kandi, dans le nord du pays. Mon travail consistait à encadrer dix agents, chacun chargé d'accompagner les paysans de cette sous-préfecture afin de les convaincre de cultiver du coton. On leur fournissait de nouvelles variétés ainsi que les produits nécessaires à la culture, et on les accompagnait tout au long du cycle cultural. Les encadreurs achetaient ensuite le coton graine produit. La production de cette zone s'élevait à 3 000 tonnes en 1970 ; elle atteint aujourd'hui 20 000 tonnes.

Qu'est-ce qui, selon vous, faisait la spécificité ●●●

●●● du coton africain à vos débuts ?

La spécificité du coton africain, à l'époque, tenait au fait qu'il s'agissait d'une culture pluviale contractuelle pratiquée par de petits agriculteurs. La structure de développement leur fournissait les semences, les engrais et les insecticides nécessaires. Ces agriculteurs cultivaient en moyenne un quart d'hectare et devaient apprendre les techniques de base : semis en ligne, épandage des doses d'engrais et d'insecticide telles que préconisées, puis récolte du coton graine, payé à un prix fixé à l'avance, avant même la date des semis.

Ensuite, la structure assurait le transport jusqu'à l'usine d'égrenage, où la fibre était séparée de la graine, puis l'évacuation de la fibre en balles de 200 kg jusqu'au port, pour une vente en dollars sur le marché international. La graine, elle, servait soit d'engrais, soit était vendue au Japon. Il s'agissait là d'un véritable modèle d'intégration verticale.

Dans le reste du monde, le coton est majoritairement cultivé en irrigation, sur de grandes exploitations, avec des intervenants différents à chaque stade de la production.

LA FILIÈRE COTON : ENTRE TRADITION ET MODERNISATION

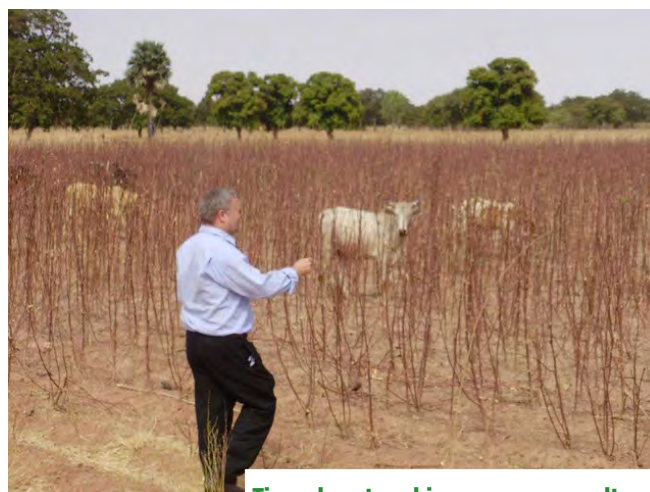
Comment la filière coton a-t-elle évolué techniquement et économiquement ces dernières décennies ? Quels ont été les principaux défis à relever dans la mécanisation et l'industrialisation de la chaîne coton ?

À mes débuts, la culture était entièrement manuelle, réalisée à la daba (houe), avec un semis effectué à la main. Progressivement, elle est passée à la culture attelée, avec des bœufs tirant un araire. Ce système représente aujourd'hui 90 % des cultures cotonnières en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les appareils de traitement ont été modernisés, avec l'usage de produits à bas volume et d'équipements fonctionnant à piles pour l'application des insecticides et herbicides. Le transport du coton, autrefois effectué par des camions de 6 tonnes, se fait désormais avec des attelages transportant deux bennes de 10 tonnes chacune.

Les capacités annuelles des usines d'égrenage ont connu un saut considérable : elles sont passées de 5 000 à 50

Source : PH.T.



Tiges de coton, biomasse non récoltées

000 tonnes de coton graine par an, en intégrant les dernières technologies utilisées aux États-Unis.

Quant aux graines, autrefois jetées, elles sont aujourd'hui progressivement triturées pour produire de l'huile alimentaire, commercialisée localement. Les tourteaux, initialement exportés, sont désormais entièrement transformés en aliments pour le bétail, contribuant ainsi à nourrir le cheptel de ruminants dans les pays producteurs.

Vous avez été pionnier dans l'introduction des cotons transgéniques. Quels résultats ont été observés ? Et quelles résistances avez-vous rencontrées ?

Au Burkina Faso, l'introduction du gène BT sur les variétés locales a été un succès. Elle a permis de réduire de 80 % le nombre de traitements insecticides, tout en améliorant les rendements au champ. Cependant, face à l'engouement suscité par ces semences, une erreur a été commise : le nombre de croisements nécessaires à leur stabilisation a été réduit. Cela n'a pas eu d'impact majeur sur les performances agricoles ou industrielles, mais a entraîné une diminution de la longueur de la fibre, ce qui a provoqué une baisse du prix de vente.

Dans un contexte de polémique autour des OGM et face au manque de réactivité de Monsanto, le gène BT a finalement été retiré. Aujourd'hui, les agriculteurs burkinabés réclament la réintroduction de ces variétés.

LES INNOVATIONS MARQUANTES

Vous avez travaillé sur des technologies comme le raffinage d'huile sur miscella, l'alimentation

Source : PH.T.



Egreneuse coton

animale à base de coques et tourteaux, ou encore les biocarburants à base d'huile de coton. Quelles ont été, selon vous, les plus structurantes pour les filières locales ?

De très loin, l'alimentation du bétail a été l'innovation la plus importante. Elle s'est généralisée sur l'ensemble de la zone soudano-sahélienne et a multiplié par dix le bénéfice tiré des graines. Cela a permis une amélioration notable du prix d'achat du coton graine pour les agriculteurs.

Le raffinage de l'huile sur miscella constitue une innovation technique qui a simplifié le processus tout en réduisant les coûts de production.

Quant aux biocarburants à base d'huile de coton, ils ont bien fonctionné pour alimenter les groupes électrogènes des huileries. Cependant, en raison du prix de vente de l'huile, plus élevé que celui du gasoil, ils n'ont pas été développés à grande échelle. Ils restent néanmoins une solution de sécurité en cas de crise.

Le développement du coton glandless, sans gossypol, est encore peu connu. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le gossypol est une substance toxique pour les humains et les granivores. Son élimination permet d'obtenir une farine de coton utilisable en panification, en pâtisserie ou encore pour la fabrication de boissons protéinées.

La culture du coton glandless, pratiquée à grande échelle en Côte d'Ivoire, a été dans un premier temps une réussite. Cependant, ces variétés, dépourvues de glandes, se

sont révélées sensibles aux attaques parasitaires, ce qui a conduit à leur abandon.

Depuis 2019, de nouvelles variétés ont été mises au point aux États-Unis grâce à des techniques de sélection par ARN messenger. Cette approche permet de supprimer le gossypol uniquement dans les graines, tout en le maintenant dans les tiges et les feuilles, assurant ainsi une protection naturelle contre les parasites. Cette technologie, prometteuse, n'est toutefois pas encore connue ni utilisée en Afrique.

L'Université du coton : quel bilan en tirez-vous aujourd'hui ?

L'Université du coton avait été lancée en 2008 par la fondation FARM et HEC Paris, au Mali et au Burkina Faso. Mais la crise des subprimes de mars 2008 a entraîné une chute de plus de moitié de la production de coton africain, qui est alors passée de 2,5 millions de tonnes à 1,1 million. Cette baisse brutale n'a plus permis de financer l'initiative.

Pourtant, aujourd'hui, la nécessité d'une formation universitaire aux techniques cotonnières se fait réellement sentir, notamment dans les pays où la production dépasse les 200 000 tonnes comme le Mali, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire...

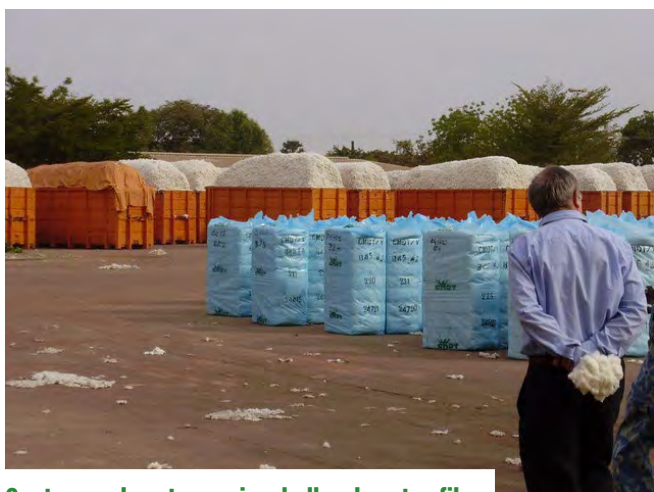
LEÇONS ET BONNES PRATIQUES TRANSFÉRABLES À D'AUTRES FILIÈRES

Quelles sont les bonnes pratiques de la filière coton qui pourraient inspirer d'autres chaînes de valeur agricole en Afrique ?

L'intégration, au sein d'une seule structure, de l'ensemble des maillons — de la recherche jusqu'à la vente des produits finis — renforce la résilience de la filière face aux fluctuations du marché. Cela permet également de garantir une rémunération acceptable pour les producteurs. Ce modèle peut être comparé à celui d'une entreprise comme Amazon, qui centralise toutes les étapes sous une même entité : « on fait tout ».

Par la suite, le capital de ces structures a été ouvert aux organisations professionnelles agricoles, ce qui a permis un véritable partage de la valeur entre paysans, égreneurs, l'État, et, éventuellement, les huiliers.

En matière de gouvernance, vous avez œuvré ●●●



Source : PH T.

Conteneurs de coton graine, balles de coton fibre



Source : PH T.

Balles de coton en attente expédition exportation

●●● à la création de sociétés d'économie mixte. Ce modèle est-il encore pertinent aujourd'hui ? Comment la collaboration avec les États a-t-elle permis d'ancrer le développement dans la durée ?

La société d'économie mixte, associant agriculteurs, industriels et l'État, reste un modèle pertinent dès lors qu'une filière atteint un poids économique et social dépassant le stade microéconomique. La présence de l'État est essentielle : il joue un double rôle — celui de percepteur d'impôts, mais aussi celui de soutien en période de crise.

Dans le domaine agricole, la longueur du cycle économique — une récolte concentrée sur un mois, pour une consommation étalée sur toute l'année — rend indispensable une garantie de l'État vis-à-vis du système bancaire. C'est, par exemple, ce qui existe en France depuis 1936 pour la filière blé.

Pour éviter l'effondrement des filières agricoles, comme cela s'est produit dans certains pays lors de la crise de 2018, la collaboration avec les États a permis la mise en place de mécanismes de prévoyance pour les mauvaises années. Il s'agit notamment des fonds de lissage ou de régularisation des risques et des prix, créés avec l'appui

de l'AFD et d'un ancien directeur du FMI, notamment au Cameroun et au Burkina Faso. Ces fonds fonctionnent depuis plus de quinze ans et donnent entière satisfaction. Ils ont même reçu l'aval du professeur Boussard, ancien président de l'Académie d'agriculture de France.

VERS UN COTON D'AVENIR ?

Quelles transformations voyez-vous poindre dans la filière coton avec la montée des enjeux environnementaux, sociaux et économiques ?

Le coton africain est écologiquement très résilient : il est cultivé sans irrigation et consomme peu d'intrants — trois fois moins que le coton industriel.

Il joue également un rôle structurant sur le plan social : il permet à une population rurale de rester sur place tout en étant correctement rémunérée.

Le coton est aussi un vecteur important de création d'emplois, tant artisanaux qu'industriels.

À l'avenir, les filières cotonnières devront rester à la pointe de l'innovation technique : utilisation de drones pour les traitements phytosanitaires, paiement numérisé du coton graine, et meilleure intégration des tourteaux

de coton dans la filière laitière.

Que pensez-vous du virage vers la bioéconomie ? La filière coton peut-elle y jouer un rôle moteur ?

Le cotonnier produit une biomasse (tiges et feuilles) équivalente, en poids, à celle du coton graine — soit environ trois millions de tonnes. Cette biomasse est, dans la plupart des cas, brûlée sur place (feux de brousse).

Pourtant, si l'on donnait aux agriculteurs les moyens de la couper et de l'enfouir, elle pourrait être utilisée comme engrais vert, comme source d'énergie pour la cuisson des aliments à la place du bois ou du gasoil, ou encore pour la fabrication de panneaux de particules.

Une économie circulaire est à créer autour de cette biomasse, comme c'est déjà le cas en Inde.

Quel message aimeriez-vous adresser aux jeunes générations d'agronomes, de décideurs ou d'entrepreneurs agricoles africains ?

Dans un système agricole, il faut adopter une vision à long terme.

Gagner la confiance des paysans.

Prévoir qu'il peut y avoir une ou plusieurs saisons de crise consécutives, en mettant en place des filets de sécurité structurels.

Suivre régulièrement les variations monétaires mondiales, qui influent sur les prix des produits agricoles, des intrants et des transports internationaux.

Garder à l'esprit que l'Afrique dispose de nombreuses potentialités encore peu exploitées : amélioration des rendements, vastes terres non encore cultivées, élevage sous-développé, et surtout, une certitude d'accroissement du marché intérieur, portée par la démographie.

Il faut dès à présent se préparer à capter la valeur ajoutée de l'ensemble de la filière textile. ●

Interview réalisée par JMK

NUTRITION LOCALE

La chaîne de valeur riz au Sénégal : dynamiques nationales et réalités locales en Casamance

Alors que le Sénégal vise l'autosuffisance en riz, la Casamance reste un maillon stratégique mais fragile de la chaîne de valeur. Dans cette région au fort potentiel agricole, les vallées rizicoles font face à des défis structurels majeurs. Une enquête menée à Sédhiou éclaire les réalités locales et les conditions nécessaires pour une intégration efficace dans les dynamiques nationales de production.

Source : Y.N.



Youssoupha Ndiaye

Ingénieur agroéconomiste spécialisée en développement des chaînes de valeur agricoles

Au Sénégal, le riz s'impose comme une culture stratégique au cœur de la politique de souveraineté alimentaire. Il représente à lui seul 34 % de la consommation céréalière nationale, avec une part de 54 % dans les zones urbaines et 24 % dans les zones rurales. Dans un contexte où la population croît de 3 % par an, la dépendance à l'importation de riz pèse lourdement sur la balance commerciale et rend le pays vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux.

Conscient de ces enjeux, l'État sénégalais a multiplié les efforts depuis plusieurs décennies pour promouvoir ●●●

●●● la production rizicole, à travers l'aménagement de périmètres, la recherche variétale et le soutien à la mécanisation. Malgré ces initiatives, la production nationale ne couvre que 52 % des besoins en riz, selon les données de la DAPSA (Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques Agricoles) en 2023. Cela souligne l'importance de repenser et de renforcer la chaîne de valeur rizicole dans sa globalité, en tenant compte des réalités spécifiques des territoires.

Parmi ces territoires, la Casamance offre un potentiel rizicole immense, encore sous-exploité. Dans cette région riche en terres, en eau et en traditions agricoles, les vallées rizicoles constituent des espaces de production emblématiques, portés par des dynamiques communautaires fortes. Une enquête de terrain que j'ai menée en juillet 2024 dans neuf vallées de la région apporte un éclairage nouveau sur les défis, les pratiques et les aspirations de ces communautés rizicoles.

Une chaîne de valeur en pleine transformation

La chaîne de valeur riz au Sénégal comprend plusieurs maillons clés : production, transformation, commercialisation et consommation. Elle mobilise un grand nombre d'acteurs : producteurs, fournisseurs d'intrants, transformateurs, commerçants, institutions publiques, organisations d'appui et prestataires de services agricoles.

Sur le plan de la production, deux types dominent : la riziculture irriguée, principalement concentrée dans la vallée du fleuve Sénégal, et la riziculture pluviale, largement dominante en Casamance, dans le Sénégal oriental et l'Anambé. Le riz pluvial représente aujourd'hui 73 % de la production nationale. Cependant, ses rendements restent inférieurs à ceux du riz irrigué : 3,4 t/ha contre 5,5 t/ha en moyenne.

L'organisation de la filière a été marquée par la libéralisation des années 1990 et la mise en place du CIRIZ (Comité interprofessionnel du riz), réunissant producteurs, transformateurs, commerçants et autres acteurs. Toutefois, des défis structurels demeurent : accès limité aux semences de qualité, équipements agricoles insuffisants, infrastructures vétustes, faible transformation locale et difficultés de commercialisation.

La Casamance : une région rizicole à fort potentiel

En Casamance, la culture du riz est plus qu'une activité économique : c'est un savoir-faire ancestral, trans-



Vallée de Briou dans la région de Sedhiou

Source : Y.N.

mis de génération en génération. On y trouve plusieurs types de riziculture : en plaine pluviale, en bas-fond, ou encore dans les zones de mangrove. Selon la DAPSA, la région dispose de plus de 220 000 hectares de terres cultivables en riziculture pluviale, réparties entre Ziguinchor, Sédhiou et Kolda.

Malgré cette richesse, les rendements restent relativement faibles, les moyens techniques limités, et les organisations paysannes peu structurées. Pourtant, de nombreuses vallées rizicoles y ont développé des formes d'organisation communautaire solides, qui méritent d'être soutenues et valorisées.

Zoom sur les vallées rizicoles : entre traditions et défis contemporains

Une enquête conduite dans neuf vallées rizicoles de la région de Sédhiou (en Casamance) a permis de dresser un portrait précis des dynamiques en cours. Bien que la Casamance compte de nombreuses vallées rizicoles, cet

échantillon a été retenu pour représenter la diversité des situations locales.

Les vallées de Sédhiou présentent des réalités spécifiques. Comparées à celles de la région de Ziguinchor ou du bassin de l'Anambé à Kolda, elles ont bénéficié de moins d'accompagnement historique. Toutefois, des efforts significatifs ont été amorcés avec les projets PRIMOCA (Programme de développement Rural Intégral de la moyenne Casamance) et PPDC (Projet Pôle de Développement de la Casamance), et sont actuellement poursuivis par le PDEC (Projet de Développement Economique de la Casamance). Ce dernier intervient en matière d'aménagement secondaire, de structuration des chaînes de valeur et de financement des équipements agricoles.

Malgré cela, le déficit d'appui reste important, tant sur le plan matériel qu'organisationnel. Des structures comme la SODAGRI (Société de développement agricole et industriel du Sénégal) apportent un appui ponctuel à certaines vallées, notamment à travers la mise à disposition de tracteurs pour le labour et la distribution de semences. D'autres initiatives, telles que le projet PORVAL-CV (Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaînes de valeur), interviennent également, notamment pour le financement d'unités de transformation et la réalisation de certains aménagements au niveau des vallées.

Une histoire longue et une structuration communautaire forte

La plupart des vallées sont exploitées depuis plus d'un siècle. Les premiers grands travaux d'aménagement ont été initiés dans les années 1990 avec le projet PRIMOCA,

puis poursuivis par le PPDC. Aujourd'hui, chaque vallée regroupe plusieurs villages, avec des comités de village qui s'organisent sous l'autorité d'un comité de vallée inter-village. Ces comités gèrent collectivement les terres, les digues, les vannes et la répartition de l'eau.

Même si certains de ces comités ne disposent pas encore du statut juridique de coopérative agricole, des démarches sont en cours auprès des services déconcentrés du ministère de l'Agriculture pour y parvenir.

Les femmes, pilier de la production rizicole

Le travail agricole dans les vallées est largement assuré par les femmes. Elles prennent en charge toutes les étapes de la culture : préparation du sol, semis, repiquage, récolte, battage. Ce travail, physiquement exigeant, est souvent réalisé avec des outils rudimentaires comme la daba. Les hommes interviennent principalement dans la gestion des équipements lourds (motoculteurs, tracteurs) et des ouvrages hydro-agricoles.

Cette répartition des rôles reflète une dynamique sociale profondément ancrée, mais soulève également des questions sur la reconnaissance économique des femmes et l'efficacité de la répartition des tâches au sein de la chaîne de valeur.

Des blocages persistants sur la performance des vallées rizicoles

L'enquête de terrain révèle plusieurs obstacles structurels majeurs à la performance des vallées rizicoles en Casamance. En premier lieu, l'accès aux semences certifiées reste limité. La majorité des producteurs utilisent des semences issues de la sélection paysanne, accessibles mais peu performantes. Les tentatives passées d'introduction de variétés améliorées n'ont pas été durables.

Autre point de blocage : l'état vétuste des ouvrages hydro-agricoles. Nombreuses digues sont artisanales et insuffisamment entretenues, tandis que les vannes anti-sel, indispensables pour empêcher l'intrusion d'eau salée, sont souvent défectueuses. À cela s'ajoute le manque criant d'équipements agricoles : motoculteurs rares, tracteurs peu disponibles, ce qui alourdit la charge de travail, surtout pour les femmes.

Les pratiques agricoles restent essentiellement empiriques, mal adaptées aux effets du changement climatique et à la montée de la salinité. Enfin, si les ●●●

Système d'irrigation aménagé dans la Vallée de Djiragone



Source : Y.N.

●●● comités de vallée sont présents, leur manque de formation et d'animation limite leur efficacité.

Former pour mieux produire : les attentes des acteurs de terrain

Face à ces défis, les besoins exprimés en matière de formation sont clairs. Les producteurs demandent un accompagnement en organisation communautaire, en gestion coopérative, en maintenance des infrastructures hydro-agricoles et en techniques agroécologiques adaptées. Le besoin de clarifier les rôles dans les comités est également fortement ressenti.

De manière significative, l'intérêt croissant pour la

transformation et la commercialisation témoigne d'une volonté d'insérer les vallées dans des dynamiques économiques plus larges.

Des leviers d'action pour structurer la filière rizicole en Casamance

Les recommandations issues de l'étude sont concrètes : soutenir la formalisation juridique des comités en coopératives, moderniser les infrastructures, faciliter l'accès à des semences adaptées, renforcer la mécanisation, et appuyer la montée en compétences des producteurs.

Le développement de débouchés commerciaux — via la transformation locale, la labellisation ou la contractualisation — est également perçu comme un levier essentiel.

Un potentiel à valoriser pour une souveraineté alimentaire

La chaîne de valeur rizicole au Sénégal est en pleine mutation, portée par la volonté d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Mais cette ambition ne pourra se concrétiser qu'en ancrant les politiques agricoles dans les réalités locales.

La Casamance, avec ses vallées rizicoles, ses communautés engagées et son héritage agricole, représente un levier stratégique. À condition de lever les freins techniques, de valoriser le rôle central des femmes, et de renforcer l'accompagnement des acteurs de terrain.

Pour les ONG, bailleurs et partenaires techniques, c'est une opportunité d'appuyer une transition agricole locale, inclusive et souveraine.

Youssoupha Ndiaye
Ingénieur agroéconomiste spécialisée en développement des chaînes de valeur agricoles

Youssoupha Ndiaye, casquette et t-shirt, en plein travail de terrain



Source : Y.N.

Agro-industrie à Madagascar : le pari de la valeur ajoutée locale

80 % des Malgaches vivent de l'agriculture, mais ce secteur ne contribue qu'à 26,3 % du PIB. Plus de 45 % des récoltes sont autoconsommées, 80 % des produits agricoles exportés le sont à l'état brut. 80% des produits agricoles exportés le sont bruts, sans transformation, générant des recettes d'exportations de 550 millions de USD en 2023. Cette contradiction illustre le besoin urgent d'industrialisation agroalimentaire à Madagascar.

L'AIM : un collectif d'acteurs pour la transformation structurelle

Créée en janvier 2024, l'Association Agro-Industrie de Madagascar (AIM) fédère huit entreprises majeures actives dans les filières avicole, piscicole, laitière, rizicole, horticole, ainsi que dans la production d'épices, de légumineuses et de plantes aromatiques. Ensemble, elles rassemblent plus de 200 000 agriculteurs partenaires et génèrent près de 20 000 emplois directs.

Organisation syndicale au service de l'agro-industrie, l'AIM s'engage pour la défense des intérêts communs de ses membres. Elle assure un dialogue régulier avec les autorités, mène des actions de plaidoyer en faveur d'un climat des affaires propice, et œuvre à la consolidation de relations de confiance entre entreprises, institutions et parties prenantes de la filière.

L'AIM promeut un modèle d'agro-industrie inclusive, fondé sur un triptyque : produire localement, transformer localement et distribuer localement ou à l'export. Ce positionnement implique une action transversale sur tout l'écosystème : intrants, logistique, formation, normes et accès aux marchés.

Son plaidoyer s'articule autour de trois axes majeurs :

AGROALIMENTAIRE



Source : R.A.

Rivo Andriamanalina

Entrepreneur et industriel malgache, PDG du Groupe ArBiochem

Biographie

Rivo Andriamanalina

Rivo Andriamanalina est un entrepreneur, industriel et investisseur malgache, PDG du Groupe ArBiochem, un des leaders dans l'agroalimentaire, présent dans les domaines de la santé et de la nutrition animale et végétale, avec une intégration sur les filières volaille, tilapia et, prochainement, porcine. Le groupe ArBiochem compte 13 sociétés, employant 650 collaborateurs permanents et 350 non-permanents.

Il est aussi Président de l'Association Agro-Industrie de Madagascar (AIM), Vice-Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), Président du Conseil National pour l'Industrialisation de Madagascar (CNIM). Il a récemment été nommé Administrateur de l'EDBM, l'agence nationale en charge de la promotion des investissements et de l'amélioration du climat des affaires à Madagascar, au titre de ses compétences et expériences dans la promotion et la facilitation des investissements privés.

1. La création d'emplois et d'activités en zones rurales et urbaines.
2. La valorisation à l'export et la substitution aux importations.
3. L'accélération de l'investissement productif et du développement de filières intégrées.

Des défis à relever : vers un environnement propice

Malgré l'adoption, en 2014, d'une politique nationale de développement industriel, la part de l'industrie dans le PIB de Madagascar demeure inférieure à 16 %, avec une croissance annuelle moyenne stagnante, en dessous des 3 %. L'objectif gouvernemental est ambitieux : porter cette part à 30 % d'ici à 2030. Mais sur le terrain, les acteurs se heurtent à une série d'obstacles structurels.

Infrastructures défaillantes, énergie coûteuse et instable, foncier difficilement accessible, lourdeurs administratives, filières peu structurées, normes techniques inadaptées : autant de freins qui rendent plus simple l'exportation de produits agricoles bruts (cacao, café, grains secs) que leur transformation locale. De même, importer des matières premières pour les transformer reste, en pratique, souvent plus facile que de développer des chaînes de valeur nationales.

Face à ce constat, nous militons pour une transformation locale porteuse de valeur ajoutée, seule voie durable vers une industrialisation inclusive. Quatre leviers prioritaires doivent être actionnés pour y parvenir.

• L'énergie : pilier ou verrou ?

L'accès à une énergie compétitive, stable et propre est une condition sine qua non au développement industriel. À Madagascar, le coût élevé, l'irrégularité et l'insuffisance de l'offre énergétique limitent fortement la compétitivité des agro-industries. L'État est appelé à soutenir activement l'autoproduction énergétique par les industriels — solaire, biomasse, hydroélectrique — via des dispositifs de financement adaptés et un cadre réglementaire incitatif.

• Une fiscalité incitative pour produire local

La fiscalité actuelle ne favorise pas suffisamment la production locale. Il est nécessaire de mettre en place un système fiscal différencié, avec :

un régime incitatif pour les produits transformés localement contenant plus de 25 % d'ingrédients d'origine malgache ;

une fiscalité protectrice pour les filières stratégiques nationales, afin de freiner les importations de produits concurrents déjà disponibles localement.

• Une agriculture plus productive et connectée

L'agriculture reste en grande partie vivrière : plus de la moitié de la production est autoconsommée. Pour nourrir une agro-industrie ambitieuse, il est crucial de structurer les filières agricoles : accompagnement technique, accès aux intrants, mécanisation, formation, et insertion durable dans les chaînes de valeur. Une production régulière, de qualité, et économiquement viable est la base de tout développement industriel.

• Des infrastructures logistiques à moderniser

Le déficit d'infrastructures entrave la compétitivité de l'ensemble des filières agricoles et agroalimentaires. Routes rurales dégradées, absence de centres de stockage adaptés, manque de petites unités de transformation : les pertes post-récolte restent élevées. Il est impératif d'investir massivement dans les

Rivo Andriamanalina lors du CEO Summit organisé à Madagascar



Source : R.A.

infrastructures de desserte agricole, les plateformes logistiques régionales, et les capacités de conservation adaptées aux produits périssables.

Un levier sous-exploité : les marchés intérieur et régional

Face à la volatilité des marchés internationaux et aux incertitudes géopolitiques, Madagascar doit réorienter sa stratégie économique vers deux axes complémentaires et souvent négligés : le marché intérieur et le marché régional.

D'abord, notre marché intérieur est vaste et dynamique. Avec une population de plus de 30 millions d'habitants et une urbanisation croissante, la demande en produits transformés de qualité, sûrs, accessibles et produits localement est en pleine expansion. L'agro-industrie peut répondre à cette demande en renforçant la disponibilité de produits alimentaires de base (farine, huile, produits laitiers, viandes, etc.), tout en réduisant notre dépendance aux importations. Servir ce marché national, c'est à la fois créer des emplois locaux, réduire le déficit commercial et améliorer la sécurité alimentaire.

Ensuite, le marché régional de l'Océan Indien et de l'Afrique de l'Est représente une formidable opportunité. Des économies comme La Réunion, Maurice ou les Seychelles ont un fort pouvoir d'achat mais restent très dépendantes des importations pour leurs besoins alimentaires. Madagascar, par sa proximité géographique et sa diversité agroécologique, a une vraie carte à jouer comme fournisseur régional de produits agricoles transformés : riz, légumes, fruits, épices, volailles, œufs, produits de la mer, etc.

Dans cette logique, l'intégration régionale (via la COI ou la ZLECAf) doit être considérée comme une priorité stratégique. Elle nécessite une amélioration

Source : R.A.



Célébration de certification ISO 9001 - Groupe ArBiochem

de notre compétitivité logistique, le respect des normes régionales et une diplomatie économique active.

Des impacts socio-économiques et environnementaux concrets

Les membres de l'AIM ne sont pas que des entreprises productives. Ils sont aussi des catalyseurs de développement inclusif. Voici quelques exemples concrets d'impacts générés sur le terrain :

- **Fermes-écoles et appui technique continu** : Plusieurs membres ont mis en place des fermes-écoles pour former les agriculteurs partenaires aux bonnes pratiques agricoles, à la gestion de l'eau, à la fertilisation raisonnée et à l'amélioration des rendements. Ce transfert de compétences renforce durablement la productivité locale.
- **Intégration de producteurs familiaux** : Dans la filière laitière, des centaines d'éleveurs familiaux sont intégrés aux chaînes d'approvisionnement grâce à des contrats d'achat sécurisés, un accès au crédit pour l'acquisition de vaches laitières et un appui vétérinaire de proximité.
- **Recyclage et valorisation des déchets organiques** : Dans les filières porcines et avicoles, les sous-produits d'élevage sont transformés en compost.
- **Génération d'emplois stables et qualifiés** : L'agro-industrie permet la création d'emplois durables, allant de l'ouvrier agricole au technicien de laboratoire ou au logisticien. Dans certaines zones enclavées, nos membres sont les principaux pourvoyeurs d'emplois formels.

Source : R.A.



Source : R.A.



Faire le choix de la valeur locale

Malgré les défis, la filière agro-industrielle malgache regorge d'opportunités. Elle est porteuse d'innovation, de croissance inclusive, de création de richesse et de stabilité pour nos territoires. Chaque produit local transformé, chaque emploi créé, chaque paysan valorisé dans la chaîne de valeur est une victoire collective.

C'est en investissant dans cette transformation, en croyant en notre capacité à nourrir notre pays et notre région, que nous construirons une économie plus forte, plus résiliente et plus équitable. Le chemin est exigeant, mais les fondations sont là. Les initiatives concrètes se multiplient. L'élan est en marche.

La transformation locale est notre chemin. Ensemble, faisons-en notre avenir. L'AIM s'engage pour une économie où l'agriculture ne sera plus seulement un moyen de survie, mais un moteur de création de valeur. Nous appelons à un véritable élan collectif pour construire, filière par filière, une souveraineté alimentaire et économique malgache. ●

Rivo Andriamanalina

- Participation des femmes et des jeunes : Nos membres s'engagent à intégrer davantage les femmes dans les métiers de la transformation agroalimentaire et à ouvrir des perspectives aux jeunes via l'apprentissage et l'entrepreneuriat rural.
- Réduction du gaspillage post-récolte : Grâce à la mise en place de centres de collecte et de première transformation, les pertes post-récolte sont fortement réduites, améliorant les revenus des producteurs et sécurisant les volumes pour les transformateurs.

AGRICULTURE ET JEUNESSE

Jeunesse, agriculture et innovation : un trio gagnant

Dans les sous-régions d'Afrique de l'Ouest et Centrale, une nouvelle génération de petits producteurs et d'agriculteurs familiaux s'efforce de concilier savoir-faire ancestral et modernisation de leurs pratiques.



Patricia Angonemane

Journaliste

Alors que l'Afrique s'intéresse de plus en plus au vert et aux techniques de développement durable, il ressort que le nombre de jeunes décidant de préserver les pratiques agricoles ne cesse de croître. L'agriculture est aujourd'hui plus présente sur le continent que jamais.

Après plusieurs séjours en Tunisie, Sioh Koffi a décidé d'investir dans la culture du piment bec d'oiseau en Côte d'Ivoire. « *Le piment bec d'oiseau est assez piquant. Il est utilisé dans un grand nombre de cuisines du monde, autant pour son arôme que pour son piquant. Nous exportons dans la sous-région et même au-delà* », explique-t-il. Avec l'augmentation de la demande pour des produits bio sur les marchés internationaux, Sioh Koffi a commencé à intégrer des techniques modernes, comme l'utilisation de compost organique et de méthodes de lutte intégrée contre les nuisibles.

Des jeunes comme Sioh Koffi ne sont pas les seuls à s'y intéresser. Rodrigue Essama, jeune Camerounais résidant à Yaoundé et promoteur de Hinterland Return Valorization (Hirev Cameroun), a, de son côté, transformé sa petite ferme en un élevage de tilapias, de carpes et de silures (poissons-chats). « *Au début, je n'avais que quelques bassins. Aujourd'hui, grâce à des techniques modernes d'aquaculture, je produis suffisamment d'intrants pour les nour-*



Piment bec d'oiseau cultivé par Sioh Koffi

Source : Sioh Koffi

rir et mettre du pain sur ma table. Nous faisons également de la reproduction de poissons. Les ventes se font sur le marché local », explique-t-il. En intégrant des systèmes de filtration et de nutrition adaptés, Rodrigue a réussi à augmenter sa production tout en préservant l'environnement.

Le grand impact d'Internet

Loin des méthodes archaïques où les producteurs se servaient du bouche-à-oreille pour écouler leurs stocks, Internet est devenu un nouvel outil de partage d'expériences et de conseils entre professionnels de la terre et futurs entrepreneurs agricoles. « *Nous proposons nos services en ligne. Nous partageons notre expertise, offrons des conseils pratiques sur le terrain, réalisons des études de faisabilité, mettons en place et assurons le suivi des projets* (création d'étangs en sol, hors sol, écloseries). *En plus des formations que nous offrons, nous fournissons aussi des intrants piscicoles* (alevins, aliments) », précise Rodrigue.

Tous deux ont décidé d'utiliser les plateformes en ligne pour élargir la portée de leur activité et contribuer, à leur échelle, à la sécurité alimentaire. « *Nous avons choisi d'utiliser les réseaux sociaux pour toucher le plus de personnes possible. Sur Facebook, LinkedIn, TikTok, nous faisons connaître nos services. Généralement, ceux qui viennent*

vers nous sont des petits producteurs, des restaurateurs ou des personnes déjà intéressées par l'agrobusiness », ajoute-t-il.

Un avenir enraciné dans l'innovation et le patrimoine

Sioh Koffi et Rodrigue Essama ont désormais l'opportunité de s'associer à des labels bio et à des exportateurs soucieux de la qualité et de la durabilité. Ces partenariats leur offrent non seulement un accès à des marchés plus rentables, mais aussi des ressources pour améliorer leurs pratiques.

La culture du piment et la pisciculture en Afrique illustrent parfaitement comment les savoir-faire ancestraux peuvent s'allier aux innovations modernes. Ces deux jeunes producteurs prouvent qu'avec de la formation et une expérience acquise sur le terrain, il est possible de relever les défis du futur tout en préservant son patrimoine culturel. L'avenir s'annonce prometteur pour ces agriculteurs qui, grâce à des pratiques durables, contribuent à un développement économique local et à la sécurité alimentaire de leur région. ●

Patricia Angonemane

Source : Rodrigue Essama



Élevage de silures dans la ferme de Rodrigue

ASSOCIATION AGRO-INDUSTRIE DE MADAGASCAR – AIM

Membres	Missions	Vision et Ambition	Objectifs et stratégie
✓ Sept (07) entreprises œuvrant dans le secteur Agro-industriel Malagasy, structurant les filières et la chaîne de valeur, impliquées d'amont en aval, ✓ Environ 200 000 producteurs et éleveurs, partenaires – contractants ou même actionnaires au sein des 07 membres, ✓ La masse salariale pesant plus de 20 000 collaborateurs.	✓ Contribuer à l'organisation et à la défense des intérêts communs des entreprises membres, ✓ Mener les actions de <i>lobbying</i> nécessaires auprès des autorités administratives et Gouvernementales, pour un climat des affaires favorable au développement de l'agro-industrie, ✓ Instaurer et entretenir des relations de confiance entre les membres, l'État et les autorités réglementaires, ainsi que tous ceux qui partagent un intérêt commun pour l'Agro-Industrie Malagasy.	✓ Cultiver et transformer à Madagascar pour créer plus de valeur ajoutée Nationale, ✓ Être la locomotive et l'ambassadeur du secteur agro-industriel malagasy pour que ce dernier contribue efficacement à l'atteinte des objectifs prioritaires du pays (emplois, autonomisation population rurale, développement industriel).	✓ Développer et créer des emplois et des activités génératrices de revenus aussi bien en milieu rural que dans les centres urbains, ✓ Impacter positivement sur la balance commerciale du pays en développant l'exportation de produits locaux valorisés et en induisant des économies de devises au pays par la réduction des importations, ✓ Développer les IDN, IDE, les filières intégrées, les industries de transformation Malagasy.



Credits photos : Banque d'images des membres de l'Association : (1) Grains d'orges - STAR (2) Femmes travaillant dans l'usine - SAHANALA (3) Agricultrice de maïs - SAHANALA (4) Chaîne de fabrication de bières - STAR (5) Pêcheurs de poulpe - SAHANALA



Source : MLG

Marie de Lattre-Gasquet

Membre de l'Académie d'Agriculture de France
Chercheuse Prospective et Éthique

Biographie

Marie de Lattre-Gasquet

Marie de Lattre-Gasquet est diplômée d'une école de commerce, titulaire d'un MBA, d'un doctorat en sciences économiques et gestion, et auditrice de l'HEST. Elle a réalisé l'essentiel de sa carrière au Cirad, où elle a occupé plusieurs postes : direction des relations extérieures, direction scientifique, conseillère du directeur général, puis chercheuse au sein de l'unité mixte de recherche ART-Dev. Elle a mené et animé des exercices de prospective sur la sécurité alimentaire mondiale, les chaînes de valeur agroalimentaires, les usages des terres ou encore la confiance entre science et société. Elle a aussi été secrétaire du conseil scientifique du Cirad et représentante de l'institution au sein du comité d'éthique Inrae-Cirad-Ifremer-IRD.

Elle a acquis une forte expérience dans les politiques scientifiques à travers des fonctions au sein d'organisations internationales de recherche (ISNAR, CGIAR) et d'agences françaises comme l'OST et l'ANR. Membre de l'Académie d'Agriculture de France, qu'elle contribue à animer à l'international, elle a été vice-présidente de l'association Futuribles. Elle coanime aujourd'hui le Prix Jeunes Espoirs du GID, en préside le jury, et s'implique dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs africains dans les systèmes alimentaires durables.

ACCOMPAGNEMENT

Entreprendre pour une agriculture et une alimentation durables en Afrique : le Prix Jeunes espoirs

Les systèmes alimentaires jouent un rôle déterminant sur l'état de santé des populations et ont une importante dimension culturelle, sociale et économique. Pour produire leurs aliments, les sociétés humaines transforment leur environnement avec un impact considérable sur les ressources naturelles, les écosystèmes et le climat. En retour, cet impact majeur affecte les conditions de production et d'accès à l'alimentation.

En Afrique, les besoins alimentaires augmentent en raison d'une forte croissance démographique et se transforment notamment du fait de l'urbanisation, des importations de produits alimentaires, et de politiques agricoles qui ne favorisent pas suffisamment les productions locales. L'Afrique fait face à des défis majeurs et elle doit adopter une approche à multiples facettes pour y répondre. Sur ces sujets, les études et réflexions sont nombreuses.

C'est pour contribuer à répondre à ces défis qu'en 2022, le *Prix Jeunes Espoirs pour une agriculture et une alimentation durables* a été lancé. C'est une initiative originale qui contribue à la production alimentaire locale et durable et à la création d'emplois par la formation, l'accompagnement et le soutien financier.

Une collaboration tripartite originale, un engagement commun

Lancé pour la première fois en 2022 dans six pays d'Afrique, le Prix Jeunes Espoirs est né de la rencontre de personnalités profondément attachées à l'Afrique et à son développement. Parmi elles : François Guinot, Catherine Bréchnignac, Michèle Gendreau-Massaloux et Jacques Brulhet, responsables du Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) – Jacques Brulhet étant également président honoraire de l'Académie d'Agriculture de France (AAF) –, Pierre de Gaëtan Njikam du Fonds Pierre Castel, et Siaka Koné, ancien directeur de l'École Supérieure d'Agriculture de Yamoussoukro (ESA) et membre associé de l'AAF.

Le Prix répond à un objectif commun : soutenir la jeunesse agri-entrepreneuriale africaine et contribuer au développement de systèmes alimentaires durables sur le continent. Il a déjà été attribué à trois reprises, et une quatrième édition est actuellement en préparation.

Le Prix Jeunes Espoirs s'appuie sur la complémentarité entre les secteurs public et privé pour bâtir des dispositifs solides, issus de regards croisés et d'expériences diverses, avec un fort impact local. Tel est le sens de ce partenariat : s'unir pour relever les défis liés à l'agri-entrepreneuriat et à la durabilité des systèmes alimentaires en Afrique, par le levier de la formation.

Cette coopération tire parti de l'expérience du Fonds Pierre Castel, via son programme historique de soutien à l'entrepreneuriat agricole, le Prix Pierre Castel. Ce concours panafricain, lancé en 2018, distingue chaque année de jeunes entrepreneurs à fort potentiel. Il s'accompagne de programmes personnalisés, de mentorat, de mises en réseau, ainsi que de dotations financières. Les lauréats sont choisis pour leurs initiatives créatrices de valeur, et leur contribution concrète au développement des systèmes alimentaires dans leurs territoires.

Les filiales de Castel Afrique sont également activement impliquées dans ce dispositif. Ce dernier s'appuie aussi sur l'expérience des onze académies européennes et africaines qui composent le GID, à travers son programme GID-Agri, dont l'objectif est de donner envie aux jeunes Africains de s'engager dans les métiers liés aux systèmes alimentaires, en les accompagnant et en les soutenant dans leurs projets.

Les académiciens, notamment ceux de l'Académie d'Agriculture de France, jouent un rôle central dans l'accompagnement des jeunes lauréats. Enfin, cette collaboration est enrichie par l'expertise pédagogique de l'ESA de Yamoussoukro, avec l'implication active du Dr Casimir Gboko, à la tête de l'établissement depuis 2024. L'école, qui forme des

cadres dans tous les domaines des sciences agronomiques pour la Côte d'Ivoire et l'Afrique subsaharienne, accueille les lauréats pour deux semaines de formation à la gestion de petites entreprises engagées dans la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Dix-sept jeunes entrepreneurs récompensés depuis 2023

La vocation du Prix Jeunes Espoirs est de sensibiliser de jeunes entrepreneurs de l'agroalimentaire en Afrique à la notion de « durabilité des systèmes alimentaires », de leur apporter des compétences entrepreneuriales complémentaires utiles pour le lancement de leur entreprise, et de les soutenir régulièrement pour leur permettre de la développer. Ce concours récompense l'esprit d'entreprise et encourage les activités agricoles et agroalimentaires impactant positivement leur écosystème local : création d'emploi, modes de production durables, prise en compte de la dimension « Responsabilité Sociétale et Environnementale », contribution au développement socio-économique. Les entreprises sont des startups au stade 2 de leur développement (amorçage). L'idée a été identifiée, développée et testée, et le produit est présenté sur le marché depuis un ou deux ans.

Les lauréats du Prix Jeunes Espoirs sont choisis parmi les finalistes Prix Pierre Castel, qui est attribué par le Fonds Pierre Castel et ses filiales de six pays d'Afrique : Algérie (Castel El Djazaïr), Burkina Faso (Brakina), Cameroun (Brasseries du Cameroun), Côte d'Ivoire (Solibra), Madagascar (Star), et République Démocratique du Congo (Bracongo). Des académiciens évaluent les dossiers. Ils examinent le porteur de projet (son expérience et son esprit entrepreneurial), le projet (la description des activités, leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux), et l'expression par l'entrepreneur de ses besoins de formation et d'accompagnement. Ceci permet de sélectionner deux entrepreneurs par pays qui sont ensuite auditionnés par un jury composé de représentants du GID, du Fonds Pierre Castel et d'un entrepreneur africain. Il y a un lauréat par pays. Les filiales africaines de Castel aident les jeunes entrepreneurs à monter leurs dossiers, organisent et financent leur déplacement en Côte d'Ivoire pour leur formation. Line-Andrée Zamblé-Johnson, du Fonds Pierre Castel, anime les Prix.

Au cours des trois dernières années, dix-sept jeunes entrepreneurs ont été récompensés (fig. 1). Ils sont enthousiastes, sympathiques et engagés. Titulaires de diplômes universitaires, ils ont souvent effectué des formations

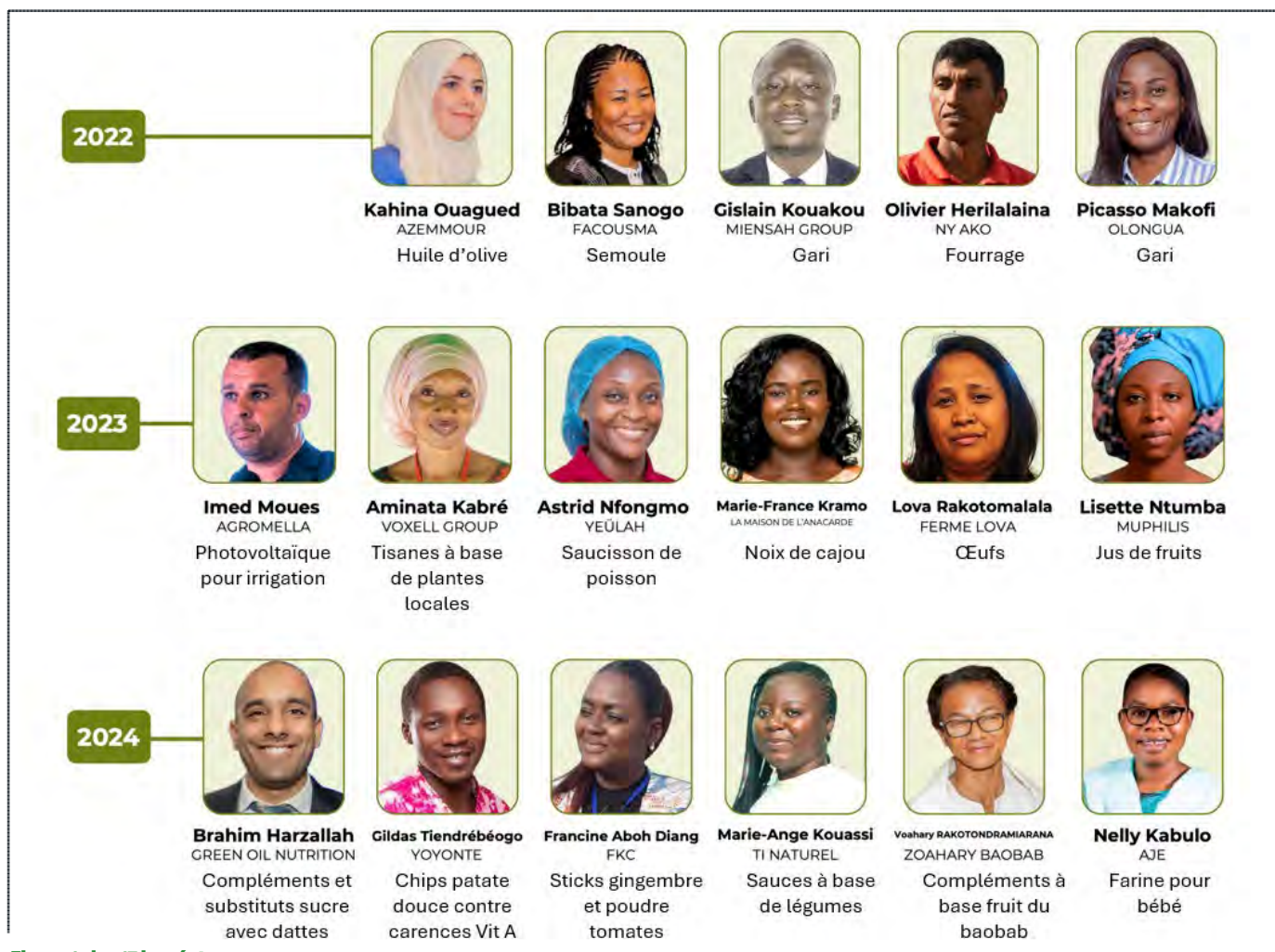


Figure 1 : les 17 lauréats

complémentaires. Ils sont essentiellement dans le secteur agroalimentaire et 35% d'entre eux ont un chiffre d'affaires annuel entre 10 000 et 25 000 euros (fig. 2). Ils connaissent bien leurs matières premières (par exemple l'huile d'olive, les dattes, les fruits, la farine de mil, les tomates, les œufs, la poudre et l'huile de baobab, le poisson, etc.) et ont des ateliers de production de petite échelle avec 6 à 10 employés. Ils vendent sur le marché local et sont engagés pour une production durable, locale et de haute qualité. Lorsqu'on échange avec eux, on a vraiment envie de les soutenir et de les aider.

Les lauréats passent deux semaines en formation à l'ESA de Yamoussoukro

Depuis le lancement du Prix, l'École Supérieure d'Agro-nomie de Yamoussoukro accueille les lauréats pendant deux semaines. Les formations dispensées portent sur huit thèmes : stratégie d'entreprise, de la comptabilité au pilotage

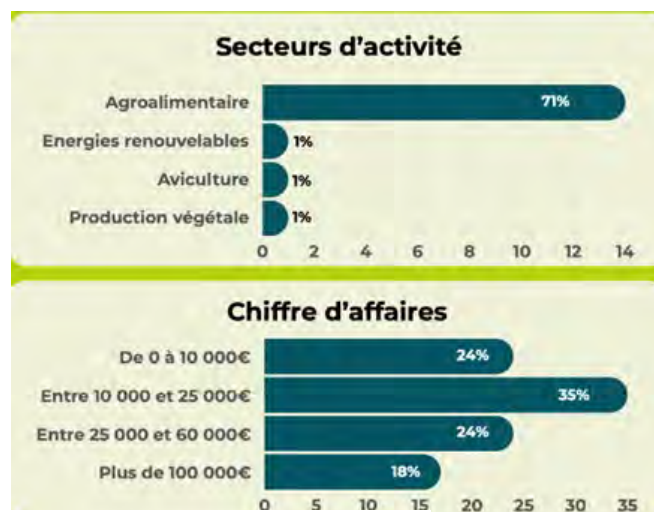


Figure 2 : Les secteurs d'activité et chiffres d'affaires des entreprises lauréates

budgétaire, normes, qualité et conformité réglementaire, analyse des chaînes de valeur et acteurs de filière, ●●●

●●● management (structurer son projet pour générer de la valeur, ressources), gestion des ressources humaines, des compétences et des conflits, techniques de communication (pitch, business étiquette). Les lauréats visitent une usine locale de production, et passent une journée avec d'autres entrepreneurs et des élèves de troisième année de l'ESA, avec lesquels ils échangent sur leurs entreprises.

Des lauréats des années précédentes et un ancien élève de l'ESA, membre du jury, Mohamed Bakayoko Lamine, témoignent de leur expérience. Ils ont ainsi déconstruit quelques idées reçues sur l'entrepreneuriat : plutôt que de trouver un bon filon, il faut réaliser des études de marché, faire des prototypes et les adapter, éventuellement se réorienter ; il ne faut pas nécessairement beaucoup d'argent, il faut surtout calibrer son projet avec les moyens disponibles ; l'entrepreneuriat n'est pas une antidote au chômage, c'est un travail difficile, exigeant, qui requiert de nombreuses heures de travail, on peut se sentir très seul.e, et il peut s'écouler plusieurs années avant d'avoir une marge bénéficiaire.

Les prix sont remis aux lauréats lors de cérémonies officielles, ce fut notamment le cas lors de la première édition, en novembre 2022, à l'ambassade de France à Abidjan, en présence de plusieurs ministres. À l'issue de la formation, l'ESA organise une cérémonie de remise d'attestation de formation très appréciée par les lauréats.

Une enquête a été réalisée auprès des lauréats des trois promotions pour savoir ce qui leur a été le plus utile pendant leur formation. Ils trouvent que ce sont : la possibilité de construire un solide réseau professionnel ; les échanges d'expérience avec les autres lauréats et les formateurs ; le fait de pouvoir mieux comprendre le monde entrepreneurial et d'acquérir des compétences qui leur permettent de mieux structurer leur entreprise (comptabilité, gestion de la matière première, gestion des ressources humaines, relations avec les clients). Aminata Kabré, lauréate pour le Burkina Faso, témoigne ainsi :

« Au cours de ce séjour à l'ESA, je dirais que tous les formateurs étaient de grosses pointures, expérimentés et passionnés, qui ont su partager leurs expertises avec nous de manière claire et concise. La formation qui m'a été la plus utile, c'est la tenue de la bonne gestion de la comptabilité ; la gestion de la matière première et le leadership dans la gestion des ressources humaines. Aujourd'hui, c'est un sentiment de satisfaction : j'ai pu externaliser ma comptabilité, que j'ai confiée à un jeune cabinet d'expertise comptable à Ouaga. La gestion de la matière première est bien suivie. J'arrive à mieux gérer mon personnel en les mettant

en confiance, comme il nous l'a été recommandé lors de la formation, et j'avoue que ça a réussi. »

Les lauréats sont accompagnés pendant une année par des académiciens

Il est proposé à tous les lauréats d'être accompagnés pendant une année par un académicien. C'est une spécificité de ce Prix, très appréciée par les lauréats, qui ont rarement l'occasion d'échanger avec des personnalités qualifiées, capables de leur apporter à la fois des connaissances et un regard extérieur. Les académiciens qui accompagnent les lauréats sont bénévoles. Ils ont tous travaillé en Afrique et certains ont dirigé une entreprise.

Les problématiques abordées dépendent des besoins des lauréats. Elles concernent le processus de fabrication, la commercialisation (locale et exportations vers d'autres pays africains qui ne sont pas toujours leur première cible), le marketing, les emballages, les besoins en équipement, les achats de matières premières, les besoins de formation, la comptabilité, etc. Elles portent même parfois sur des questions personnelles. Par exemple, Jean-François Hug, ancien dirigeant de Chancerelle (Conserves de poisson Connétable), Régilait (Poudre de lait de consommation et infantile) et Jean Stalaven Traiteur (Plats cuisinés sous vide), et membre de l'AAF, accompagne depuis trois ans des lauréates dans le développement de leur entreprise.

« Les dirigeantes que j'ai accompagnées sont confrontées à des défis, tant dans leur pays d'origine qu'à l'export, en particulier sur les volets commercial et production. Ensemble, nous avons travaillé sur plusieurs leviers : l'identification des besoins des consommateurs, les techniques de promotion, la différenciation concurrentielle, le positionnement de marque, l'élargissement des gammes, la valorisation des signes de qualité, ainsi que l'augmentation des capacités de production et le renforcement des compétences en création de nouveaux produits », a-t-il dit en février 2025 lors de la conférence sur le Prix qui a eu lieu au Salon International de l'Agriculture.

« Avec Kahina Ouaged (lauréate 2022 – Algérie), nous avons étudié les conditions nécessaires pour développer ses ventes en France. Ses deux visites au Salon de l'Agriculture lui ont permis d'explorer de nouveaux circuits de distribution et d'identifier des opportunités concrètes pour son activité. »

« Avec Astrid Nfongmo (lauréate 2023 – Cameroun), l'accompagnement a porté sur la définition de sa gamme



de produits, la refonte du packaging, le renforcement de l'innovation produit par la formation, ainsi que le développement de sa présence dans des circuits de distribution plus structurés. »

Pierre Del Porto, ancien Directeur du Département Élevage et Traçabilité à la Sopexa et également membre de l'AAF, a accompagné Lova Rakotomalala (lauréate 2023, Madagascar), dont l'objectif est de passer de 15 000 à 30 000 poules pondeuses et de doubler le nombre de ses employés.

Véronique Bruzon, consultante internationale Climat, Environnement, Développement et membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, accompagne Aminata Kabré (lauréate 2023, Burkina Faso), qui produit et vend des infusions naturelles bio à base de plantes et d'épices locales, en boutique et en ligne.

« J'ai une très bonne relation avec Mme Véronique Bruzon. Nous n'échangeons pas tout le temps, mais à chaque fois qu'on fixe un call conférence, on parcourt tous les sujets concernant Voxell, et parfois même, voire au-delà, mon développement personnel. »

Lisette Ntumba (lauréate 2023, RDC) témoigne :

« Une belle expérience avec ma coach. De nos échanges, voici en quoi elle m'a été utile : ne pas disperser mon énergie, mon temps et mon argent dans tous les sens en mettant toute la gamme de mes jus sur le marché, mais en choisir 2 dans un premier temps, le plus apprécié par les enfants qui sont ma première cible ; cibler d'abord 3 à 5 écoles où vendre mes jus ; savoir bien poser certaines bases avant de prendre un crédit bancaire. »

Les lauréats reçoivent un « coup de pouce » financier de la part du Fonds Pierre Castel

Le montant attribué aux lauréats par le Prix Jeunes Espoirs est relativement modeste. Il s'élève à 1 650 euros, qui sont investis dans leur entreprise : achat de matières premières, amélioration des emballages, achat de pièces de rechange pour les machines, etc.

Les lauréats élargissent leur réseau

Enfin, le Prix Jeunes Espoirs permet aux lauréats d'élargir leur réseau. Ils passent quinze jours ensemble et continuent d'échanger après. Leurs entreprises sont mises en avant sur les plateformes du GID-Agri et du Fonds Pierre Castel, et ils intègrent le Club des bâtisseurs africains.

Des pistes pour l'avenir

En cette année 2025, la quatrième édition du Prix est en cours de préparation. Les organisateurs réfléchissent à rendre la formation encore plus pratique et adaptée à des entrepreneurs en phase de développement de leur entreprise, à faciliter la rencontre physique entre les accompagnateurs et les jeunes entrepreneurs, à leur ouvrir davantage de réseaux de professionnels et d'entrepreneurs, et à leur permettre de participer à des foires et des conférences pour élargir leurs opportunités et leurs réseaux. Ils s'interrogent également sur les moyens d'élargir les candidatures, et aussi d'ouvrir ce Prix à d'autres pays africains. Ce Prix est une modeste mais utile contribution au développement durable de l'agriculture et de l'alimentation de l'Afrique, par les Africains.

Marie de Lattre-Gasquet

BIOTECHNOLOGIE

Quand l'innovation fertilise les sols africains

Dans les locaux de Bpifrance à Paris, en marge du Forum Nutrition for Growth, nous avons rencontré Jean-Yves Berthon, fondateur et PDG de Greentech. Tandis que le Dr Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Elevage du Sénégal, présentait sa stratégie pour le continent, nous avons saisi cette occasion pour dialoguer avec un acteur clé de l'innovation verte européenne. Greentech, entreprise française de biotechnologie, se distingue par sa capacité à transformer les micro-organismes, plantes et algues en solutions naturelles destinées aux secteurs agricole, cosmétique et environnemental.

Dans un contexte africain marqué par l'urgence climatique, les enjeux de productivité durable et la sécurité alimentaire, la voie des biotechnologies vertes semble plus pertinente que jamais.

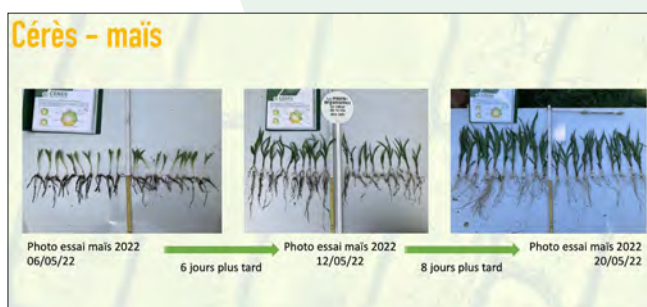
Des solutions concrètes pour une agriculture durable

« Les apports sont nombreux, affirme Jean-Yves Berthon. On peut citer en premier lieu l'usage du biofertilisant et du biocontrôle par les micro-organismes. Ces derniers fertilisent les sols en dégradant la matière organique, relativement abondante dans certains territoires africains. Là où elle est absente, on peut intégrer du compost enrichi. »

Loin des intrants chimiques dont les effets secondaires inquiètent de plus en plus, les solutions de Greentech misent sur des micro-organismes sélectionnés pour stimuler les cultures, améliorer la résilience des sols et combattre les maladies. « Ces micro-organismes sont aussi efficaces pour lutter contre des champignons et bactéries pathogènes, poursuit-il. Ils offrent aussi des alternatives aux méthodes mécaniques traditionnelles, en réduisant le besoin de labour intensif. L'objectif est clair : réduire voire éliminer l'usage d'intrants chimiques pour produire une alimentation plus saine, à la fois pour les populations locales et pour l'export. »

Des transferts technologiques déjà amorcés en Afrique

À la question de savoir si ces technologies sont adaptables



aux contextes locaux africains, le PDG est catégorique : « Oui, bien sûr. Nous avons déjà commencé à collaborer avec certains pays d'Afrique via des distributeurs locaux. C'est très récent, mais grâce à des essais réussis, et à des homologations obtenues, nous avons prouvé que nos produits s'intègrent bien dans les cultures africaines, sans toxicité ni impact négatif sur l'environnement, tout en améliorant les rendements. »

Des freins réglementaires, mais nécessaires

Malgré cet optimisme, Jean-Yves Berthon reconnaît des obstacles à surmonter, notamment sur le plan administratif. « Le principal frein est réglementaire, ce qui est



normal et même rassurant. Chaque pays impose une homologation stricte pour s'assurer que les produits ne sont pas toxiques pour l'homme ou l'environnement. »

Un processus long mais indispensable : « Il ne servirait à rien d'introduire des produits naturels s'ils étaient plus néfastes que les intrants chimiques qu'ils sont censés remplacer. »

Des expérimentations en Afrique de l'Ouest et au Maghreb

Nous avons des premiers résultats prometteurs, explique-t-il. Des essais ont été menés en Guinée, au Cap-Vert et en Côte d'Ivoire sur des cultures comme le manioc ou la patate douce. « Ces essais, réalisés avec des instituts officiels, ont montré des augmentations significatives de rendement, sans ajout d'intrants chimiques. »

L'Afrique Centrale est également concernée : « Des démarches sont en cours, notamment au Cameroun, au Congo..., avec des résultats très encourageants. »

Au Maghreb, Greentech a validé l'efficacité de ses produits en Algérie, au Maroc et en Tunisie. « Sur des sols sableux et dans des conditions climatiques très sèches, nos produits ont montré une belle efficacité. »

Un rôle clé pour le secteur privé dans la transition verte

Le secteur privé a un rôle majeur à jouer, en complémentarité avec le secteur public, insiste Jean-Yves Berthon. « Chez Greentech, nous sommes une entreprise privée, mais nous investissons massivement en recherche et développement, et nous collaborons étroitement avec les instituts publics. »

Ce modèle de co-construction entre science fondamentale et application de terrain constitue, selon lui, une voie d'avenir pour une agriculture africaine à la fois produc-

tive, respectueuse des écosystèmes et génératrice de valeur locale.

« Chacun à son rôle : les acteurs publics travaillent pour l'intérêt général, tandis que le privé accélère l'application concrète, l'innovation de terrain. Nous valorisons les connaissances, nous les mettons en mouvement. »

L'Afrique, carrefour d'innovations agricoles

L'entretien avec Jean-Yves Berthon confirme ce que beaucoup pressentent : l'Afrique est en passe de devenir un laboratoire d'innovation pour l'agriculture durable. Entre souveraineté alimentaire, transition verte et croissance inclusive, le continent dispose des leviers pour transformer ses faiblesses en opportunités.

Les biotechnologies vertes, bien accompagnées, peuvent offrir des réponses concrètes à des défis structurels : épuisement des sols, insécurité alimentaire, chômage rural. Reste à cimenter les liens entre pouvoirs publics, entrepreneurs, chercheurs et agriculteurs. ●

Jean Marie Kenfack



Biographie

Jean-Yves Berthon

Jean-Yves Berthon est un chercheur et entrepreneur français, spécialiste des biotechnologies naturelles. Il est le fondateur et PDG de Greentech, une entreprise pionnière dans le développement d'ingrédients actifs d'origine biologique pour l'agriculture, la cosmétique et l'environnement. Depuis 1992, il œuvre à rapprocher science et nature, en développant des solutions durables à partir de micro-organismes, de plantes et d'algues. Reconnu pour son engagement en faveur de la recherche et de l'innovation verte, il collabore étroitement avec de nombreux instituts scientifiques à travers le monde.

AGROFINANCE

Pourquoi l'Afrique de demain passera par ses petits agriculteurs et ses PME

Pour Michel Fossaert, président d'AgroFinanceAfrica, la révolution agricole africaine ne viendra ni des grandes firmes, ni des promesses d'aide internationale. Elle viendra des campagnes, des coopératives, et des petites entreprises qui transforment les récoltes et les vies. À travers un modèle innovant de financement participatif, il défend une vision précise : donner les clés aux acteurs de terrain pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Kampala. Rencontre avec un militant de la base et de l'avenir.

Qu'est-ce qui vous donne à penser que la solution de la sécurité alimentaire est entre les mains des paysans ?

La sécurité alimentaire en Afrique est un enjeu majeur, souvent évoqué lors de rencontres internationales, notamment à l'Union africaine et au FIDA.

Si je reprends une partie des déclarations du Dr Ibrahim Mayaki, envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires, il met aujourd'hui la priorité sur « la ligne du bas », celle des petits exploitants, qui doivent être au centre des politiques publiques, car ils savent ce que veut dire multisectorialité.

Le Dr Mayaki reconnaît que ces vingt dernières années, le CAADP (Comprehensive African Agriculture Development Programme) a développé le structurel et le fonctionnel en étant trop top-down. Pour lui, on entre dans une deuxième phase, où il faut pratiquer l'ouverture, en mettant en place le bottom-up en complément du top-down.

Nous sommes persuadés que les initiatives prises par AgroFinanceAfrica vont dans cette direction, qui est la seule capable de conduire au succès pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Kampala.

En quoi consistent les initiatives d'AgroFinanceAfrica ?

Nous avons fait le constat que 50 % des PME du secteur

agri et agro-business n'obtiennent pas de prêts. Les raisons sont nombreuses. J'en retiens deux : pas assez de garanties, apport insuffisant.

En deux ans, nous avons mis au point notre modèle économique, nos procédures de traitement de dossiers, et commencé à financer des projets. Nous avons pris la décision de financer en priorité tout ce qui concerne la transformation des produits agricoles. En particulier, nous ciblons ce qui est lié à la sécurité alimentaire : aviculture, pisciculture, céréales, maraîchage. Nous réservons nos financements uniquement aux petites et moyennes entreprises africaines.

Les PME doivent avoir au moins deux bilans et accepter notre procédure de collaboration, qui dure généralement quatre à cinq ans. Pour les exploitants agricoles, l'approche est différente. Ils ont la matière première à transformer. Après des échanges, qui peuvent durer un certain temps, les exploitants volontaires bénéficient de mini-prêts pour accéder au capital de l'unité de transformation de leurs produits. Le groupe de ces volontaires devient d'abord actionnaire minoritaire, puis, quatre ans plus tard, actionnaire majoritaire.

Pour nous, c'est la solution pour dégager un revenu complémentaire pour chaque agriculteur volontaire. Ainsi, il pourra plus facilement s'adapter et faire prospérer son activité.

Pour atteindre nos objectifs, nous nous sommes dotés de nos propres instruments financiers : obligations AFA, titres participatifs AFA, et actions du fonds d'investissement Solipar, géré par AFA.



Partenariat entre agriculteurs

Quelles initiatives concrètes sont en cours ?

Nous déployons nos activités dans une dizaine de pays en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, notamment en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en République démocratique du Congo et au Sénégal.

Notre objectif fondamental reste inchangé : garantir une alimentation de qualité aux populations locales. C'est pourquoi, dans les pays qui nous ont sollicités, nous soutenons activement les initiatives de transformation au sein des chaînes de valeur agricole, en lien direct avec la sécurité alimentaire.

Parmi nos projets emblématiques, nous finançons un programme ambitieux en Côte d'Ivoire, dans la ville de Bouaké. Avec un investissement de deux millions d'euros, nous mettons en place quatre unités de transformation agricole dédiées à la pisciculture, l'aviculture, la riziculture et le maraîchage.

Les travaux ont démarré à l'automne avec nos équipes d'experts et avancent à un rythme soutenu. L'un des défis majeurs est la mise à niveau de 650 exploitations agricoles, un travail considérable qui nécessite une approche structurée.

Nous avons récemment finalisé les études qualitatives et quantitatives, qui nous ont permis d'établir une base de données robuste pour guider nos actions.

L'étape actuelle consiste à combler les lacunes structurelles : nous devons notamment fournir du matériel et des équipements essentiels pour assurer la modernisation des exploitations.

De plus, nous développons des infrastructures complé-

mentaires, comme une éclosérie et une couveuse, afin de garantir un approvisionnement régulier en poussins d'un jour, ou encore une officine vétérinaire, pour assurer la santé du cheptel et améliorer les rendements. Il est crucial de structurer ces éléments en amont avant d'entamer la mise en place effective des unités de transformation.

En termes de financement, nous avons opté pour un modèle hybride associant equity et prêts, avec l'appui des banques ivoiriennes et la garantie apportée par AFA.

L'objectif final, sur une période de cinq ans, est de transférer la propriété des unités de transformation aux exploitants agricoles, qui deviendront progressivement actionnaires grâce à des mécanismes dédiés.

Nous sommes convaincus que ce modèle peut être reproduit dans d'autres collectivités locales en Côte d'Ivoire, mais aussi en République démocratique du Congo, au Cameroun ou au Sénégal, où les besoins et les opportunités sont similaires.

Comment trouvez-vous l'argent

L'un de nos piliers stratégiques est l'appel à l'épargne privée, y compris celle des diasporas, pour renforcer nos capacités de financement. Vous le savez, capter l'argent des épargnants, cela ne se fait pas en un jour. Mais nous sommes convaincus que notre modèle de collecte est performant : il se distingue par sa diversité, sa richesse et sa souplesse. Il est résolument moderne, notamment grâce au financement participatif.

Notre fonds Solipar nous introduit dans la cour des professionnels, et la collaboration avec les banques locales représente un atout précieux en termes de réseau.

AgroFinanceAfrica est disruptif et créatif. C'est cette créativité, fondée sur une analyse très réaliste de ce qui fait bouger l'individu, qui porte toute notre philosophie d'action. Quelques mots ou phrases choc pour résumer notre état d'esprit ? Avec rien, on ne fait rien. Avec trois fois rien, on fait beaucoup. Pour moi, cela résume bien notre approche : reconnaître que l'argent ne fait pas tout. Une autre ? Aide-toi, le ciel t'aidera. L'argent magique n'existe pas.

Je crois à l'implication personnelle, comme celle de prendre un prêt pour entrer au capital d'une unité de transformation. À partir d'une telle démarche, le "Ciel AFA" aidera.

Vous avez lancé le mouvement "Obligations économiques". C'est quoi, exactement ?

La Fédération des associations Obligations économiques (AOE) regroupe plus de 500 militants et jeunes diplômés des filières agro et agri, répartis dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

L'engagement de ces jeunes diplômés en faveur du développement de l'agriculture et de l'agrobusiness doit aussi contribuer à atteindre les objectifs définis dans la Déclaration de Kampala.

Je reprends ici les mots de Tony Elumelu, qui insiste sur un point fondamental :

« Je suis convaincu que la transformation de l'Afrique ne passera pas par l'aide, mais par l'autonomisation de la prochaine génération d'entrepreneurs africains, en leur fournissant les outils, le financement, la formation et les réseaux nécessaires pour créer des entreprises durables, créatrices d'emplois et génératrices de croissance économique. »

C'est exactement la position de la Fédération des AOE.

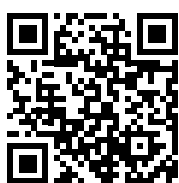
Cette vision s'applique pleinement aux jeunes AOE actifs dans les secteurs des exploitations agricoles, de la transformation des produits, mais aussi dans la distribution et le commerce international. Le travail qu'ils accomplissent dans leurs groupes-projets est tout simplement fantastique.

AgroFinanceAfrica leur apporte un soutien enthousiaste — et cet enthousiasme, nous voulons le partager avec un large public de sympathisants, de tous horizons, qui sera bluffé par leurs réalisations.

L'avenir de l'agriculture africaine est aussi entre leurs mains. ●

Propos recueillis par Jean Marie Kenfack

Partez à la rencontre de leurs présidents des AOE et de leurs équipes en visitant le site : www.obligationseconomiques.org



Biographie

Michel Fossaert

Michel Fossaert est un professionnel de la communication et un acteur impliqué dans le développement des très petites et moyennes entreprises, en France comme en Afrique. Il intervient depuis plus de 35 ans dans des structures associatives, économiques et institutionnelles. Dans les années 1990, il se distingue comme un relais entre les institutions publiques et les entrepreneurs locaux, notamment dans les Hauts-de-Seine. Il est aujourd'hui président d'honneur de la Fédération des TPE des Hauts-de-Seine et délégué national auprès des correspondants TPE de la Banque de France.

En 2023, il crée Agro Finance Africa, une entreprise installée à Paris, qui accompagne les PME africaines du secteur agroalimentaire. L'objectif est de favoriser la transformation locale des produits agricoles, dans un secteur encore peu structuré et faiblement financé. AFA propose des solutions adaptées à la réalité des PME, avec une attention portée à l'impact économique et social. Cette initiative prolonge son engagement en faveur d'un entrepreneuriat ancré dans les besoins des territoires.

Parallèlement, Michel Fossaert dirige Bank of Products, une société spécialisée dans le développement de logiciels pour petites entreprises. Il est également membre du conseil d'administration de WUSME, une organisation internationale de représentation des PME. Son parcours reflète une volonté constante de soutenir les entrepreneurs dans des contextes locaux, tout en participant aux débats économiques à l'échelle mondiale.

CONVENTION DE LA FÉDÉRATION AOE

3 JUIN 2025

DE 10H à 17H

Lieu : Mairie du 16 arrondissement

Adresse : 71 Av Henri Martin 75016 - Paris



**Accompagner tous les projets
Agricoles et Agroalimentaires**

INSCRIPTIONS EN PRÉSENTIEL OU EN LIGNE



CONTACT

federation@obligationseconomiques.org

www.obligationseconomiques.org



AGROFINANCE

Concilier eau et agriculture en contexte de stress hydrique : d'une gestion en silos vers une gestion systémique

Dans le contexte des défis hydriques majeurs auxquels le Maroc est confronté, nous avons publié, sous la direction des Professeurs Abdelghani Chehbouni, Lhoussaine Bouchaou, Salwa Belaqqiz et Driss Dhiba, un article scientifique intitulé : « Utilisation de la dynamique des systèmes pour éclairer la planification de scénarios : Application au bassin de Souss-Massa, au Maroc », dans le "Journal of Urban Management" (Q1, CiteScore : 9.5, IF = 3.9).

**Ayoub Guemouria**

Assistant de recherche à l'IWRI (UM6P, Benguerir), Ingénieur d'État en génie minéral, titulaire de diplômes en économie et en droit

Cette étude, réalisée au sein de l'Institut International de Recherche en Eau (IWRI) de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) à Benguerir, s'inscrit dans une approche systémique visant à analyser les dynamiques complexes des ressources en eau et à proposer des stratégies de gestion durables adaptées aux enjeux hydriques de la région. L'étude s'appuie sur l'application de l'approche de la dynamique des systèmes pour approfondir la compréhension des interactions entre l'offre et la demande en eau et modéliser la dynamique des ressources en eau dans la région de Souss-Massa. En combinant des facteurs hydrologiques et socio-économiques, le modèle dynamique couvre une période de simulation jusqu'à 2050 afin d'évaluer la durabilité future des ressources en eau dans la région de Souss-Massa. Plus précisément, le cadre conceptuel de la dynamique des systèmes a été utilisé pour examiner qualitativement et quantitativement les interactions non linéaires entre la demande future en eau, l'approvisionnement futur en eau et les pratiques de gestion associées, à travers divers scénarios prospectifs. Cette approche permet non seulement de mieux appréhender les rétroactions complexes inhérentes au système, mais aussi de proposer des stratégies de gestion intégrées

et adaptées aux enjeux de durabilité hydrique, dans un contexte de pressions climatiques et démographiques croissantes.

Cadre théorique et méthodologique

Dans une région où la demande en eau est exacerbée par une croissance démographique soutenue et une agriculture intensive (notamment pour l'exportation de fruits et légumes), les défis liés aux variations climatiques (baisse des précipitations et prolongation des épisodes de sécheresse) imposent de repenser les politiques de gestion des ressources en eau. L'approche de la dynamique des systèmes permet ainsi de modéliser de façon systémique les interactions dynamiques et non linéaires entre l'offre (ressources en eau de surface, souterraine et non conventionnelle) et la demande (domestique, agricole, industrielle et touristique). Elle consiste à représenter les stocks d'eau et les flux qui les alimentent ou les épuisent, tout en intégrant des mécanismes de rétroaction qui illustrent l'influence des politiques de gestion et des facteurs externes. Le modèle dynamique développé intègre des paramètres clés, tels que l'approvisionnement en eau de surface, les volumes d'eau dessalée et recyclée, les superficies irriguées et la croissance démographique, dont l'analyse de sensibilité met en évidence l'impact déterminant sur la performance du modèle. L'architecture du modèle repose sur une

Source : Ayoub G.



série de boucles de rétroaction positive et négative qui traduisent qualitativement et quantitativement les interactions complexes entre les composantes hydrologiques et socio-économiques.

Projections et scénarios envisagés

Dans le scénario de référence dit « Business-As-Usual » (BAU), le modèle dynamique prédit une dégradation progressive du bilan hydrique, avec un épuisement marqué des nappes phréatiques et un indice de durabilité fréquemment inférieur au seuil critique. La simulation, qui s'étend jusqu'en 2050, révèle que la situation se détériore de telle sorte que, dès l'année 2027, l'offre en eau peine à répondre aux besoins croissants, signalant ainsi une trajectoire insoutenable. Pour pallier ce constat alarmant, l'étude propose l'évaluation de sept scénarios alternatifs (Scénarios « et si ») intégrant diverses mesures correctives, parmi lesquelles :

- **Amélioration de l'efficacité de l'irrigation :** Des simulations envisagent des gains de 10 % à 20 % dans l'utilisation de l'eau en agriculture. Bien que l'amélioration de 20 % permette de réduire significativement le déficit des nappes phréatiques, elle demeure difficile à atteindre en raison des contraintes techniques et financières.
- **Augmentation des ressources non conventionnelles :** La simulation d'un doublement des volumes d'eau recyclée et dessalée montre qu'une telle mesure peut contribuer à une recharge des nappes phréatiques, à condition qu'elle soit combinée avec des gains en efficacité de l'irrigation.

- **Gestion des superficies irriguées :** Le scénario 7, qui combine une amélioration de 10 % de l'efficacité de l'irrigation, un doublement des ressources non conventionnelles et une réduction de 15 % des superficies irriguées, se distingue par un compromis optimal entre économies d'eau et viabilité socio-économique. Ce scénario apparaît comme le plus réaliste, en offrant une recharge des nappes et en atténuant les pressions sur les ressources.

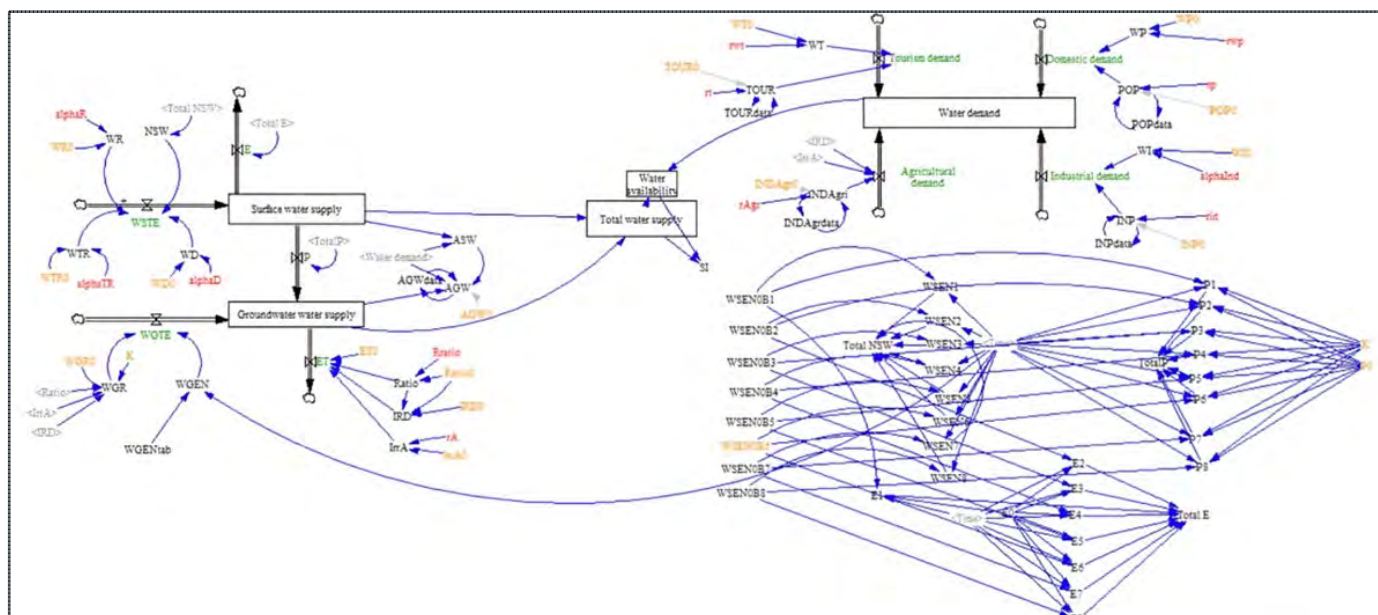
Les simulations mettent également en exergue l'importance des interactions entre l'évolution de la demande en eau et la variabilité naturelle des ressources hydriques, soulignant que des interventions isolées (en silos), telles que la seule amélioration de l'efficacité de l'irrigation ou la seule augmentation des volumes d'eau de dessalement, ne sauraient à elles seules garantir la durabilité. Au contraire, une approche holistique et intégrée, couplant plusieurs aspects simultanément, apparaît comme essentielle pour atténuer le rabattement des nappes et maintenir un indice de durabilité au-dessus du seuil critique.

Implications et recommandations pour une bonne gouvernance des ressources en eau dans la région de Souss-Massa

Les résultats de l'étude suggèrent que les politiques actuelles de gestion des ressources en eau dans la région de Souss-Massa sont insuffisantes face aux pressions combinées de la croissance démographique, des mutations socio-économiques et des effets du changement climatique. Ainsi, il est impératif de mettre en place des stratégies holistiques et flexibles qui intègrent :

- Une collecte et une actualisation rigoureuses des données hydrologiques et socio-économiques, afin d'ajuster continuellement le modèle dynamique et de réduire les incertitudes dans les projections.
- Le couplage de la modélisation de la dynamique des systèmes avec des techniques d'optimisation et l'intégration de données en temps réel pour améliorer la précision des prévisions.
- La promotion de mesures intégrées combinant l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation, le développement des stations de dessalement et de réutilisation des eaux, ainsi qu'une gestion raisonnée des superficies irriguées.

Enfin, l'étude met en lumière la flexibilité du modèle dynamique développé. Bien qu'il soit spécifique à la région de Souss-Massa, l'approche proposée offre un cadre opéra-



tionnel et flexible pouvant être adapté à d'autres régions confrontées à des défis similaires, ce qui constitue une contribution précieuse tant pour les décideurs régionaux que pour la littérature scientifique.

Conclusion

L'application de la dynamique des systèmes à la gestion intégrée des ressources en eau de la région de Souss-Massa démontre clairement l'efficacité de cette approche pour saisir qualitativement et quantitativement les interactions complexes entre offre et demande d'eau. Les projections effectuées jusqu'en 2050, sous le scénario BAU, révèlent une trajectoire alarmante avec un épuisement significatif des nappes phréatiques. Les scénarios alternatifs (Scénarios « et si »), en particulier le scénario 7, indiquent qu'une stratégie intégrée, associant une amélioration modérée de l'efficacité de l'irrigation, le développement des ressources non conventionnelles et une rationalisation des superficies irriguées, peut constituer une solution viable pour assurer une gestion durable de l'eau. Face aux défis posés par le changement climatique et l'évolution des pressions socio-économiques, l'adoption de stratégies holistiques s'impose comme indispensable pour garantir la sécurité hydrique et promouvoir un développement régional durable.

La gestion de l'eau peut être comparée à la gestion d'un compte bancaire : si les passifs (demandes en eau agricoles, industriels et domestiques) dépassent les actifs (ressources en eau conventionnelles et non-conventionnelles), le solde (réserves en eau) s'épuise rapidement, menant à un découvert critique. À l'image d'un épargnant imprudent, une

mauvaise gestion hydrique conduit inévitablement à des pénuries. Or, contrairement à une banque, la nature ne propose ni crédit illimité ni prêt à taux réduit. D'où l'importance d'une planification rigoureuse et d'une utilisation rationnelle des ressources, sous peine de voir notre « compte hydrique » tomber en faillite écologique ! ●

Ayoub Guemouria

RÉFÉRENCE

Ayoub Guemouria, Abdelghani Chehbouni, Salwa Belaziz, Driss Dhiba & Lhoussaine Bouchaou (2025). Using system dynamics to inform scenario planning: Application to the Souss-Massa basin, Morocco. *Journal of Urban Management*.

ISSN 2226-5856,
<https://doi.org/10.1016/j.jum.2025.01.012>



ACCOMPAGNEMENT

Un fonds innovant pour financer la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest

Dans un contexte de tensions alimentaires et de sous-investissement dans l'agriculture, l'UEMOA envisage la mise en place d'un instrument financier ciblant les PME et ETI du secteur agricole, de l'élevage et de l'agro-industrie. Ce fonds, structuré pour attirer à la fois des capitaux publics et privés, a pour objectif de répondre aux besoins de financement du secteur et de renforcer les chaînes de valeur agricoles dans la région.

Contexte et nécessité de l'outils

Compte tenu des pénuries et des tensions inflationnistes provoquées par la crise du COVID puis la guerre en Ukraine, les enjeux de souveraineté et d'auto-suffisance alimentaires ont redoublé d'acuité, notamment en Afrique, un continent déjà confronté à une forte pression démographique et aux effets du changement climatique.

Dans ce contexte global, vingt ans après l'adoption de sa première politique agricole régionale, l'UEMOA a dressé en octobre 2023 un bilan selon lequel la région est loin d'avoir atteint les objectifs initiaux de sécurité alimentaire. En 2022, les données officielles indiquent que plus de 12,5 millions de personnes étaient encore confrontées à l'insécurité alimentaire. La productivité agricole régionale est en chute libre, ayant régressé de plus de 20% en raison de divers facteurs, dont évidemment les chocs climatiques mais aussi la faible mobilisation des ressources financières au bénéfice du secteur et un déficit de technicité important.

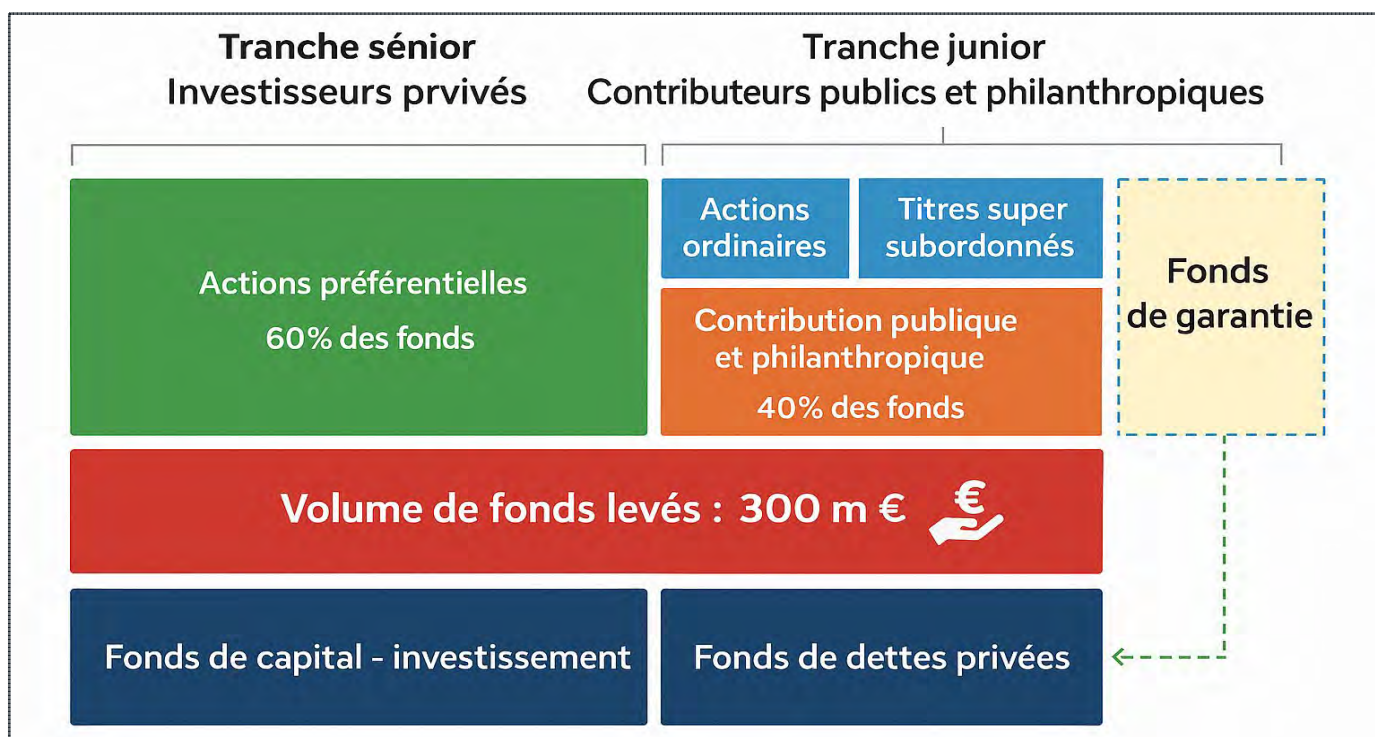
En effet, malgré l'importance de l'agriculture et de l'élevage, qui représentent près de 26 % du PIB régional, génèrent près de 60 % des revenus d'exportation et occupent en moyenne 50 % de la population de l'Union, les investissements gouvernementaux dans ce secteur ne se situent en moyenne qu'autour de 5% des dépenses publiques. Dans ce contexte, l'UEMOA entend engager

une réorientation stratégique majeure, incluant une diversification des sources de financement et une plus grande implication du secteur privé, dans le cadre d'une approche intégrée des chaînes de valeur agricoles.

L'institution régionale fait en effet le constat que l'offre de crédits est largement inadaptée : la maturité des prêts bancaires est trop courte pour financer les investissements et les taux d'intérêt sont souvent trop élevés au regard de la rentabilité généralement différée des investissements. Quant aux institutions de développement dédiées au secteur privé, leur gestion de risques entre en conflit avec les objectifs d'impacts.

Dès lors, au regard notamment des défis de structuration des filières et des risques climatiques, quelles solutions pour pallier l'inadéquation entre l'offre et la demande de financement dans le secteur privé agricole, agro-industriel et de l'élevage ? Comment attirer plus de capitaux vers un secteur perçu comme trop risqué et où les retours peuvent être trop longs par rapport aux exigences du marché ?

À travers l'étude réalisée à la demande de l'UEMOA par la FERDI, la chaire de politiques de modernisation agricole en Afrique propose un véhicule de financement apportant une solution concrète à travers un véhicule, qui se veut non seulement novateur par sa structuration mais aussi impactant par les objectifs poursuivis. En ce sens, le fonds devra répondre à des objectifs financiers mais aussi extra-financiers.



Structure du véhicule de financement et ses caractéristiques

La création de ce fonds, exclusivement dédié aux entrepreneurs agricoles, est motivée par la volonté de leur faciliter l'accès au financement privé. Ce véhicule de financement devrait permettre de surmonter une grande partie des obstacles cités précédemment.

En termes de ressources, l'instrument mobilisera des investisseurs privés comme des fonds publics et philanthropiques. Les premiers seront positionnés sur des tranches seniors (moins risquées) tandis que les seconds seront positionnés sur les tranches juniors (plus risquées) et contribueront à la constitution d'un fonds de garantie.

Ce mode de structuration doit permettre de réduire les risques et limiter les freins à l'investissement pour les parties privées. Autrement dit, les ressources juniors doivent générer un effet de levier sur la levée de fonds privés tout en permettant davantage d'impacts sociaux et environnementaux. La réduction du niveau de risque pour les investisseurs privés permettra aux entreprises éligibles d'accéder à des financements plus importants mais aussi mieux adaptés à leurs capacités.

Pour couvrir l'ensemble des besoins des entrepreneurs, le fonds sera structuré en deux grands compartiments :

- un premier compartiment, dédié à la dette privée
- un deuxième compartiment, dédié au capital investissement avec deux sous compartiments. Un de capital-risque et un de capital développement afin de mieux répondre aux besoins des différentes typologies d'entreprises.

Les cibles d'investissement

Les entreprises ciblées par le fonds sont principalement des PME et des ETI opérant dans les secteurs suivants :

- L'agriculture privée : agriculteurs, fournisseurs de semences et d'engrais, fabricants de machines agricoles et de matériel d'irrigation, etc...
- L'élevage : éleveurs, abattoirs, fournisseurs d'alimentation animale, etc...
- L'agro-industrie : transformateurs (dont laiteries), négociants, transporteurs, distributeurs, etc. ...

Nos premières enquêtes de terrain ont mis en avant un besoin moyen par projet d'environ 3,5 millions d'euros pour les tailles d'entreprises ciblées. L'objectif de levée de fonds a par conséquent été fixé à 300 millions d'euros, ce qui permettra de soutenir une centaine d'entreprises agri-

coles de l'UEMOA. Nous prévoyons ainsi au cours des 5 premières années d'existence du fonds de mener à bien 85 transactions dans les 8 pays que compte l'UEMOA.

Résultats attendus

A) Les résultats financiers

La structuration du fonds telle que décrite précédemment, permettra de délivrer aux investisseurs privés des retours financiers proches de ceux du marché. Une équipe de gestionnaires de fonds spécialisée et expérimentée dans

	Capital-investissement	Dette
Investisseurs Séniors		
TRI (%)	24,7%	10,2%
Multiple	x6,7	x1,7
Investisseurs Juniors		
TRI (%)	5%	5%
Multiple	x1,5	x1,31

les domaines de l'agriculture et de l'élevage, gèrera le fonds et aura la charge de sélectionner les projets :

A) Les résultats financiers

À terme, la mise en place du fonds devrait permettre un large impact positif sur l'ensemble du secteur de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie :

- Structurer les chaînes de valeur du secteur : les financements accordés permettront de développer les services agricoles et les maillons actuellement manquants dans les chaînes de valeur. La complétude des chaînes de valeur permettra non seulement de créer plus d'emplois mais aussi d'améliorer la salubrité globale des aliments et de réduire les pertes post-récoltes dues notamment à l'obsolescence/absence des moyens de conditionnement et de transport adaptés.
- Créer des emplois plus rémunérateurs et respectueux des normes sociales : soutenir les entreprises agro-industrielles favorisera la production et l'essor d'une gamme plus large de produits à forte valeur ajoutée. En contraste avec les circuits existants qui se concentrent sur l'exportation de produits bruts peu

rémunérateurs, cette initiative réduira la vulnérabilité des producteurs face à la volatilité des marchés. Les produits à valeur ajoutée génèrent des marges plus importantes et nécessitent des exploitants et employés qualifiés, ce qui entraînera davantage de valeur ajoutée et un meilleur niveau de rémunération, tout en veillant au respect des normes sociales.

- Améliorer les rendements agricoles pour répondre à la demande des marchés domestiques, mais aussi contribuer à la préservation des ressources naturelles et, en premier lieu le climat : la modernisation des pratiques agricoles rendue possible grâce aux investissements réalisés dans le secteur agricole privé entraînera une amélioration des rendements agricoles ainsi que l'optimisation des ressources à long terme. Cette évolution permettra dans le même temps de limiter la dégradation des sols, des forêts, des ressources en eau, et du climat. ●

Jean-Marc Gravellini



Biographie

Jean-Marc Gravellini

Jean-Marc Gravellini, après 35 ans passés à l'Agence Française de Développement (AFD) où il a terminé sa carrière en 2015 comme Directeur Exécutif des Opérations, a occupé de 2015 à 2017 le poste de Vice-Président Afrique de la Compagnie Fruitière. De janvier 2018 à février 2020, il a dirigé l'Unité de coordination de l'Alliance Sahel. Depuis mars 2020, il a créé une société de conseil pour les entreprises privées, les collectivités locales et les organismes publics.

Il est actuellement Secrétaire Général de l'Association d'entreprises françaises impliquées dans l'agriculture et l'élevage en Afrique, Senior Fellow à la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI) et chercheur associé à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts du Cameroun : une dynamique de transformation au service du monde rural

Alors que le monde rural camerounais se transforme à grande vitesse, la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF) s'affirme comme un acteur clé de cette dynamique. En moins de quatre ans, l'institution a lancé des réformes structurelles d'envergure, renforcé ses capacités d'action sur le terrain, et posé les bases d'une nouvelle vision pour l'agriculture, la formation professionnelle, l'agro-industrie et la coopération. Ce travail n'aurait pu aboutir sans l'accord et l'accompagnement du président de la CAPEF, Martin Paul Mindjos Momeny, ainsi que la disponibilité du directeur de l'EPAB et de l'ITAB. Gilbert Ngomou

Bilan et modernisation des infrastructures agricoles

En février 2021, Martin Paul Mindjos Momeny prend la tête de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF) et lance, avec la Commission technique de réhabilitation, un diagnostic de l'institution. Celui-ci révèle plusieurs défis : un cadre organique dépassé, un effectif réduit et peu qualifié, des conditions de travail difficiles, et une gouvernance à renforcer.

Pour redresser la situation, un plan d'urgence et de relance est rapidement élaboré. Articulé autour de quatre axes stratégiques, il vise à rétablir un environnement de travail fonctionnel, restaurer la crédibilité de la CAPEF auprès de ses ressortissants et partenaires, renforcer la gestion des politiques publiques agricoles, et consolider le patrimoine et les ressources de l'institution. Deux ans plus tard, ce plan affiche un taux de réalisation de 67,86 %, une performance qui témoigne d'un redémarrage significatif.

Sous l'impulsion de son président, la CAPEF a multiplié les actions en faveur de ses ressortissants. Entre 2021 et 2024, 22 058 personnes et organisations paysannes ont été formées à travers le territoire, tandis que 3 299 ont béné-



Le Président de la CAPEF, Martin Paul Mindjos Momeny

ficié d'un accompagnement ciblé. La participation accrue aux événements nationaux et internationaux — Journée mondiale de la femme rurale, salons Promote, SAGO, SIALY, SIAP à Paris, MACFRUT en Italie, foires d'Alger — a permis de renforcer la visibilité des productions locales.

La Chambre a également fourni des équipements, des intrants agricoles, et des appuis financiers à de nombreux porteurs de projets. En matière foncière, près de 50 000

hectares ont été sécurisés pour soutenir les initiatives agricoles et pastorales.

Un partenariat structurant a été établi avec le Port autonome de Douala pour lancer un programme national de création de quais de pêche et d'entrepôts. La première infrastructure, prévue initialement à Limbé, a été relocalisée à Tiko pour des raisons techniques. À travers ce projet, la CAPEF entend améliorer la conservation des produits, préserver leur qualité, stimuler la production et créer de l'emploi, tout en favorisant les activités liées au tourisme agroalimentaire.

Dans le secteur porcin, le programme PROPORC, lancé il y a un peu plus de deux ans, mise sur des partenariats avec des acteurs techniques de renom comme Big Dutchman, I-TEK, AXIOM ou VITALAC. Grâce à des conventions signées avec plusieurs mairies, les acteurs de la filière ont été sensibilisés aux opportunités économiques et un fichier dédié a été constitué. Une cinquantaine de projets ont été maturés, et des complexes porcins modernes sont en construction à Melong, avec des implantations prévues à Nkolafamba et Mbankim.

Pour accompagner cette dynamique, des mécanismes de financement sont à l'étude. Martin Paul Mindjos Momeny défend une approche intégrée, mobilisant l'ensemble de la chaîne de valeur : fermiers, provendiers, producteurs de céréales, transformateurs et transporteurs. Son ambition : bâtir un écosystème agroalimentaire compétitif, inclusif et durable.

Formation, innovation et insertion professionnelle des jeunes

L'École Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB) s'est imposée comme une référence en matière de formation agricole appliquée au Cameroun. Elle propose des cursus de courte durée, axés sur les compétences pratiques, qui facilitent l'insertion rapide des jeunes dans le secteur agrosylvopastoral. La création de l'Institut des Technologies Agricoles de Binguela (ITAB) est venue compléter cette offre éducative en élargissant le spectre des compétences à travers des cursus plus longs, débouchant sur des diplômes universitaires.

L'EPAB et l'ITAB forment un ensemble cohérent et complémentaire, adapté aux enjeux contemporains du développement agricole, tant au Cameroun que dans la sous-région. Tandis que l'EPAB forme des techniciens opérationnels directement employables, l'ITAB prépare des profils d'experts aptes à concevoir et piloter des projets à plus grande échelle. L'articulation entre ces deux niveaux de formation vise à doter les futurs professionnels d'une double compétence : technique et managériale.

Cette complémentarité se concrétise par des passerelles académiques permettant aux diplômés de l'EPAB de poursuivre leur parcours à l'ITAB. Les deux établissements partagent également des infrastructures modernes (laboratoires, exploitations expérimentales, plateformes technologiques) qui favorisent l'apprentissage pratique et la recherche appliquée. Au-delà de la formation, une ●●●

Accord avec l'Université de Douala, Tutelle académique de l'Institut des Technologies Agricoles de Binguela (ITAB)



Réception des boursiers dans le cadre de la convention entre EPAB et l'Institut Fédéral de Maranhão (IFMA) au Brésil



Échange entre le Directeur de l'EPAB et Clare Hart en vue d'une collaboration avec la Ville de Montpellier



Signature de Convention avec l' Université Fédérale de Paraíba (UFPB) du Brésil pour le développement de l'EPAB/ITAB



Visite de la délégation conjointe de la CAPEF et du ministère britannique des Affaires et du Commerce à l'EPAB

●●● attention particulière est portée à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat, notamment à travers des partenariats avec des entreprises, des incubateurs et des institutions publiques.

Ce modèle intégré ambitionne de structurer un pôle d'excellence en formation agricole, apte à répondre aux besoins des filières agro-industrielles et à préparer une nouvelle génération d'acteurs capables de transformer durablement le secteur.

Dans cette même logique, un projet de plateforme technique est en cours à l'École Pratique d'Agriculture et d'Halieutique de Moundé (EPAHM), avec un investissement de 500 millions de FCFA. Porté en partenariat avec le groupe Manison, basé à Douala, le projet entre dans sa phase opérationnelle. Une première visite de terrain, organisée en février 2025, a validé la pertinence du site. Une réunion technique a suivi pour discuter des priorités d'investissement, du modèle économique, des retombées locales et de la stratégie de formation. Une nouvelle visite est prévue pour finaliser les étapes à venir. Le projet suscite un fort intérêt de la part de partenaires désireux de s'engager dans la construction et le développement de cette future plateforme de référence.

Accès au financement et développement de l'agro-industrie

L'accès au financement demeure l'un des principaux freins au développement du secteur agricole au Cameroun. Bien que les investissements soient reconnus pour leur effet levier sur la croissance économique et l'essor des filières agropastorales, les producteurs se heurtent encore à la frilosité des banques. Les garanties exigées sont souvent difficiles à réunir, et les rares crédits agricoles accordés s'accompagnent généralement de taux d'intérêt dissuasifs.

Pour pallier ces difficultés, la CAPEF a mis en place plusieurs mécanismes destinés à faciliter l'accès au financement pour ses ressortissants. Parmi eux, le Projet du Dispositif de Financement des Ressortissants de la Chambre (PRODIFIR) vise à structurer un cadre adapté au crédit et au microcrédit remboursable. Il comprend aussi des actions de renforcement des capacités sur la gestion financière, la demande de crédit, et la création d'organisations de financement au sein même des communautés agricoles.

Un second dispositif cible la création d'« entreprises championnes », en accompagnant des porteurs de projets à travers des phases de structuration, de formation, de coaching et de mentorat. Ces efforts ont permis d'appuyer

plusieurs initiatives, telles que Eastern Tobacco à Bertoua (tabac), la coopérative de production d'oignons de Dakar à Maroua, Tima Industry à Ntui (patate douce), Socaspiscam à Essé (manioc), ALTP à Ntui (avocats) ou encore EIC à Santa (pommes de terre).

La CAPEF a également signé une convention avec le Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC), considéré comme un acteur central du financement dans ces secteurs stratégiques. Ce partenariat permet un suivi étroit des projets financés et garantit un accompagnement tout au long de leur mise en œuvre.

Enfin, d'autres leviers publics sont mobilisés en complément. Des projets portés par la structure ou ses ressortissants sont régulièrement maturés puis transmis aux ministères sectoriels compétents, tels que le MINEPAT, le MINFOF ou le MINEPIA, pour intégration dans les guichets de financement de l'État. Cette articulation entre appui consulaire, partenariats stratégiques et dispositifs publics vise à lever les obstacles structurels qui freinent encore l'investissement agricole au Cameroun.

Coopération et développement durable

Dans une optique de renforcement de la coopération et de modernisation du secteur rural, l'organisation s'appuie sur une stratégie d'ouverture à la fois bilatérale et multilatérale. Cette démarche vise à s'inspirer des meilleures pratiques, à faciliter le transfert de technologies, et à mobiliser des financements dans les domaines de compétence de l'institution.

Plusieurs conventions et protocoles d'accord ont été signés, notamment avec la Chambre d'Agriculture d'Algérie et celle de Bordeaux. En matière de partenariats techniques et professionnels, la CAPEF collabore également avec des structures internationales telles qu'AGRICO BV, Holland Flowering Plants, Hendrix-Genetics BV, De Grote Kroeze, Dutch Organic Baking School, Royal Duyvis Wiener BV, Dinnissen ou encore ING Bank. Des missions de benchmarking à l'étranger et l'accueil de délégations internationales au Cameroun viennent enrichir ce réseau de coopération.

L'action de la Chambre s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques définies par l'État, notamment à travers la Vision 2035 qui ambitionne de faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité. Cette vision a d'abord été portée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) de 2010 à 2019, puis relayée par la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Cette



Le Président de la CAPEF, avec des exposants, lors du SIA à Paris

dernière repose sur quatre piliers : la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain, la promotion de l'emploi et la bonne gouvernance.

Pour le secteur rural, ces objectifs se déclinent dans plusieurs documents de référence, notamment le Plan national d'investissement agricole (PNIA) et le Plan de soutien à la production et à la transformation des produits de grande consommation. Ces cadres servent de boussoles à la CAPEF pour orienter ses actions sur le terrain : formation, accompagnement, sécurisation foncière, distribution d'intrants, appui financier et mise en place d'infrastructures.

La dynamique actuelle est également portée par le Plan intégré d'import substitution agro-pastorale et halieutique 2024-2026, qui vise à réduire le déficit commercial en privilégiant la production locale. Elle s'inscrit dans une volonté plus large de transition vers une économie verte, dans laquelle le Cameroun, souvent qualifié de grenier de l'Afrique centrale, a un rôle stratégique à jouer.

La chambre d'agriculture a ainsi lancé le Projet consulaire de développement de l'horticulture, avec pour ambition de structurer un secteur privé agricole performant et durable. Ce projet s'est traduit par des formations, de l'accompagnement technique et la mise à disposition de matériel spécialisé, tels que des propagateurs, des ombrières en matériaux définitifs, des systèmes de conditionnement thermique et des kits de production de semences.

L'institution s'engage également sur le terrain environnemental, comme en témoigne l'obtention d'une subvention de la GIZ pour sensibiliser les producteurs de cacao à la nouvelle réglementation européenne inter-

disant la déforestation. Des actions d'accompagnement sont aussi menées pour favoriser l'exploitation durable des forêts communautaires, notamment à travers des pratiques d'agroforesterie.

Vision pour l'avenir de l'agriculture au Cameroun

La vision portée pour l'avenir de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de la forêt au Cameroun s'inscrit dans le cadre défini par la Stratégie nationale de développement (SND30) et les principaux documents stratégiques du gouvernement. Elle repose sur plusieurs axes majeurs : la modernisation des systèmes de production, le renforcement de la compétitivité, la valorisation des filières sur les marchés extérieurs, l'amélioration de l'accès au foncier, aux équipements et aux infrastructures, ainsi que le développement des plantations forestières et la structuration des acteurs.

Dans cette dynamique, la CAPEF poursuit la mise en œuvre de son plan d'urgence et de relance engagé depuis 2021. Son évaluation intermédiaire en 2024 fait état d'un taux de réalisation de 67,86 %, confirmant une trajectoire de progrès significative. L'objectif est désormais d'atteindre l'exécution complète des actions prévues, en consolidant la place de la chambre comme acteur central du développement rural.

Parmi les priorités pour les années à venir figurent l'élargissement du portefeuille des ressortissants, l'intensification des campagnes de sensibilisation sur le terrain, le renforcement du dispositif de création d'entreprises championnes, ainsi que l'accélération des procédures de sécurisation du patrimoine foncier. La construction de quais de pêche et la mise en service effective des entrepôts de stockage dans les ports constituent également des chantiers stratégiques en cours.

Un accent particulier sera mis sur les Écoles Pratiques d'Agriculture, afin d'en exploiter pleinement le potentiel en matière de formation, d'expérimentation et de diffusion de bonnes pratiques. Ces établissements joueront un rôle clé dans la promotion des investissements agro-industriels, dans le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine, ainsi que dans l'implantation d'unités opérationnelles dans une trentaine de départements à travers le pays.

L'ambition est claire : bâtir une agriculture moderne, inclusive et compétitive, capable de répondre aux besoins alimentaires, économiques et environnementaux du Cameroun de demain. ●

Habib Tizi

PLAIDOYER

Porter la voix de la Francophonie et de l'Afrique pour une justice climatique mondiale

Dans la ville de Marseille, en marge du sommet Climate Chance Europe-Afrique 2025, Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, s'est imposé comme une voix forte pour une transition climatique équitable. Défenseur d'une coopération renouvelée, il appelle à repenser les modèles de financement et à reconnaître le rôle stratégique des diasporas et des collectivités. Portrait d'un homme d'engagement !

© MEAE_Sinbad Bonfanti



Thani Mohamed-Soilihi

Ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Une présence politique assumée dans un espace multilatéral

Invité à intervenir lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet Climate Chance Europe-Afrique, le 31 mars, Thani Mohamed-Soilihi n'a pas simplement représenté la diplomatie française. Il a surtout incarné un discours francophone, soucieux d'écouter et d'impliquer les territoires ultramarins et le continent africain dans les débats internationaux sur le climat.

Originaire de Mayotte, territoire touché de plein fouet aux effets du réchauffement, il a rappelé les conséquences concrètes du dérèglement climatique, tout juste après le passage du cyclone Chido sur son île natale. En s'adressant à un public composé d'élus, d'ONG, de chercheurs, et d'acteurs économiques venus de plus de 40 pays, il a ouvert la voie à une réflexion élargie sur la place de l'Afrique dans les négociations climatiques.

Avec son ton direct, teinté d'humour – « Vive l'OM ! » a-t-il lancé, en clin d'œil à la ville hôte – le ministre a trouvé les

mots pour fédérer. Mais derrière la convivialité, le message est clair : les transitions ne seront justes que si elles sont partagées, construites à égalité entre les continents. Il ne s'agit pas de convaincre, mais d'agir ensemble, et autrement.

Contre les soupçons d'agendas cachés et pour une coopération d'égal à égal

Dans un entretien accordé au magazine AfriVe, Thani Mohamed-Soilihi a été interrogé sur les critiques émises, notamment sur le continent africain, à l'encontre des grandes conférences internationales sur le climat. Certaines voix soupçonnent en effet ces forums de dissimuler des objectifs non avoués, voire de freiner le développement industriel et endogène de l'Afrique.

La réponse du ministre est sans ambiguïté : « Cette manière de voir les choses, je ne la partage pas. » Il refuse toute vision condescendante de la coopération et insiste sur la volonté de la France d'adopter une posture de respect et d'écoute. À ses yeux, ces rencontres permettent de croiser les regards et d'entendre ce que l'Afrique a à dire, à proposer, à revendiquer. « Ce sont des échanges d'idées, pas des injonctions », martèle-t-il.

C'est cette approche qu'il défend à Marseille : une diplomatie du dialogue, fondée sur le partenariat et non sur la hiérarchie. Il cite les coopérations en cours avec Dakar, les Comores, ou encore Casablanca, pour illustrer la réalité concrète d'une Francophonie qui ne se résume pas à la langue, mais s'incarne



Discours de Thani Mohamed-Soilihi lors du sommet Climate Chance Europe-Afrique 2025 à Marseille.

dans des projets communs, ancrés dans les territoires.

Réforme du financement climatique : propositions pour un nouveau pacte

Au cœur du plaidoyer de Thani Mohamed-Soilihi se trouve une conviction forte : le financement actuel de la transition climatique est inadapté. Trop lent, trop vertical, trop éloigné des besoins réels des pays les plus vulnérables. Il plaide donc pour une réforme structurelle, à l'image du Pacte pour la Prospérité des Peuples et de la Planète, initié par le président Emmanuel Macron.

Parmi les leviers évoqués :

- La taxation des grands pollueurs mondiaux, aujourd'hui absente à l'échelle internationale.
- La mobilisation de l'épargne des diasporas africaines, considérée comme un potentiel sous-exploité.
- Le développement de partenariats public-privé, plus agiles et ancrés dans les besoins locaux.
- Une réorientation des dispositifs multilatéraux, souvent trop complexes ou trop rigides.

Thani Mohamed-Soilihi rappelle qu'un sommet comme celui sur la nutrition, organisé les 27 et 28 mars 2025 à Paris, a permis de lever plus de 27 milliards de dollars, sans les États-Unis, en impliquant largement les pays africains. Il voit dans ce type d'initiative la preuve que les sommets peuvent produire du concret, à condition de les repenser.

Le rôle stratégique des diasporas et de la société civile

Convaincu que la transition écologique ne peut être portée uniquement par les États, Thani Mohamed-Soilihi défend également le rôle stratégique des collectivités locales et des diasporas africaines. Il insiste sur le besoin de bâtir une diplomatie territoriale, plus proche des citoyens, plus réactive face aux urgences, et plus souple dans les partenariats.

C'est dans cette logique qu'il s'engage activement dans le forum *Ancrages*, tenu à Marseille le 16 avril. Un événement consacré aux échanges entre la société civile, les institutions et les diasporas africaines, conçu comme un prolongement direct du sommet Climate Chance. « *Marseille est une ville laboratoire, un territoire symbole. C'est ici que peut se dessiner une nouvelle manière de faire de la coopération* », explique-t-il.

L'objectif du forum : mettre en lumière les initiatives issues du terrain, renforcer les synergies transnationales, et donner de la visibilité à une Francophonie d'action, tournée vers les solutions. Pour lui, ce type de rencontre permet de repolitiser le lien entre écologie, justice sociale et développement, en sortant des schémas technocratiques habituels.

Une voix singulière au service d'un nouveau récit

Avocat de formation, sénateur de Mayotte pendant plus d'une décennie, puis ministre délégué depuis 2024, Thani Mohamed-Soilihi porte une parole à la fois institutionnelle et profondément ancrée dans le réel. Il incarne ce que pourrait être une nouvelle génération de responsables francophones : engagés, enracinés, ouverts, mais exigeants.

Son passage à Marseille n'était pas simplement diplomatique. Il s'agissait aussi de poser des jalons pour la COP30 de Belém, où l'Afrique entend faire entendre une voix forte. Une voix qui dit : pas d'adaptation sans financement, pas de financement sans justice, pas de justice sans écoute.

En défendant une coopération plus équitable, en appelant à la réforme de la gouvernance financière internationale, en valorisant les diasporas comme actrices de changement, Thani Mohamed-Soilihi contribue à écrire un nouveau récit francophone du climat. Un récit où l'Afrique n'est plus une victime, mais une force de proposition. Un récit où la Francophonie n'est pas seulement un héritage, mais un levier pour le futur. ●

Jean Marie Kenfack

GÉOPOLITIQUE ET CLIMAT

L'urgence climatique à l'épreuve des crises diplomatiques & géopolitiques : un tournant pour l'adaptation climatique

Alors que le dérèglement climatique s'accélère, les tensions géopolitiques et diplomatiques freinent les dynamiques d'adaptation, en particulier dans les régions les plus vulnérables. À l'approche de la COP30, il devient urgent de repenser la coopération internationale pour répondre efficacement à l'urgence climatique.



Tania-Bénédict M'baka

Experte impact global, Adaptation Climat, coopération interculturelle Afrique/Europe. DG de l'ONG Mclimat

Contexte géopolitique et climatique

À l'heure où les défis climatiques s'intensifient, les tensions diplomatiques et géopolitiques jouent un rôle crucial dans l'élaboration et l'exécution des politiques climatiques. Les rivalités entre nations, les conflits pour les ressources et les préoccupations sécuritaires influencent non seulement la manière dont les pays abordent les questions climatiques, mais aussi leur capacité à coopérer au niveau international. À l'approche de la COP30 à Belém, où de nombreux pays préparent leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

De l'Europe aux Amériques, en passant par l'Afrique les efforts pour atténuer les impacts du changement climatique sont remis en question par des crises internationales et des conflits qui redéfinissent les priorités politiques.

L'adaptation au changement climatique, définie par le GIEC comme l'ajustement des systèmes naturels et humains en réponse aux stimuli climatiques actuels ou attendus et à leurs effets, devient d'autant plus cruciale dans ce contexte.

Tensions géopolitiques

L'arrêt de l'USAD (U.S. Agency for International Develop-

ment), qui a suspendu certains de ses programmes d'aide au développement en raison de l'instabilité politique et des conflits. Cette décision a des répercussions directes sur la capacité des nations à s'adapter aux changements climatiques, en particulier dans les régions vulnérables. De même, le recul de la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) en Europe illustre comment des décisions politiques peuvent ralentir les efforts pour une transition durable, créant un vide dans les initiatives d'adaptation.

Retrait des accords internationaux

le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sous l'administration Trump a créé un précédent inquiétant, incitant d'autres nations à reconsidérer leur engagement envers des accords climatiques internationaux. Ce retrait a non seulement affaibli l'unité mondiale face au changement climatique, mais a aussi eu un impact sur les financements et la coopération tech-

nique, essentiels pour les pays en développement.

Les tensions géopolitiques sont souvent exacerbées par la lutte pour des ressources précieuses comme l'eau, les terres arables et les minéraux critiques pour les technologies vertes. Cette concurrence mène à des conflits qui détournent l'attention et les ressources nécessaires pour aborder les problèmes climatiques.

Focus Afrique

Les impacts du changement climatique en Afrique sont profonds et complexes, envenimés par des tensions géopolitiques et des conflits. La nécessité d'une action immédiate et coordonnée pour l'adaptation est cruciale, et cela nécessite une coopération internationale renforcée.

L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux effets du changement climatique les impacts se manifestent de manière variée, affectant les écosystèmes, la sécurité alimentaire, la santé et la stabilité économique. Les conflits liés aux ressources rendant l'adaptation d'autant plus cruciale. Quelques exemples :

1. Le Sahel, une région qui s'étend du Sénégal à la Somalie, est particulièrement touché par la désertification, la sécheresse et l'insécurité alimentaire. La fréquence accrue des sécheresses a des conséquences dévastatrices sur l'agriculture, qui est la principale source de subsistance pour des millions de personnes.

Les tensions entre agriculteurs et éleveurs se sont intensifiées en raison de la raréfaction des ressources en eau et des terres arables. Cela a conduit à des conflits violents, comme ceux observés au Mali, où des affrontements entre communautés ont fait des milliers de morts et des millions de déplacés.

La combinaison de la sécheresse et des conflits a entraîné des déplacements massifs. Selon les Nations Unies, plus de 3 millions de personnes ont été déplacées au Sahel en raison de la violence et des conditions climatiques extrêmes.

2. La République Démocratique du Congo (RDC), riche en ressources naturelles, subit également des impacts climatiques importants, exacerbés par des conflits internes et régionaux.

La déforestation, alimentée par l'exploitation illégale des ressources forestières et l'agriculture sur brûlis, contribue à l'émission de gaz à effet de serre. La perte de biodiversité a des répercussions sur les écosystèmes locaux et les moyens de subsistance des communautés qui dépendent de ces ressources.

Les luttes pour le contrôle des ressources naturelles, telles que le coltan et l'or, sont intensifiées par le changement climatique. Les groupes armés exploitent ces tensions, ce qui complique les efforts d'adaptation et de développement durable.

Le changement climatique augmente la propagation de maladies infectieuses, comme le paludisme, en raison de l'extension des zones de reproduction des moustiques. Cela représente un fardeau supplémentaire pour un système de santé déjà fragile. Pour rappel le bassin tropical du Congo qui recouvre le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon est le plus grand puits net de carbone au monde. Il joue un rôle éminent dans l'atténuation des effets du changement climatique. Son absorption annuelle nette de dioxyde de carbone est six fois Supérieure à celle de la forêt amazonienne. la forêt du bassin du Congo doit être considérée comme un « bien public mondial ». Il est essentiel de valoriser ce que les forêts apportent aux communautés forestières, aux économies nationales et aux communautés mondiales.

3. La région du lac Tchad, qui touche le Nigeria, le Tchad, le Cameroun et le Niger, est un autre exemple frappant des effets du changement climatique. ●●●

●●● Le lac Tchad a perdu 90% de sa superficie depuis les années 1960 en raison des changements climatiques et de l'exploitation excessive des ressources. Cela a gravement affecté la pêche et l'agriculture, qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire des millions de personnes vivant dans cette région.

La diminution des ressources en eau a intensifié les conflits entre les communautés. Des groupes comme Boko Haram profitent de cette instabilité pour recruter et mener des attaques, exacerbant la crise humanitaire. La violence a entraîné des millions de déplacés et une crise humanitaire sans précédent.

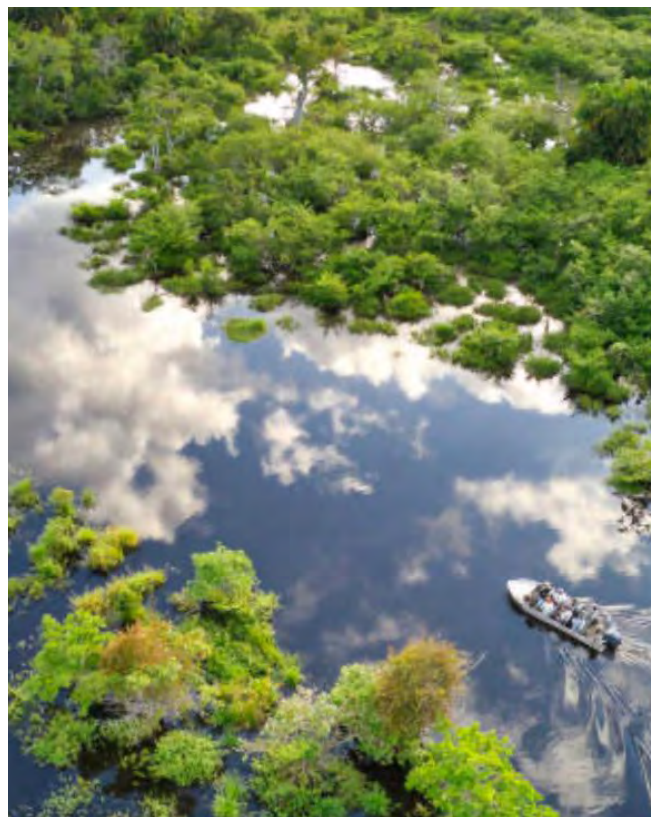
Environ 10 millions de personnes dans la région du lac Tchad ont besoin d'une assistance humanitaire, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau potable et aux services de santé. Il est essentiel de renforcer la coopération internationale notamment avec le transfert des compétences, la mutualisation des systèmes de gestion d'eau durablement.

Les impacts du changement climatique en Afrique sont profonds et complexes, exacerbés par des tensions géopolitiques et des conflits. La nécessité d'une action immédiate et coordonnée pour l'adaptation est cruciale, et cela nécessite une coopération internationale renforcée. C'est un défi de taille, mais en unissant nos efforts et en investissant dans des solutions durables, il est possible de construire un avenir résilient.

Pistes de solutions et recommandations

Pour accélérer l'adaptation climatique dans ce contexte de crises, plusieurs pistes de solutions sont envisagées :

1. Les pays doivent s'unir pour partager des ressources et des technologies durables, facilitant ainsi un accès équitable aux solutions d'adaptation.
2. Les gouvernements doivent intégrer les objectifs climatiques dans leurs stratégies de résolution de conflits et dans leur Contributions Déterminées Nationales (CDN), afin d'assurer une approche holistique face aux crises.
3. Établir des mécanismes de financement innovants pour soutenir les pays les plus vulnérables, avec un



Bassin tropical du Congo, 2ème séquestrateur carbone du monde

accent sur l'augmentation des investissements dans des infrastructures résilientes.

4. Promouvoir des programmes éducatifs, sur les enjeux climatiques et la paix, afin de sensibiliser les populations et les leaders locaux sur l'importance de l'adaptation.

Il est essentiel de rappeler que le coût de l'adaptation mondiale est estimé à environ 1% du PIB mondial, tandis que le coût de l'inaction pourrait atteindre des niveaux catastrophiques, affectant gravement la croissance économique et la stabilité mondiale.

Malgré les défis et les crises en cours, il existe une lueur d'espoir. La coopération internationale, en particulier entre les pays du Sud et du Nord, est en action pour trouver des solutions durables face à l'urgence climatique. À travers des dialogues constructifs et des engagements fermes, le monde peut se tourner vers un avenir où l'adaptation climatique est intégrée dans les stratégies de développement et de paix. Ensemble, nous pouvons surmonter les obstacles et nous adapter. ●

Tania-Bénédicté M'baka

REGARDS CROISÉS

Climat et villes en Afrique de l'Ouest : dialogue entre science, territoire et politique

À l'intersection du climat, de l'urbanisation et de l'agriculture, Jorge Patiño et Brilé Anderson partagent leur analyse sur les politiques durables en Afrique de l'Ouest. Entre données géospatiales, sécurité alimentaire et planification territoriale, ils plaident pour une approche intégrée et anticipative face aux défis climatiques.



Brilé Anderson
Economiste - OCDE/CSAO

Pour commencer, pouvez-vous nous présenter brièvement les objectifs et les grandes lignes des travaux que vous menez au sein du OCDE/CSAO autour du climat, de l'agriculture et de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest ?

Les territoires africains sont depuis longtemps exposés aux aléas et incertitudes climatiques, mais l'intensification de ces phénomènes souligne aujourd'hui la nécessité d'une meilleure anticipation, en particulier pour les villes. Dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation rapide, le rôle moteur des villes dans la lutte contre le changement climatique mérite d'être mieux reconnu et soutenu. Ces réflexions s'inscrivent dans une approche itérative et multi-échelle, allant du niveau local au niveau continental.

Dans ce contexte, il est pertinent de se demander comment les risques environnementaux façonneront le développement urbain au Sahel et en Afrique de l'Ouest, et quels seront les défis à relever en matière d'aménagement du territoire et de gouvernance climatique. Il est surtout essentiel d'anticiper plus finement ces transformations et leurs effets sur les territoires. Cela suppose une analyse approfondie des réalités urbaines et environnementales, de la diversité des potentiels, ainsi que des cadres ●●●



Jorge Patiño
Ingénieur géologue - OCDE/CSAO

Biographie

Brilé Anderson

Responsable du programme Climat, Urbanisation et Environnement au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Elle possède plus de dix ans d'expérience dans la formulation de recommandations politiques fondées sur les données (« data-driven policy advice ») pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, tant en Afrique que dans d'autres pays membres et partenaires de l'OCDE.

Biographie

Jorge Patiño

Scientifique œuvrant à l'intersection de l'urbanisation, du climat et de l'environnement, en mobilisant les données et outils géospatiaux pour orienter les politiques publiques et renforcer les capacités en Afrique. Ses recherches portent sur les liens entre changement climatique, environnement bâti, santé urbaine et inégalités d'accès aux espaces verts dans les villes africaines.

●●● institutionnels et juridiques existants. La production de données et d'outils accessibles, favorisant l'échange d'expériences, contribuera à aider les agglomérations ouest-africaines et leurs partenaires à définir des options d'action publique adaptées à un développement urbain durable face aux défis climatiques.

Nos axes de travail sont les suivants :

- Mieux comprendre les liens entre urbanisation et climat, pour saisir la diversité des potentiels territoriaux et les différentes échelles de gouvernance climatique.
- Améliorer la production et l'accessibilité des données spatialisées, afin d'anticiper les transformations en cours et de promouvoir une gouvernance climatique plus inclusive.
- Encourager des dialogues multipartites, fondés sur des données probantes, pour nourrir les politiques urbaines et climatiques et orienter les choix vers un développement durable.

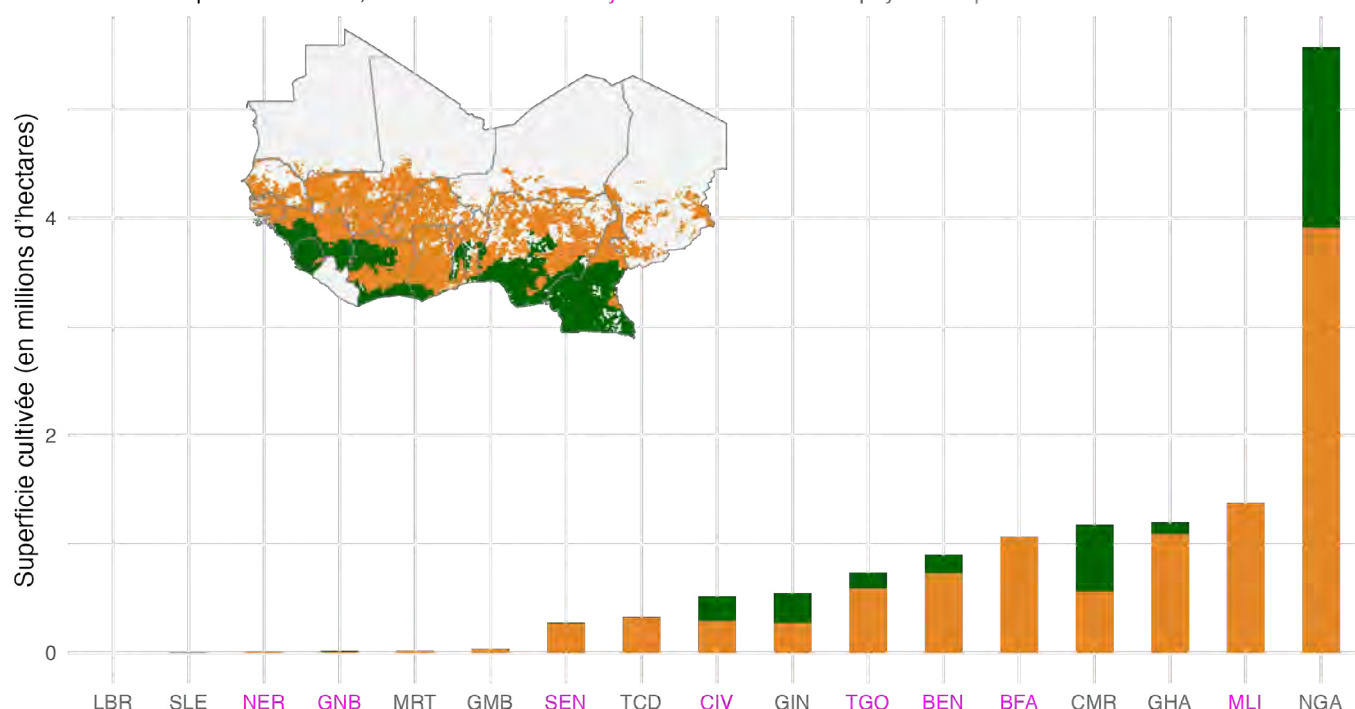
- Renforcer la sensibilisation des membres et partenaires aux interactions entre urbanisation et climat, et à leurs impacts sur les territoires.

Quels enseignements avez-vous tirés de votre analyse sur la vulnérabilité du maïs et du manioc face à la chaleur extrême en Afrique de l'Ouest ? Ces résultats ont-ils surpris certains de vos partenaires ?

Le maïs est modérément à fortement sensible au stress thermique, en particulier lors des étapes clés de son développement, comme la pollinisation et le remplissage des grains. Des températures élevées à ces moments critiques peuvent avoir des conséquences dévastatrices : elles compromettent la viabilité du pollen et entraînent une fécondation incomplète. Quelques jours seulement

Surfaces de maïs exposées à 270 jours ou plus de stress thermique potentiel par an en 2030

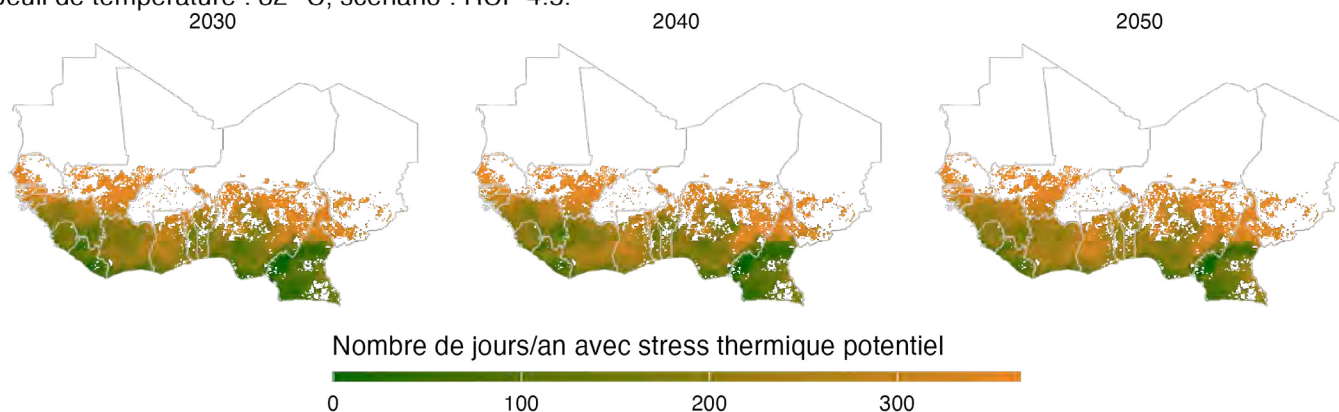
Seuil de température : 30 °C, scénario : RCP 4.5. **Pays dans SDER** et autres pays d'Afrique de l'Ouest



Source : OCDE/CSAO avec des données du Copernicus Data Store (modèles CORDEX Africa) et MapSPAM 2020.

Stress thermique potentiel pour les cultures de manioc en Afrique de l'Ouest

Seuil de température : 32 °C, scénario : RCP 4.5.



Source : OCDE/CSAO avec des données du Copernicus Data Store (modèles CORDEX Africa) et MapSPAM 2020.

de chaleur intense pendant la floraison peuvent provoquer une chute des rendements allant de 40 à 80 % dans les cas les plus extrêmes. Plus tard dans la saison, la chaleur accélère le métabolisme de la plante, raccourcissant la période de remplissage des grains, ce qui se traduit par des grains plus petits, plus légers, et donc une baisse significative du rendement global.

Ce qui a surpris nombre de nos partenaires, c'est la rapidité avec laquelle ces impacts climatiques pourraient se concrétiser. D'ici 2030 — soit dans moins de cinq ans — le maïs cultivé dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest sera vraisemblablement confronté à un stress thermique important, même dans le scénario climatique le plus optimiste (RCP 4.5). La majorité des terres agricoles consacrées à cette culture devraient connaître plus de 270 jours de stress thermique par an (zones marquées en orange). Près de 100 % des terres cultivées au Mali, au Niger, au Tchad, en Mauritanie, au Sénégal, au Burkina Faso et en Gambie devraient être concernées dès 2030, ce qui mettrait gravement en péril la sécurité alimentaire et les économies agricoles de la région.

En revanche, le manioc présente une meilleure tolérance à la chaleur. Cela

ne signifie pas qu'il est insensible au stress — en particulier lorsque les températures extrêmes sont combinées à des épisodes de sécheresse —, mais il se montre globalement plus résilient. Grâce à son système racinaire profond et étendu, il est capable d'extraire l'eau là où d'autres cultures échouent. Le manioc a également la capacité de suspendre temporairement sa croissance durant les périodes de conditions défavorables, pour la reprendre dès que la situation s'améliore. Bien qu'il soit lui aussi exposé à l'augmentation des températures, sa structure biologique lui confère une meilleure capacité d'adaptation face au changement climatique.

À mesure que l'Afrique de l'Ouest — comme d'autres régions du monde — se prépare à un avenir plus chaud, la résilience des cultures doit devenir une priorité stratégique. C'est particulièrement vrai pour les pays qui aspirent à développer l'agro-transformation et à mieux valoriser leurs productions agricoles. Le maïs et le manioc ne sont que deux exemples, mais ils illustrent un point essentiel : sans stratégies d'adaptation ciblées, le stress thermique pourrait freiner de manière significative le potentiel agricole et le développement économique de certaines des régions les plus vulnérables du monde — et cela, dès cette décennie.

Comment vos travaux au sein du SWAC intègrent-ils les enjeux d'urbanisation et de durabilité agricole dans un contexte de changement climatique ? Voyez-vous des synergies entre planification urbaine et sécurité alimentaire ?

Tous ces enjeux sont profondément interconnectés, ●●●

●●● même si les politiques publiques et les recherches sont encore trop souvent menées de manière sectorielle, sans réelle coordination. Les organisations régionales, telles que l'UEMOA et la CEDEAO, prévoient de développer des corridors de croissance reliant les grandes villes aux pôles secondaires. Comme évoqué précédemment, la majorité des projets d'industrialisation dans la région repose sur le développement de l'agro-industrie.

Il est donc essentiel de garantir une connectivité efficace, afin de faciliter la circulation des personnes et des marchandises entre ces pôles, tout en s'assurant que les cultures puissent s'adapter aux évolutions climatiques. À l'échelle urbaine, une planification rigoureuse est également indispensable pour éviter l'expansion désordonnée des villes sur les terres arables, précieuses pour la sécurité alimentaire future de la région.

Quels sont, selon vous, les leviers politiques les plus urgents ou efficaces pour renforcer la résilience climatique des systèmes agroalimentaires dans la région ?

Avant tout, il est crucial de disposer de meilleures données pour éclairer les décisions politiques et favoriser une approche anticipative. Il est nécessaire de passer d'une logique réactive à une logique proactive, permettant aux décideurs de concevoir des politiques territorialisées, adaptées aux réalités locales. Ce changement de paradigme est fondamental pour planifier l'avenir de manière plus stratégique.

Trop souvent sous-estimées, les données sont pourtant essentielles : elles permettent de cibler les interventions, de suivre les actions menées, d'évaluer leur impact et d'attirer des financements.

Comment les données géospatiales et la télédétection enrichissent-elles vos recommandations politiques ? Ces outils sont-ils accessibles aux acteurs locaux, et si non, comment combler cette lacune ?

Les données géospatiales et la télédétection jouent un rôle central dans l'élabora-

tion de recommandations fondées sur des preuves. Elles permettent d'analyser de manière intégrée une diversité de facteurs environnementaux : occupation des sols, ressources en eau, projections climatiques, etc. Grâce à ces outils, il devient possible de formuler des recommandations adaptées aux spécificités de chaque territoire.

Par exemple, l'utilisation de données géospatiales a permis d'identifier précisément l'emplacement et l'étendue des cultures dans les pays d'Afrique de l'Ouest. En les croisant avec des projections climatiques (notamment les températures maximales prévues), on peut localiser les zones agricoles les plus exposées au stress thermique. Ce type d'analyse territorialisée est indispensable pour orienter les politiques d'adaptation agricole, de planification économique et de sécurité alimentaire.

Vous travaillez tous deux à l'interface entre science, politique et territoire. Quels sont les principaux défis que vous rencontrez pour faire dialoguer ces mondes, et comment les surmontez-vous ? Aussi, quelles approches avez-vous testées avec succès pour renforcer les capacités locales ?

Malgré leur importance stratégique, l'accès aux outils de télédétection et aux données géospatiales reste limité pour de nombreux acteurs locaux, en raison de contraintes techniques, financières ou humaines. Pourtant, des solutions innovantes existent pour surmonter ces obstacles. Digital Earth Africa en est un bon exemple : cette plateforme libre d'accès permet à tout utilisateur disposant d'un ordinateur et d'une connexion Internet d'accéder à des pétaoctets de données géospatiales et d'imagerie satellitaire, ainsi qu'à des outils d'analyse puissants — sans installation logicielle.

Dans le cadre de notre travail au sein du OCDE/CSAO, nous collaborons avec Digital Earth Africa pour développer des workflows d'analyse que les utilisateurs locaux peuvent adapter à leurs propres besoins. Cette approche leur permet de produire des informations précises, pertinentes, et directement exploitables pour nourrir des politiques publiques adaptées aux territoires.

Enfin, nous nous engageons activement dans des programmes de transfert de compétences et de renforcement des capacités, en formant les parties prenantes locales à l'usage des données géospatiales à l'aide d'outils libres, simples et accessibles. ●

**Jorge Patiño
Brilé Anderson**



SEMAINE L'AFRIQUE DES SOLUTIONS

SAS 2025 3^{ème} édition

PARTENAIRES | **SPONSORS** | EXPOSANTS
SOLUTIONNEURS | MÉDIAS | **ENTREPRENEURS**
ELUS | **DÉCIDEURS** | INVESTISSEURS
AUTEURS | **ACTEURS DE TERRAIN**



**REJOIGNEZ-NOUS
MAINTENANT !**



VEN 24 AU SAM 25
OCTOBRE 2025



MAIRIE DU 16^{ÈME}
ARRONDISSEMENT DE PARIS (FRANCE)

Info : +33 7 88 69 52 27 | semaineafriquesolutions@gmail.com | www.notrevoix.info



CANTINE SCOLAIRE

Promotion de l'éducation et de la nutrition infantile en Afrique : une expérience inédite en milieu rural à travers la construction et la gestion de maternelles

Racines d'Enfance est une association française qui, depuis 20 ans, œuvre pour l'enseignement, la sécurité, l'hygiène et la nutrition de milliers d'enfants en construisant des écoles maternelles dotées de jardins potagers, en zones rurales africaines.



Patricia Mowbray

Auteure et Présidente de l'association Racines d'Enfance

Un projet né d'une urgence éducative

Au début du siècle, dans la région de Tambacounda, à l'est du Sénégal, près de 17 % des enfants en milieu rural n'atteignaient pas l'âge de 7 ans. C'est dans ce contexte préoccupant que Racines d'Enfance a bâti, à la demande des femmes du village de SAAL, la toute première école maternelle de l'association. Quatre années furent nécessaires pour concevoir et organiser cette structure destinée à accueillir des enfants âgés de 4 à 7 ans, dans un cadre sécurisé, éducatif et, à partir de 2014, nourricier.

Pour assurer le bon fonctionnement de l'école, un comité de gestion a été mis en place, réunissant les parents d'élèves, le personnel enseignant et les représentants des différentes structures communautaires locales. Selon les écoles, une participation mensuelle d'un demi-euro ou d'un euro par enfant est demandée (ce qui équivalait à l'époque à environ 600 FCFA, soit le prix d'un sac d'oignons).

Depuis cette première initiative, 14 maternelles ont vu le jour au Sénégal, réparties dans quatre régions (Thiès,

Fatick, Tambacounda et Kaolack), ainsi qu'en Côte d'Ivoire, dans la région de l'Indénie-Djuablin. À ce jour, près de 1 400 enfants y sont scolarisés. Deux nouvelles écoles sont en cours de construction, l'une dans la région de Thiès au Sénégal, l'autre à Mé, en Côte d'Ivoire. Ces projets se développent en partenariat avec les ministères de l'Éducation des pays concernés, qui affectent des instituteurs dans nos écoles et en assurent la rémunération.

Un levier contre la pauvreté et l'exclusion scolaire

La création de ces structures inédites en brousse a pour conséquence d'atténuer fortement les effets de l'enclavement et de la pauvreté dans ces territoires. L'école maternelle représente un véritable tremplin vers l'école primaire,

Jardin potager - Communauté rurale de Diagane Barka au Sénégal



Source : Association RE

Source : Association RE



Exploration de l'école maternelle de Wassadou par drone - Mars 2023, Sénégal

où 19 % des enfants qui devraient la fréquenter manquent encore à l'appel (UNESCO). En prenant le plus en amont possible la problématique de la scolarisation, ces structures ont pour effet d'augmenter la scolarisation en général, et celle des filles en particulier, d'offrir un meilleur niveau scolaire par l'acquisition précoce des apprentissages élémentaires pour le primaire, de veiller à ce que les enfants soient inscrits sur les listes de l'état civil et que toute la promotion intègre bien le cycle primaire...

L'alimentation scolaire au cœur du projet éducatif

À partir de 2014, date du désengagement du Programme alimentaire mondial (PAM) auprès des écoles sur une partie du continent, Racines d'Enfance a commencé à élaborer une cantine scolaire et ensuite à aménager des jardins potagers pour alimenter cette dernière. Pour ce faire, il a fallu, premièrement, trouver un endroit où les enfants pouvaient déjeuner en toute tranquillité, et organiser la mise en culture des parcelles attenantes aux écoles. Ainsi, les grands préaux ombragés situés au centre des écoles furent aménagés en « préau-réfectoire » avec une assise carrelée et intégrée, facile d'accès et d'entretien.

Il a fallu intégrer ce principe de cantine scolaire soutenue

par un jardin potager au modèle des écoles maternelles Racines d'Enfance. Il a été laissé à l'initiative de chaque comité de gestion de décider qui allait mettre en valeur la parcelle. Certaines structures ont opté pour un jardinier qui cultive et partage les bénéfices de la récolte. D'autres ont sollicité les villageois. D'autres encore, et c'est plus rare, la cultivent par les instituteurs eux-mêmes.

En fonction de la diversité des sols et des environnements, de nombreux fruits et légumes sont cultivés : tomates, petits pois, aubergines violettes et africaines, oignons, salades, concombres, gombos, piments, menthe, bananes, mangues, bissap blanc et rouge, poivrons, coton...

Tous ces produits sont intégrés quotidiennement à la nourriture des enfants, ce qui leur permet d'avoir une alimentation plus diversifiée. Certains sont vendus pour permettre l'achat de denrées comme le sucre, le riz, le lait ou la farine.

En 2024, la recette du jardin d'une école de Thiès s'élevait à 457 euros, ce qui avait permis d'aider au financement de la cantine et à l'entretien de l'école.

Pour accompagner cette initiative, la dotation d'un « bol alimentaire » permet d'encadrer le démarrage et la ●●●

Source : Association RE



Moment d'apprentissage - Jeunes filles en classe, Keur Songho, nov. 2024

Source : Association RE



Jardin potager - Oignons et piments, Sobemé

●●● progression des jardins potagers, ce soutien étant dégressif au fur et à mesure de l'autonomisation des cantines scolaires.

Pendant l'épidémie de Covid, certains jardins ont continué à être exploités, ce qui a démontré aux communautés les avantages certains d'une autonomie alimentaire.

Il a été décidé, pour 2025-2026, d'un programme de conservation des denrées dit « PECPA », qui consiste à équiper les cuisines des écoles Racines d'Enfance d'un réfrigérateur de 200 L. N'oublions pas qu'en Afrique subsaharienne, près de 10 à 20 % des céréales et 50 % des légumes et tubercules sont perdus avant d'être consommés, faute de structures adéquates pour les conserver.

Les carences alimentaires peuvent agir sur le développement cognitif et l'acquisition des apprentissages. Six enfants sur dix souffrent d'anémie au Sénégal. Deux enfants sur dix souffrent de malnutrition chronique et 8 % de malnutrition modérée (UNICEF).

C'est pourquoi la bonne alimentation des petits élèves est primordiale.

Source : Association RE



Un aperçu de la production du jardin potager

Sensibiliser dès le plus jeune âge

Enseigner, c'est aussi nourrir, ainsi, depuis 2023, Racines d'Enfance s'est dotée d'un nouvel outil à travers la conception et l'édition d'un livre, « Les premiers pas vers la nutrition de Fatou et Babacar », avec une iconographie familière qui permet aux enfants de s'identifier facilement au récit et d'adopter les bonnes pratiques alimentaires, accompagnés de leurs instituteurs.

Ce livre, soutenu par la Fondation Bel, est distribué gratuitement dans nos écoles aux élèves de grande section. Il a été également acquis par certaines fondations pour leurs propres structures.

Quelques chiffres

- 1 400 enfants nourris par an dans les 14 maternelles au Sénégal et en Côte d'Ivoire
- 3 à 5 repas distribués par semaine
- 13 jardins potagers en activité
- Une vingtaine de variétés de légumes et de fruits cultivés
- Développement de l'esprit de responsabilité et d'autonomie dans les communautés.

« La meilleure aide est celle qui permet de se passer d'elle. » ●

Patricia Mowbray
Auteure et Présidente de
l'Association Racines d'Enfance

LA FIRST BANK
VOUS DONNE

Carte
Blanche

Souscrivez à votre

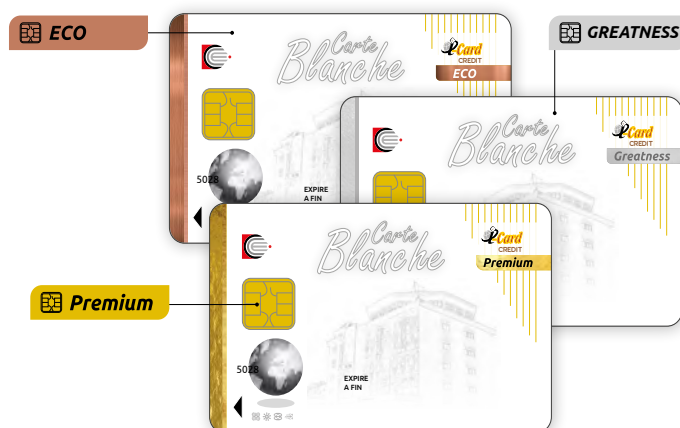
Carte
Blanche

POUR VOS

Crédits à Court Terme

- Fini les **files d'attente en agence**
- Fini les **dossiers de crédits**
- Fini les **attentes de validation**

Notre gamme



L'intérêt de la clientèle est notre priorité



☎ 222 51 80 50 / 679 00 96 26

✉ qualite@afirlandfirstbank.com

📞 653 46 53 46

🌐 www.afirlandfirstbank.com



Afirland First Bank

ENGAGEMENT

Le lien entre l'eau et l'huile d'olive avec No Water No Us.

L'eau est essentielle au monde minéral, végétal et animal. Le secteur agricole, domaine d'étude de l'école d'ingénieurs agronomes UniLaSalle, est particulièrement touché par la crise de l'eau. L'association No Water No Us a permis à 9 étudiants de 4^e année i-SAFE (ingénieur agronome en parcours international), de se rendre en Algérie en mai 2024, pour travailler sur ce lien, dans une exploitation traditionnelle basée à Tissilouine - El-Kseur, dans la wilaya de Bejaïa, et qui vend notamment la marque « L'autre Huile ».



Malek Semar

La Voix de l'Eau

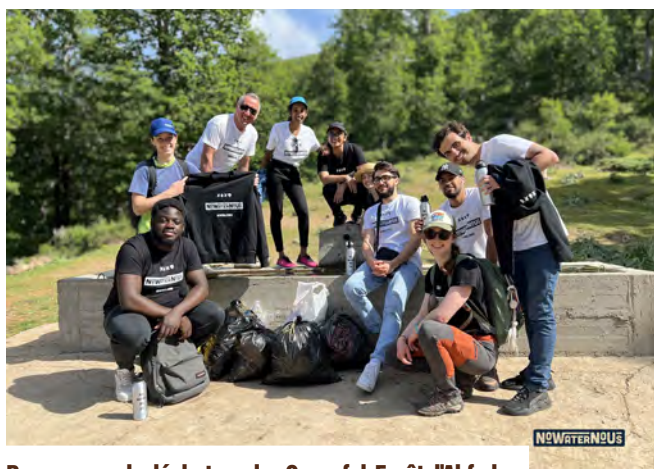
La relation entre l'eau et les oliviers est primordiale ; sa qualité et sa quantité ont une incidence directe sur la croissance de l'arbre et la qualité des fruits. La relation entre l'eau et les oliviers est comme une amitié. À certaines périodes de la vie, l'eau est nécessaire pour assurer la croissance. À d'autres moments, l'eau peut avoir un impact négatif. La qualité de l'eau affecte les oliviers et donc les olives. L'olivier peut être remplacé par un individu, un village, une ville, un pays, un continent ou par toute l'humanité... et cela marche. Maîtriser l'eau est la seule garantie pour mieux vivre.

En Algérie, l'histoire de l'olivier remonte à plusieurs millénaires. L'olive est un fruit apprécié des espèces migratrices. Les noyaux sont libérés dans les fientes, ce qui a contribué à la diffusion de l'olivier dans toute la Méditerranée. Ce sont les oiseaux migrateurs qui ont propagé l'olivier. Arrivées en Algérie, les graines ont trouvé un environnement favorable, devenant l'une des cultures les plus emblématiques. En Algérie, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire revêtent une grande importance pour l'économie nationale. La production d'huile d'olive a un impact majeur sur la vie sociale, économique et culturelle, en particulier en Kabyle. L'Algérie possède un patrimoine oléicole très riche et une structure variétale très productive, avec plus de 63 variétés locales dans la région kabyle, selon l'Institut Technique de l'Arboriculture Fruitière et de la Vigne (ITAFV). Comme on dit localement en Kabyle « Un olivier ne meurt que si on le tue ».



Famille Zouagui, Exploitation El Kseur Oléicole

Lisa, Veishavee, Maïwenn, Emilia, Anandita, Gabriel, Jordan, João et Mikail : 8 nationalités réunies autour de la mission UniLaSalle For Water, pour comprendre l'impact de la production de l'huile d'olive sur l'environnement et trouver des solutions pour y remédier. Plusieurs propositions ont émergé, comme la valorisation de l'huile de grignon en cosmétique, l'utilisation du grignon pour fabriquer des aliments pour animaux, notamment pour poissons, ou encore la transformation du grignon en bioplastiques pour l'emballage. Toutes les possibilités ont été étudiées et analysées pour déterminer plusieurs aspects tels que la faisabilité, les exigences financières, l'étude de marché et la durabilité.



Ramassage de déchets au lac Ouroufal, Forêt d'Akfadou

La parole est aux étudiants.

« Vous pouvez tuer votre voisin, mais jamais un olivier ! Comment oublier cette phrase qui montre l'amour profond des Kabyles pour ces arbres. Dans toute activité agricole, le rapport à l'eau est plus qu'important. En étant là-bas, j'ai compris ce que signifie préserver l'eau. Nous avons pu être témoins de plusieurs situations de stress hydrique, sous divers angles, ce qui m'a fait prendre conscience de l'importance de m'investir davantage dans ce sujet. » Emilia Springall - Mexique.

« Ce projet m'a révélé la relation vitale entre l'eau et l'oléiculture. Dans les champs visités, chaque goutte est essentielle pour les oliviers centenaires, et chaque résidu doit être géré pour préserver les nappes phréatiques et la santé du sol. Travailler aux côtés des producteurs locaux a donné un sens concret à mes études : calculer les besoins en irrigation, le recyclage des margines, transformer des contraintes en solutions durables. » Jordan Noutchougouin - Cameroun

« "Nous avons fait de l'eau toute chose vivante" (Sourate 21 Verset 30). J'ai pris conscience de cette parole en parcourant les champs d'oliviers de la région de Bejaïa. En tant que futur ingénieur agronome, préserver notre EAU est primordial face à la pression climatique. Cette mission m'a permis de rencontrer des frères et sœurs de l'EAU, qui se battent pour le même objectif : optimiser notre utilisation hydrique pour un monde durable. » Mikail Tatlidede - France / Turquie.

En plus des rencontres avec la chambre d'agriculture locale, des experts nationaux et internationaux, et du PASA (Programme Européen d'Appui au Secteur Agricole en Algérie), les étudiants ont mené une action citoyenne. Ils se sont rendus dans la forêt d'Akfadou, un massif forestier de plus de 10 000 hectares à cheval entre les wilayas de Béjaïa et

Tizi-Ouzou, et riche d'une incroyable biodiversité. On y trouve plusieurs lacs de montagne, le plus important étant le lac Noir (Agoulmime Aberkane, 1 262 mètres, 10 hectares), mais aussi le lac Alsous à 581 mètres d'altitude, dans la commune de naissance du fondateur de l'ONG No Water No Us.

Pour garder ce plaisir durable, nous avons des obligations envers notre planète ; alors direction le lac Ouroufal, à une altitude de 1087m et avec une superficie de 1,4 hectares, pour une session de ramassage de déchets. Aucun réseau téléphonique, encore moins de connexion internet, et pourtant la pollution était bien là. La pression anthropique d'un tourisme débridé, en constante augmentation, génère de multiples formes de pollution qui menacent ces biotopes.

Comme le dit le proverbe mexicain, « le sourire est le même dans toutes les langues ». Avec le sourire, les étudiants ont crié No Water No Us à travers une vidéo, en portugais, arabe, espagnol, hindi, créole, amazigh, français et anglais ; un appel des profondeurs depuis le Lac Ouroufal en Algérie et vers le monde entier : L'EAU EST LA VIE, donc PAS D'EAU PAS NOUS !

« Nous retenons de ce voyage un pays fabuleux, des habitants systématiquement accueillants et souriants, des paysages à couper le souffle avec une histoire, de chaque monument, délicieuse pour les yeux et les oreilles, pour mieux se plonger dans la richesse de la culture algérienne. C'est la tête pleine de souvenirs et de nouvelles clés pour agir que les étudiants, tous devenus ambassadeurs No Water No Us, sont rentrés poursuivre leur formation à Rouen et ailleurs. » ●

Malek Semar

NO WATER NO US

Active depuis plusieurs années sur les enjeux cruciaux liés à l'eau, No Water No Us, organisation non-gouvernementale, œuvre chaque jour à sensibiliser et apporter des solutions durables sur le terrain, aux quatre coins du monde. NWNUs réunit les acteurs engagés du monde entier, pour réfléchir à des schémas durables et équitables, pour Partager et Unir autour de l'Eau.

Pour aller plus loin : <https://nwnu.org/>



RECYCLAGE

Laurie Kamuyi : actrice du changement dans le recyclage des déchets à Kinshasa

Laurie Kamuyi est une figure montante dans le domaine du recyclage des déchets à Kinshasa. En tant que fondatrice de Belkin Services, elle a mis en place une initiative qui vise à transformer les déchets plastiques en ressources utiles, tout en sensibilisant la population à l'importance du tri. Son projet se distingue par son approche communautaire et son engagement envers la durabilité environnementale.

Laurie Kamuyi est une figure montante dans le domaine du recyclage des déchets à Kinshasa. En tant que fondatrice de Belkin Services, elle a mis en place une initiative qui vise à transformer les déchets plastiques en ressources utiles, tout en sensibilisant la population à l'importance du tri. Son projet se distingue par son approche communautaire et son engagement envers la durabilité environnementale.

Laurie Kamuyi a été inspirée par son expérience en Corée du Sud, où elle a découvert l'importance du tri des déchets. Cette prise de conscience l'a poussée à se former dans le domaine de la gestion des déchets. En 2018, elle a lancé Belkin Services, qui a débuté ses activités en 2019. Malgré les défis liés à la pandémie de COVID-19, elle a réussi à relancer son entreprise en 2021, montrant ainsi sa détermination à améliorer la gestion des déchets à Kinshasa.

L'un des aspects principaux du projet de Kamuyi est son approche communautaire ; elle implique les habitants dans le processus de collecte et de tri des déchets, ce qui favorise un sentiment de responsabilité collective. Belkin Services distribue des poubelles aux ménages abonnés, permettant ainsi aux citoyens de participer activement au tri. Cette initiative a permis de sensibiliser plusieurs centaines de ménages à Kinshasa et de créer des emplois pour les jeunes.

Elle met également un accent fort sur l'éducation environnementale en développant un programme annuel de sensibilisation destiné aux écoliers qui vise à leur enseigner l'importance du recyclage et du respect de l'environnement. Dix grandes écoles, dont le Collège Boboto,

Laurie Kamuyi dans son bureau équipée



Source: BS

bénéficient de ces programmes. En outre, elle a organisé de nombreuses actions de volontariat pour promouvoir l'hygiène publique à Kinshasa, touchant des institutions variées.

Impact sur l'environnement

Le travail de Laurie Kamuyi a un impact significatif sur la gestion des déchets à Kinshasa. En collectant et en triant les déchets, elle contribue à réduire la pollution dans une ville qui produit plus de 15 000 tonnes de déchets par jour. Son initiative aide à prévenir que ces déchets ne pénètrent dans le fleuve Congo. En 2018, Laurie Kamuyi a été reconnue pour son engagement envers l'environnement en recevant le prix Youth Leadership des Nations Unies pour la Jeunesse. En 2021, sa société a été lauréate

de Citypreneurs, une initiative de la KOICA en partenariat avec l'Hôtel de Ville de Kinshasa. Plus récemment, elle a été lauréate du PRIX AWA 2023 dans la catégorie « Scale Up », soulignant son rôle de leader dans le domaine du recyclage et de la durabilité en Afrique.

Véritable actrice du changement dans le recyclage des déchets à Kinshasa, Laurie Kamuyi représente un visage inspirant de l'environnement en Afrique et au Congo en particulier. Son travail dans le recyclage des déchets à Kinshasa illustre l'importance de l'innovation et de l'engagement communautaire dans la lutte pour un développement durable. Grâce à ses efforts, elle contribue à un avenir plus propre et plus sain, non seulement pour les générations futures, mais aussi pour celles actuelles. ●



Habib Tizi

Laurie kamuyi sur le terrain avec son équipe

NUTRITION LOCALE

Naomie Mbakam et son engagement dans l'agroalimentaire infantile au Cameroun

Entrepreneuse camerounaise, Naomie Mbakam est la fondatrice de Leelou Baby Food, une entreprise spécialisée dans la production de nourriture pour bébés. Elle a été reconnue comme lauréate du prix Castel 2024, une distinction qui souligne son engagement et l'importance de son projet dans le secteur agroalimentaire. Son parcours est marqué par une volonté de répondre aux besoins nutritionnels des enfants tout en soutenant l'économie locale.



Produits proposés par l'entreprise

Source : BF



Naomie Mbakam : Prix castel 2024

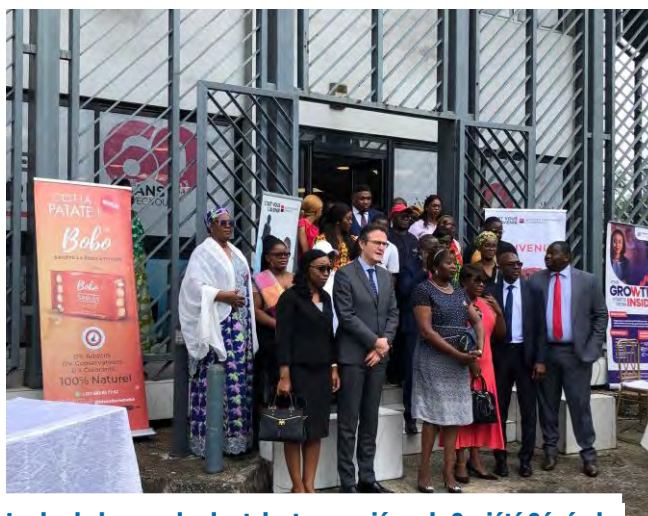
Le projet Leelou Baby Food

Leelou Baby Food se consacre à la fabrication de purées et de bouillies pour bébés, destinées aux enfants âgés de 6 à 36 mois. Élaborés à partir d'ingrédients locaux tels que le riz, le maïs ou le sorgho, les produits offrent une alternative saine, accessible et adaptée aux besoins spécifiques des tout-petits. Ce modèle permet non seulement de garantir la fraîcheur et la qualité des aliments, mais aussi de soutenir activement l'agriculture camerounaise.

Comparée aux autres structures du secteur, Leelou Baby Food se distingue par son modèle économique innovant, qui allie nutrition, durabilité et ancrage local. En valorisant des produits cultivés au Cameroun, l'entreprise réduit les coûts d'importation, renforce l'économie agricole et favorise la création d'emplois tout au long de la chaîne de production et de distribution.

Alors que l'Afrique souffre d'un manque de solutions alimentaires saines et durables pour bébés, Leelou Baby Food s'impose comme une réponse concrète à cette problématique. L'entreprise mise aussi sur la sensibili-

Source : BF



Leelou baby au salon les talents organisé par la Société Générale

sation des parents, en mettant en lumière l'importance d'une alimentation infantile équilibrée, locale et respectueuse de l'environnement, conçue par et pour les Africains.

Une vision au service des familles africaines

Naomie Mbakam est guidée par une mission profonde : améliorer la santé nutritionnelle des enfants en Afrique. Constatant que de nombreux parents n'avaient pas accès à des produits adaptés, elle a voulu créer une solution locale, respectueuse des réalités économiques et culturelles.

Son engagement dépasse largement le cadre de l'entrepreneuriat : elle souhaite aussi réduire la dépendance aux produits importés, souvent inaccessibles, et encourager les acteurs locaux à investir dans des projets à impact. Elle ambitionne enfin d'inspirer d'autres femmes à se lancer dans le secteur agroalimentaire, en prouvant que l'innovation et la passion peuvent transformer des communautés entières.

Une pionnière de l'agroalimentaire durable

À travers Leelou Baby Food, Naomie Mbakam incarne une nouvelle génération d'entrepreneurs africains, porteurs de solutions concrètes pour l'avenir du continent. Son projet, récompensé par le Prix Castel 2024, montre combien l'innovation, la nutrition et la durabilité peuvent aller de pair. En s'engageant pour la santé des enfants et pour une agriculture locale dynamique, elle trace la voie vers un avenir plus équitable, plus sain et plus autonome pour l'Afrique. ●

Habib Tizi

ENGAGEMENT

Blessing Ibomo Promotrice de AfriUp For Climate

Blessing Ibomo incarne une nouvelle génération d'acteurs engagés pour l'environnement. Entre humanitaire, entrepreneuriat, art et écologie, elle mobilise ses compétences pour défendre des causes liées au climat, avec un ancrage fort en Afrique.

Née au Nigéria, Blessing Ibomo a grandi dans un environnement où les enjeux environnementaux étaient rarement abordés. Ce n'est qu'en arrivant à Paris pour ses études en relations internationales et diplomatie qu'elle prend pleinement conscience de l'ampleur de la crise climatique, notamment lors de la COP21. Elle réalise alors à quel point l'Afrique, son continent d'origine, est vulnérable aux effets du dérèglement climatique. Ce moment marque un tournant : agir devient une nécessité.

Elle cofonde AfriUp For Climate, une organisation dédiée à la mise en réseau des acteurs africains du climat. L'objectif : encourager la coopération, la transmission d'initiatives locales et la création de solutions concrètes. À travers cet espace, elle organise la *Soirée For Green Africa*, une plateforme où artistes, activistes, chercheurs et entrepreneurs se rencontrent pour penser et construire un avenir durable. Elle y défend une vision collective et inclusive de l'action environnementale.

Blessing lance également le Prix Art & Impact GreenAfrica, qui valorise les artistes africains intégrant la thématique environnementale dans leur travail. Pour elle, l'art est un levier puissant de sensibilisation et un moyen d'élargir la portée du message écologique.

En parallèle, elle fonde Bread's Earth, un projet né d'un geste du quotidien : acheter une baguette de pain. Confrontée au gaspillage généré par les emballages, elle imagine un sac réutilisable, Le Huchier, aujourd'hui

Source : Blessing Ibomo



breveté. L'initiative illustre sa capacité à transformer une observation simple en une solution concrète pour réduire l'empreinte environnementale.

Engagée sur plusieurs fronts, Blessing Ibomo est aussi artiste. En 2024, elle écrit et enregistre *My Africa*, une chanson célébrant la richesse naturelle, culturelle et humaine du continent. Inspirée de son expérience à la COP21, cette œuvre se veut un hymne de fierté, d'espoir et de mobilisation porté par la jeunesse africaine. Pour elle, la musique est un vecteur essentiel de conscience collective.

À travers l'ensemble de ses projets, Blessing Ibomo tisse des passerelles entre culture, innovation et engagement écologique. Son parcours incarne une approche globale et transversale de la transition, ancrée dans les réalités africaines mais ouverte au monde. Elle illustre comment les initiatives citoyennes peuvent contribuer à construire des réponses durables aux défis environnementaux de notre temps. ●

Patricia Angonemane

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES (SARA) 2025

du 23 mai au 1er juin 2025 à Abidjan

La 7e édition du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) se tiendra à Abidjan du 23 mai au 1er juin 2025, marquant le retour de cet événement après 16 ans d'absence. Organisé par le gouvernement ivoirien, le salon vise à promouvoir les secteurs agricoles, de l'élevage et de la pêche en Côte d'Ivoire, tout en attirant des investissements.

Le Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA) revient à Abidjan pour sa 7e édition, après une longue interruption de 16 ans. Cet événement, relancé par le gouvernement ivoirien, a pour but de mettre en valeur les atouts des secteurs agricoles, halieutiques et forestiers en Côte d'Ivoire. Le SARA représente une plateforme unique pour attirer des investissements dans ces domaines cruciaux.

FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES 2025

du 24 avril au 20 mai à Dakar

La FIARA 2025 se tiendra du 24 avril au 20 mai 2025 au Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (CICES) à Dakar. Sous le thème « Souveraineté Alimentaire : Enjeux – Défis – Perspectives », cet événement rassemblera près de 1 000 exposants et plus de 200 000 visiteurs, représentant les secteurs

de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

La foire offre une occasion unique d'échanger des idées, de nouer des partenariats et de mettre en lumière les métiers liés au monde rural. Les participants auront l'opportunité de découvrir les dernières innovations, de partager des expériences et de discuter des défis auxquels le secteur est confronté. En parallèle, la Semaine Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (SIARA) se déroulera du 13 au 16 mai 2025, ajoutant une dimension supplémentaire à cet événement majeur.

BIENNALE EURO-AFRICA 2025

Du 6 au 12 octobre 2025 à Montpellier

La Métropole de Montpellier accueillera la Biennale Afrique-Europe, une célébration des liens culturels, créatifs et économiques entre les deux continents. Durant une semaine, expositions, performances, résidences croisées, conférences et rencontres sportives animeront la ville et l'espace public.

Côté professionnel, artistes, entrepreneurs et porteurs de projets échangeront leurs pratiques à travers des temps forts comme le Campus des Jeunes Entrepreneurs Africains et les Learning Expeditions. Pensée comme un espace de dialogue, d'innovation et de création, la Biennale 2025 affirme une ambition commune : imaginer ensemble des futurs partagés, nourris par l'art, la coopération concrète et la pensée contemporaine.

ASSOCIATIONS, INSTITUTIONS, ORGANISATIONS ET ENTREPRISES CITÉES DANS LE CADRE DE CE NUMÉRO

AIM	40
AOE	55
AXIOM	62
AGROFINANCEAFRICA	54
ARBIOCHEM	40
BANK OF PRODUCTS	54
BIG DUTCHMAN	62
CAPEF	62
CFEAB	16
CIRIZ	37
CNIM	40
DIGITAL EARTH AFRICA	75
EDBM	40
EPAB	63
ESA YAMOOUSSOUKRO	47
FERDI	60
FOUNDATION FARM	34
GROUPE MANISON	64
HEC PARIS	34
IFPB	64
ITAB	63
IWRI	56
INSTITUT FÉDÉRAL MARANHÃO	64
JUMIA	30
KONGA	30
M-PESA	30
OCDE/CSAO	75
PAM	76
PDEC	37
PORVAL-CV	37
PPDC	37
PRIMOCA	37
PRIX JEUNES ESPOIRS	47
RACINES D'ENFANCE	75
RODRIGUE ESSAMA FARM	44
SIM	40
SODAGRI	37
SIOH KOFFI PIMENT	44
SOLIPAR	54
UEMOA	60
UM6P	56
UNIVERSITÉ DE DOUALA	64
VITALAC	62
VILLE DE MONTPELLIER	64
WUSME	54

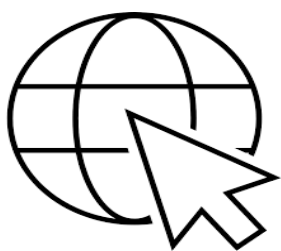


AFRIVE^{digital}

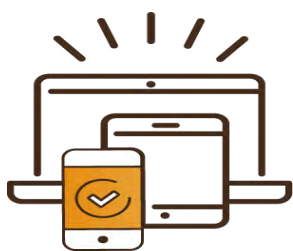
SERVICES

Votre agence web spécialisée dans la création
et la refonte de sites, applications métier sur
mesure et mobile.

Création de site web sur mesure, expertise et qualité



Création & Refonte
de site web



Création & Refonte
de site web



Web
Security



Migrations vers le
Cloud



Pour plus d'informations,
veuillez scanner le QR Code



FINANCER LES PME AFRICAINES

Transformation Produits Agricoles



**UNE NOUVELLE APPROCHE
D'INVESTISSEMENT DANS LES PRODUITS
AGROALIMENTAIRES AVEC LA COLLECTE
DE L'EPARGNE PRIVÉE**

▶▶ **PRÉSENTÉE EN VISIOCONFÉRENCE**

Choisissez votre date et demandez le lien à
presidence@agrofinanceafrica.org

22 MAI 2025	05 JUIN 2025	26 JUIN 2025	20H30 LE JEUDI
10 JUILLET 2025	21 AOÛT 2025	18 SEPTEMBRE 2025	

www.agrofinanceafrica.org